

**LA CRISE  
DU CAPITALISME**

## DU MÊME AUTEUR :

*Le corporatisme.* Un vol. in-8° écu de 67 pages. Librairie du Recueil Sirey, 1935.

*Nouveaux aspects du corporatisme.* Un vol. in-8° écu de 51 pages. Librairie du Recueil Sirey, 1935.

*Doctrines sociales et Science économique.* Un vol. in-8° de 204 pages. Librairie du Recueil Sirey, 1929.

*Léon Duguit et l'Economie politique.* Une brochure in-8° de 40 pages. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1933.

*Les doctrines économiques en France depuis 1870.* Un vol. in-16 de 220 pages. Collection Armand Colin, 3<sup>e</sup> édition, 1934.

*Georges Sorel (1847-1922).* Un vol. in-12 de 67 pages. Collection *Etudes sur le devenir social*. Tome XXII. Paris, Rivière, 1927.

*L'Utilité Marginale.* Un vol. in-8° (autographié) de 285 pages. Editions Domat-Montchrestien, 1932.

*Les Théories de l'Equilibre Economique. L. Walras et V. Pareto.* Un vol. in-8° de 407 pages (autographié). Editions Domat-Montchrestien, 1934.

*Les Nouveaux Courants de la Théorie Economique aux Etats-Unis. Fascicule I.* Un vol. in-8° de 303 pages (autographié). Editions Domat-Montchrestien, 1935.

G A E T A N P I R O U

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

---

# LA CRISE DU CAPITALISME

DEUXIÈME ÉDITION COMPLÈTE  
ET MISE AU COURANT

---

---

CAPITALISME ET  
ÉCONOMIE DIRIGÉE

NÉO-SOCIALISME  
ET CAPITALISME

CAPITALISME ET  
NATIONALISME

L'AVENIR DU  
CAPITALISME

---

---

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY, PARIS

1936

76003

## PRÉFACE A LA SECONDE ÉDITION

*Convie à rééditer notre étude sur la crise du capitalisme, rédigée en 1933 et publiée en 1934, nous avons estimé préférable d'en conserver sans changement le texte initial. Une mise au point de controverses, qui sont en état de rapide évolution, demande à être jugée eu égard à la date où elle a été écrite. Le lecteur appréciera si les événements survenus au cours des deux dernières années confirment ou infirment nos analyses. Afin de lui faciliter ce travail nous nous permettrons simplement, dans les quelques pages qui vont suivre, de rappeler l'essentiel des faits qui se sont déroulés depuis 1933 et d'indiquer l'interprétation que, personnellement, nous en donnons.*

### I

*A mesure que, dans notre pays, se prolongeait et s'aggravait la dépression économique, les interventions du législateur se sont multipliées, en particulier en vue de l'assainissement du marché des*



denrées agricoles <sup>1</sup> et surtout de deux d'entre elles, le blé <sup>2</sup> et le vin <sup>3</sup>. Ces lois nous paraissent avoir montré, d'une manière éclatante, à la fois la nécessité et les difficultés de l'économie dirigée. Tous les gouvernements successifs, quelque soit la diversité de leurs tendances politiques et de leurs préférences économiques, ont dû pratiquer l'interventionisme, et le Parlement les y a encouragés en votant à d'écrasantes majorités (comprenant des représentants de tous les partis) les mesures de réglementation qui lui étaient proposées. En ce qui concerne l'industrie, n'a-t-on pas vu

<sup>1</sup> Cf. ALQUIER, DE FELCOURT, etc., *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, 1933 ; M. BRAIBANT, *L'agriculture française, son tragique déclin, son avenir*, Colin, 1936 ; B. NOGARO, *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, Librairie générale de droit, 1936.

<sup>2</sup> J. SIROL, *Les problèmes français du blé*, Sirey, 1933 ; J. SIROL, *Les caractères actuels de la crise agricole, et, en particulier, la crise du blé en France* (*Revue d'Economie Politique*, janvier-février 1936) ; J. CARRET, *Le marché du blé, sa réglementation en France*, Besançon, 1934 ; B. DESJEUX, *La taxation du blé en France*, thèse Paris, 1934 ; P. DE HÉVÉSY, *Le problème mondial du blé*, Alcan, 1934 ; G. THURIET, *La crise mondiale et les produits agricoles*, Thèse Paris, 1934.

<sup>3</sup> F. MAUDET, *Le statut de la viticulture française*, Sirey, 1934 ; G. DE WECKER, *La limitation des plantations de la vigne*, Thèse Paris, 1934 ; A. VOLCK, *Le problème viticole franco-algérien*, Thèse Paris, 1934 ; J. MILHAU, *Etude économétrique du prix du vin en France*, Montpellier, 1935 ; DE BOIXO DE MERITENS, *Un projet de cartel des vins*, S.C.A.A.F. (10, rue d'Athènes), 1936 ; *Le marché français des vins au début de 1936 et l'économie dirigée* (*Bulletin d'Information économique* édité par la B.N.C.I., décembre 1935).

*M. P.-E. Flandin, doctrinaire du néo-libéralisme, déposer un projet de loi relatif aux ententes <sup>1</sup> dont le mécanisme eût impliqué un regard continu de l'Etat sur l'activité des industries et l'obligation, pour les réfractaires, de se soumettre à la règle majoritaire?*

*M. J. Rueff, théoricien éminent de l'individualisme, n'a-t-il pas collaboré à l'établissement des décrets-lois de 1935 qui, ainsi que nous l'avons écrit ailleurs <sup>2</sup> « réglementent les échanges, bousculent les contrats, fixent autoritairement les prix ». Pour concilier la théorie et la pratique, la doctrine et la réalité, on a donné à ces mesures le qualificatif de « contre-intervention ». Nécessaires, a-t-on dit, pour assainir les marchés, elles ont un caractère circonstanciel et temporaire, et elles ne donnent un tour de vis supplémentaire à la liberté que pour mieux préparer et rendre plus rapide le retour à l'individualisme économique. Remarquons toutefois qu'en reconnaissant comme inéluctable*

<sup>1</sup> Sur le projet Flandin-Marchandeaup cf. Gaétan PIROU, *Nouveaux aspects du corporatisme*, Sirey, 1935 ; J. MASSOUBRE, *Les ententes professionnelles dans le cadre national et la doctrine économique*, Thèse Paris, 1935 ; A. PIETTRE, *L'évolution des ententes industrielles en France depuis la crise*, Sirey, 1936 ; R. AUSCHER, *Les accords professionnels*, Rivière, 1936 ; M. DUTREUX, *Rapports à la Chambre de Commerce de Paris*, janvier et mai 1935.

<sup>2</sup> Dans la *Revue d'Economie Politique*, janvier-février 1936, p. 279, à propos de J. RUEFF, *La Crise du Capitalisme*, 1 broché., éd. de la *Revue Bleue*, 1935.

*l'intervention des pouvoirs publics dans l'œuvre d'assainissement, on prend le contre-pied d'une des thèses fondamentales de l'économie libérale. Celle-ci affirmait que le déséquilibre entre l'offre et la demande, entre la production et les besoins, déclanche des forces auto-correctrices dont le jeu tend à rétablir l'équilibre. Si les marchés sont encombrés, si les prix sont avilis, si les profits d'un grand nombre d'entreprises sont supprimés, un ralentissement de la production s'ensuivra, prétend le raisonnement classique, qui la ramènera à un niveau normal. Quand on croit nécessaire que les pouvoirs publics collaborent à l'assainissement par des mesures autoritaires, ne reconnaît-on pas, par là même, que le rajustement automatique ne se fait pas <sup>1</sup> et que les conditions de l'économie moderne mettent en échec l'argumentation orthodoxe?*

*En même temps que l'économie dirigée se révélait ainsi inévitable, les expériences de ces dernières années mettaient en éclatante lumière ses difficultés, ses erreurs, ses dangers. Déjà, dans notre texte initial, nous avons pu signaler, après quelques mois d'application, l'échec de la loi du 10 juillet 1933 sur le blé. On sait que les choses se sont ensuite aggravées et que finalement, le prix légal*

<sup>1</sup> Cf. à cet égard les observations pénétrantes de Henri NOYELLE, *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Sirey, 1934.

*étant généralement et ouvertement violé, il a fallu renoncer à l'imposer d'autorité et en venir à un système plus souple. Le statut de la viticulture a connu lui aussi des vicissitudes variées et ne paraît pas avoir encore trouvé ses lignes définitives. Dans l'industrie, mêmes difficultés. Le projet Flandin-Marchandeaum s'est endormi pendant de longs mois dans les cartons du Sénat <sup>1</sup>. Le décret-loi sur l'organisation du marché de la soierie n'a pu réunir, parmi les chefs d'entreprises, l'assentiment d'un quorum suffisant pour entrer en application <sup>2</sup>.*

*Et cependant, au milieu de ces tâtonnements, et à travers tant d'obstacles, se dessinent et se réalisent peu à peu des solutions empiriques qui paraissent concilier, autant que faire se peut, les nécessités de l'ordre, la volonté des intéressés, le respect des lois économiques <sup>3</sup> : confier à la profession, par l'intermédiaire de ses organes les plus représentatifs, le soin de dégager une règle commune ; accorder à l'Etat la faculté, s'il le juge utile, de transformer la volonté professionnelle en statut*

<sup>1</sup> M. Paul Laffont vient cependant de déposer son rapport (Sénat, Documents Parlementaires, 1935, n° 554) au nom de la Commission du commerce et l'on y trouvera un exposé intéressant des arguments qui peuvent être invoqués pour et contre l'accord professionnel obligatoire.

<sup>2</sup> Cf. sur ce point les ouvrages précités de A. Piettre et R. Auscher.

<sup>3</sup> Cf. A. PIETTRE, *Deux sœurs ennemies : économie libérale et économie dirigée* (Revue Hebdomadaire, 3 août 1935).

général obligatoire ; lui demander en même temps d'ajuster les divers intérêts professionnels en fonction de l'intérêt général dont il demeure l'expression la moins imparfaite, telle paraît être l'armature du régime vers lequel on s'oriente <sup>1</sup>. Corporatisme mitigé et partiel, qui tient compte de la diversité des forces syndicales, de leur degré très variable d'importance selon les professions et les régions, qui ne cherche pas à plaquer sur cette diversité et sur cette inorganisation une corporation créée de toutes pièces par la loi <sup>2</sup>, revêtement juridique ne recouvrant aucune réalité vivante. Corporatisme

<sup>1</sup> Cf. *infra* appendice II, pp. 175 et suiv.

<sup>2</sup> Cf. Gaétan PIROU, *Le corporatisme*, Sirey, 1935 ; *Nouveaux Aspects du Corporatisme*, Sirey, 1935. A la bibliographie indiquée dans ces deux ouvrages, il convient d'ajouter : F. BACONNIER, *Le salut par la corporation*, Les Œuvres Françaises, 1935 ; P. JOLLY, *La mystique du corporatisme*, avec préface de J. Barthélémy, Hachette, 1935 ; Ch. BODIN, *Le problème du corporatisme en France*, Rennes, 1935 ; Albert MULLER, *La politique corporative*, Editions Rex, Bruxelles, 1935 (où l'on trouvera d'intéressants renseignements sur les expériences corporatives en Hollande, en Suisse, en Belgique, en Autriche et au Portugal) ; RENARD, ARENDT et autres, *Le corporatisme*, Mignard, 1936 ; *L'Organisation Corporative*, compte rendu *in extenso* des travaux de la *Semaine Sociale d'Angers*, Gabalda, 1936 (qui contient une documentation extrêmement riche sur la doctrine corporative et les expériences récentes). Deux séances du *Congrès des Economistes de langue française*, qui s'est tenu à Paris les 24 et 25 février 1936, ont été consacrées à un débat sur le corporatisme. Le compte rendu *in extenso* en sera publié prochainement aux Editions Domat-Montchrestien. Le rapport introductif de M. de Leener a paru dans la *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1936.

subordonné, qui ne se flatte pas de l'illusion d'une harmonie spontanée entre les intérêts professionnels divergents, qui maintient la suprématie du politique sur l'économique et la nécessité du rôle de l'Etat comme gardien de l'intérêt général. Ce régime, qui demande aux compétences leur concours en laissant à l'Etat la décision, qui s'appuie sur le syndicalisme existant pour le hausser, dans la mesure où il en est digne, au rang d'un instrument de l'ordre professionnel, ne se révèle-t-il pas, à l'expérience, comme le seul moyen de corriger l'économie dirigée de ses tares tout en reconnaissant son inéluctabilité?

\*  
\*\*

Cependant, à l'étranger, se poursuivent des expériences d'un prodigieux intérêt dont il est malheureusement difficile, faute d'un suffisant recul, de discerner dès maintenant les enseignements<sup>1</sup>. Pour une large part sans doute, les mesures de réglementation économique qui ont été prise en ces

<sup>1</sup> Cf. *L'Economie dirigée : Expériences et Plans*, Sirey, 1935 ; *Le nouveau régime économique des principaux pays étrangers exposé par des témoins directs* (Documents du travail, septembre-novembre 1934) ; A. SIEGFRIED et autres, *L'Economie dirigée* (Conférences faites à l'Ecole libre des Sciences Politiques), Alcan, 1934 ; R. CARMILLE, *Vues d'économie objective*, Sirey, 1935, sixième partie ; BRANDT, BUTLER et autres, *Aspects mondiaux du capitalisme*, Publications de l'Institut Supérieur Ouvrier, tome 13 (211, rue Lafayette) ; E. HALEVY et autres, *Inventaires*, Alcan 1936.

*derniers temps aux Etats-Unis, en Allemagne <sup>1</sup>, en Italie, sont le reflet d'événements exceptionnels, liés soit à la crise économique, soit à des conjonctures politiques qui n'ont point un caractère de permanence. A mesure que se remontera la pente de la dépression et que l'on reviendra à une atmosphère internationale plus sereine, il est à penser que les plus restrictives de ces réglementations se desserreront peu à peu. Déjà, aux Etats-Unis, l'atténuation de la crise a déterminé une évolution du système des codes industriels qui se traduit par une place plus grande faite à l'accord contractuel, une place moindre à l'intervention autoritaire de l'Etat. Mais nous pensons qu'en tout état de cause, une large fraction, impossible à déterminer pour l'instant, de ces pratiques d'économie dirigée ne disparaîtra point, et c'est ce qui donne à leur étude une haute importance.*

*Si, derrière la variété des expériences, on recherche leurs caractères communs, on peut, semble-t-il, les formuler ainsi : en tous pays, recul du libéralisme et adoption d'une politique d'intervention en vue, soit de hâter le retour à l'équilibre économique, soit d'assurer une cohésion plus étroite des activités particulières au service de la*

<sup>1</sup> Cf. BARON DE GRUBEN, *La politique économique de l'Allemagne*, Edition du Comité Central Industriel de Belgique, 1936 ; TILLMANN, *L'organisation économique et sociale du Troisième Reich*, Thèse Droit, Paris, 1935 ; *L'Economie National-Socialiste* (Europe Nouvelle, 7 mars 1936).

puissance nationale. Partout, accentuation du contrôle public sur la vie des entreprises, cette accentuation aboutissant souvent à une surveillance des prix, voire même (en Italie et en Allemagne) à une limitation forfaitaire du profit distribué aux actionnaires. Partout enfin, — quand l'Etat comprend l'énormité et la difficulté de la tâche qu'ainsi il assume — effort pour étayer son action par les avis des chefs d'entreprises, ce qui amène les pouvoirs publics, quand le groupement professionnel ne s'est pas spontanément constitué, à en favoriser l'éclosion et, quand il existe, à en renforcer l'action. La cartellisation obligatoire, qui parfois en résulte, n'est pas d'ailleurs sans inconvénient. Si elle assure l'ordre et facilite l'assainissement du marché, elle risque, par le monopole qu'elle institue, de léser les consommateurs et d'aggraver, en le portant à l'échelle collective, le particularisme égoïste naturel aux producteurs. D'où les réactions qu'en certains pays (et surtout en Pologne) cette politique a déclanchées et la nécessité de rendre plus sévère le contrôle de l'Etat sur les ententes industrielles, dans la mesure même où il leur confie un plus grand rôle dans la tâche organisatrice.

Si l'on veut dresser un tableau loyal des expériences récentes, il ne faut pas omettre d'ajouter qu'elles n'impliquent nullement la disparition du stimulant de l'intérêt personnel<sup>1</sup>. Assurément,

<sup>1</sup> D'ailleurs, au sein même des groupes, le facteur indivi-



*dans les pays comme l'Allemagne et l'Italie, que domine à l'heure actuelle une psychose d'ardent enthousiasme national, des résultats sont obtenus, sur le terrain économique même, qui ont leur origine dans la foi ou la contrainte, plus peut-être que dans l'appât du gain. Mais c'est là sans doute l'effet de circonstances exceptionnelles, qui engendrent une mystique que l'on ne saurait espérer transformer en état d'esprit permanent. Il est très significatif de noter qu'en Russie soviétique<sup>2</sup> où des facteurs de même nature ont tenu, à l'origine, une grande place et gardent aujourd'hui encore un rôle non négligeable, les dirigeants du régime ont compris que, pour porter au maximum la production, il était nécessaire d'inciter les travailleurs à donner leur plein effort en leur assurant une rémunération proportionnelle à cet effort — au prix d'une inégalité qui peut sembler contraire à certaines formules du socialisme traditionnel. Le développement*

duel demeure souvent décisif. Les grandes fédérations, tant patronales qu'ouvrières, doivent souvent le succès de leur action aux qualités personnelles de leurs animateurs. Qu'il suffise, sans citer de noms de vivants, d'évoquer le souvenir d'un F. Pelloutier ou d'un A. Keufer, d'un Paul de Rousiers ou d'un Robert Pinot.

<sup>1</sup> Cf. OBOLENSKY-OSSINSKY, *Les principes de l'organisation et de l'administration économiques de l'U.R.S.S.* (Revue d'Economie Politique, janvier-février 1926); Ernest MERCIER, *U.R.S.S.*, Editions du Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques, document n° 1, janvier 1936; J. LESCURE, *Le bolchevisme de Staline*, Editions Domat-Montchrestien, 1934.

du *stakanovisme*, modalité soviétique du *taylorisme*<sup>1</sup>, est la manifestation la plus récente de cette orientation.

Finale<sup>ment</sup> donc, à l'étranger comme en France, c'est à un régime mixte que l'on aboutit. Les initiatives individuelles y demeurent très agissantes. Au-dessus d'elles, les encadrant et les limitant, le groupe professionnel remplit une fonction réglementaire. Au sommet — autant qu'il peut le faire avec des moyens médiocres, une compétence technique très relative, une autorité tantôt dictatoriale, tantôt débonnaire — l'Etat contrôle les intérêts particuliers et s'applique, souvent avec plus de bonne volonté que de succès, à les ordonner sous le signe de l'intérêt général.

## II

Dans les transformations profondes et générales qui modifient ainsi le mécanisme économique, faut-il voir l'annonce de la fin du capitalisme ou simplement le symptôme d'une phase nouvelle dans son histoire?

On ne peut répondre à cette question sans entre-

<sup>1</sup> Cf. les textes sur le mouvement *stakhanoviste* publiés par la *Nouvelle Revue Française*, n° du 1<sup>er</sup> janvier 1936, pp. 75 et suiv.

prendre, au préalable, une dissection précise de la notion de capitalisme <sup>1</sup>.

A mon sens, ce terme équivoque et ambigu recouvre trois éléments qu'il y a intérêt à distinguer — sauf à ne jamais oublier que, dans la réalité des choses, ils sont étroitement emmêlés. Le régime économique peut être qualifié de capitaliste eu égard soit à la méthode, soit aux agents, soit au moteur de la production.

Si l'on prend en considération la méthode de la production, on dira que la production capitaliste est celle qui a recours aux biens intermédiaires, au capital au sens technique du terme, tel que l'a lumineusement défini l'économiste autrichien Boehm-Bawerk. En ce sens, le capitalisme s'oppose à la production à la main ou à l'aide d'outils rudimentaires.

Si l'on s'attache aux agents de la production, l'entreprise capitaliste est celle dans laquelle des individus ou des groupes privés fournissent les capitaux (au sens juridique du terme), courent les risques, assument la gestion. Le régime capi-

<sup>1</sup> Sur les origines et l'évolution du capitalisme, outre les ouvrages classiques de W. Sombart, Max Weber, R.-H. Tawney, A. Fanfani, Henri See, H. Hauser, cf. J.-Y. LE BRANCHU, *Les origines du capitalisme en Angleterre*, Sirey, 1935 ; J. SAINT-GERMÈS, *Essai sur l'évolution du capitalisme*, Paris, 1935 ; René JOHANNET, *Voyage à travers le capitalisme*, Editions Spès, 1934 ; Jacques SAINT-GERMAIN, *Puissance et déclin du capitalisme*, Les Œuvres Françaises, 1936.

taliste contraste, en ce cas, avec le régime collectiviste, qui confie à l'Etat, ou à des groupes publics spécialisés par région ou par profession, le soin d'orienter la production et de constituer les épargnes <sup>1</sup>.

Considère-t-on enfin le moteur de la production — et il faut nécessairement en arriver là si l'on veut dépasser l'étude descriptive et externe du cadre de la vie économique pour saisir l'essence du régime et le principe de son fonctionnement interne <sup>2</sup> — l'âme du capitalisme doit alors être recherchée dans la production pour le profit, dans le souci de la rentabilité des entreprises. Et, dès lors, en face du capitalisme se dressent les régimes qui entendent substituer à la rentabilité la productivité et au souci du profit à gagner la préoccupation du besoin à satisfaire ou du service à rendre.

\*  
\* \*

<sup>1</sup> Cf. Laurent DECHESNE, *Le capitalisme, la libre-concurrence et l'économie dirigée*, Sirey, 1934, chapitres 1 à 4.

<sup>2</sup> Dans l'appendice I (*infra*, pp. 163 et suiv.), nous n'avons pas traité de cet aspect des notions de capital et de capitalisme parce que cet appendice reproduit un chapitre extrait de la première partie de notre cours, où nous étudions les cadres techniques et juridiques de la vie économique, en réservant à une partie ultérieure l'explication du mécanisme de cette vie économique et l'analyse des notions d'intérêt et de profit.

*En fonction de cette analyse comment caractériserons-nous l'évolution actuelle des faits?*

*Pour ce qui est des méthodes de production, du capitalisme au sens technique, il m'apparaît évident qu'il n'est nullement en régression. En dépit des diatribes de quelques littérateurs ou de quelques esthètes, le machinisme et le progrès technique poursuivent leur marche et leur essor. La Russie soviétique se tient au premier rang, à cet égard, et le capitalisme technique y a reçu, en ces dernières années, des applications impressionnantes.*

*Plus complexe apparaît déjà l'appréciation si l'on passe au capitalisme juridique et si l'on considère comme élément essentiel la personnalité du chef d'entreprise et du fournisseur de fonds. La Russie soviétique nous apporte la première grande réalisation historique d'un régime anticapitaliste en ce sens, puisque, on le sait, c'est l'Etat qui assume, dans un très large secteur, la fonction de direction et d'épargne. Et il est infiniment probable que si, à l'usage, le régime ainsi institué apparaît viable, la Russie aura, dans le monde, des imitateurs. Mais il y a plus. Des pays qui n'ont point répudié expressément le capitalisme juridique, tels que l'Allemagne ou et l'Italie, y ont indirectement porté atteinte lorsqu'ils ont confié à l'Etat une mission ordonnatrice de l'économie, lorsqu'ils ont accordé à des instituts publics une*

*fonction primordiale dans la distribution du crédit. Pourtant, dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, et en particulier en France et en Angleterre, ce sont bien encore les individus et les groupes privés qui assument l'essentiel de la fonction d'entrepreneur et de capitaliste et il n'apparaît pas que les auteurs des multiples plans qui nous ont été offerts ces temps-ci<sup>1</sup>, proposent de transférer à l'Etat cette fonction, sauf en ce qui concerne un secteur assez étroitement délimité<sup>2</sup> (industries de guerre, assurances, minoteries, énergie électrique, Banque de France).*

*Considérons enfin le moteur de la production. Que le temps soit venu de substituer à la recherche*

<sup>1</sup> Cf. l'étude très documentée d'Henri NOYELLE, *Les plans de reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France*, Sirey, 1935 ; *Le plan français* avec préface de Marcel Déat, Fasquelle, 1935 ; A.-D. FERRIÈRE, *Pour un plan suisse du travail*, Guilde du livre Gutenberg, Zurich et Lausanne, 1935 ; cf. également le numéro de *l'Information Sociale* du 13 décembre 1934, contenant le compte rendu des exposés faits à l'Abbaye de Pontigny, du 14 au 16 septembre 1934, sur les divers plans français et étrangers.

<sup>2</sup> Il est vrai que, s'ils réussissaient à faire adopter leurs vues, la domination du capitalisme sur l'ensemble de l'économie, ainsi que son influence sur la vie politique du pays, s'en trouveraient grandement atteintes ; mais, précisément en raison de l'importance de l'enjeu, des positions stratégiques occupées par le grand capitalisme, des moyens financiers dont il dispose, l'issue du débat demeure fort douteuse. Cf., à cet égard, le numéro spécial de *La Flèche* du 1<sup>er</sup> février 1936 (*France. voici tes maîtres*) et le numéro spécial du *Crapouillot* du 1<sup>er</sup> mars 1936 (*Les 200 Familles*).

du profit la satisfaction du besoin, c'est ce que soutiennent un certain nombre de publicistes, et ils fondent leur raisonnement sur cette affirmation que l'ère de la rareté est terminée et que, grâce au machinisme, nous sommes entrés dans la période de l'abondance. S'il en était vraiment ainsi, on pourrait leur accorder que la fin du capitalisme est proche, mais aussi que va sonner le glas de l'économie politique. Un auteur anglais de grand talent, le professeur Lionel Robbins, donnant sa forme achevée à une thèse que toute une lignée d'auteurs avant lui, d'Auguste Walras<sup>1</sup> à Gustave Cassel<sup>2</sup>, avait ébauchée, montrait récemment<sup>3</sup> que le phénomène économique, dans son essence même, est lié à la notion de rareté. Il n'y a calcul économique que lorsqu'une option est rendue nécessaire par la pénurie des moyens que la nature et le travail humain mettent à notre disposition en vue de la satisfaction de nos besoins. Quel que soit

<sup>1</sup> *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*, Paris, 1831. Une réédition doit en paraître prochainement dans la *Collection des principaux économistes* (Alcan, éditeur) avec une introduction et des notes par Gaston Leduc. En attendant, on pourra se reporter à l'analyse détaillée que nous avons donnée de l'ouvrage d'Auguste Walras dans notre volume (autographié) sur *Les théories de l'équilibre économique*, Domat-Montchrestien, 1934.

<sup>2</sup> *Traité d'Economie Politique*, en deux volumes, Bibliothèque internationale d'Economie Politique, Giard, 1929.

<sup>3</sup> Cf. L. ROBBINS, *The nature and significance of economic science*, Macmillan, 2<sup>e</sup> édition, 1935 ; R. CARMILLE, *Vues d'Economie Objective*, Sirey, 1935, première partie.

le régime économique, que la propriété appartienne à l'individu ou à l'Etat, que la direction de l'entreprise soit assumée par l'initiative privée ou par la collectivité publique, tant que la rareté subsiste, il y a nécessité de combiner les efforts des hommes pour en tirer le rendement maximum et d'hierarchiser les consommations pour obtenir le total de satisfactions le plus grand. Ces calculs impliquent nécessairement des sacrifices. La science économique recherche les moyens de tirer le moins mauvais parti possible de l'avarice de la nature. Et cela nous explique comment les biens les plus utiles, les plus indispensables pour notre existence même (par exemple l'air respirable), sont en dehors de la sphère des analyses économiques. C'est que, précisément — en circonstances normales du moins — ils sont à notre disposition en une telle abondance que nous n'avons point à nous préoccuper de les détenir privativement, que nous n'avons à cet égard aucun sacrifice à consentir, aucun calcul à faire, aucune option à exercer.

Si vraiment, grâce aux progrès de la technique, cet état d'abondance pouvait se généraliser<sup>1</sup>, si nous disposions de moyens de nourriture, d'habillement, etc., tels, en quantité et en qualité, que

<sup>1</sup> Sur les récents progrès techniques et leurs conséquences on trouvera réunis des chiffres significatifs dans le *Plan Français*, pp. 122-125, dans l'ouvrage précité d'Ad. Ferrière, pp. 64-66 et dans la *Grande Révolution* qui vient de J. Duboin.



leur appropriation devienne inutile et que leur acquisition puisse être gratuite, le calcul économique cesserait de s'y appliquer, les dures contraintes de la production en vue du profit deviendraient inutiles, la rémunération proportionnée à l'effort ou au risque cesserait de s'imposer, puisqu'il n'y aurait plus lieu d'atténuer la rareté naturelle par une production soigneusement agencée en vue de l'efficacité la meilleure.

En sommes-nous là? Evidemment non. Quels que soient les progrès récents du machinisme, ils n'ont point engendré une production si abondante qu'elle dépasse, pour l'ensemble du monde, les besoins de la masse des consommateurs. Ce que l'on appelle surproduction, dans les discussions et études récentes sur la dépression économique actuelle, ce n'est point une production qui dépasse les besoins, mais une production qui excède la capacité et la volonté d'achat, ce qui est bien différent. L'explication de ce déséquilibre est un grave problème qu'il faut tenter d'élucider<sup>1</sup>. Nous ne nions certes pas le problème. Nous disons simple-

<sup>1</sup> Cf. en sens divers R. COURTIN, *La production et le pouvoir d'achat dans le cycle économique* (Revue d'Economie Politique, janvier-février 1935); R. MOSSÉ, *L'extension du pouvoir d'achat, remède au déséquilibre économique* (Revue des Sciences économiques, avril 1935); R. COURTIN, *Essai sur la thérapeutique des crises* (Revue d'Economie Politique, juillet-août 1935); André PHILIP, *La crise et l'économie dirigée*, Editions de Cluny, Paris, 1935.

ment qu'il se pose en termes relatifs et non absolus; à supposer que nous soyons, grâce au machinisme, « en route vers l'abondance », il s'en faut de beaucoup que nous approchions du terme du voyage.

Or, tant que la rareté subsistera, tant que, pour la vaincre ou l'atténuer, il sera nécessaire d'aménager les efforts en vue d'obtenir le maximum de rendement pour le minimum de peine, tant que la majorité des individus, dans la majorité des cas, seront sensibles à l'aiguillon de l'intérêt personnel<sup>2</sup>, on peut penser qu'il conviendra de conserver dans le mécanisme économique quelque chose de

<sup>1</sup> J. DUBOIS, *En route vers l'abondance*, Editions Fustier, 2 volumes, 1935. Du même auteur, *Ce qu'on appelle la crise*, Editions Nouvelles, 1934 ; *La Grande Révolution qui vient*, Editions Nouvelles, 1934.

<sup>2</sup> La substitution de la *mystique* du service social à la poursuite du profit, préconisée par un certain nombre de programmes ou de plans récents, traduit une très noble aspiration et peut, en certains cas, fournir une image motrice efficace, capable de susciter l'enthousiasme et le dévouement, mais la question est de savoir si, en écartant du mécanisme économique la perspective du profit, en diminuant, par là, l'incitation aux combinaisons nouvelles et aux risques qu'elles entraînent, on n'aboutira pas à un fléchissement de la production et à une moindre satisfaction des besoins, dont la collectivité pâtirait. L'école catholique sociale accepterait sans doute assez allègrement cette perspective, parce que les jouissances matérielles lui paraissent de peu d'importance au regard des fins spirituelles, et que, pour elle, la préparation de la vie future compte plus que la possession des biens de ce monde. Mais n'est-ce pas reconnaître que, sur le plan proprement économique, le corporatisme, tel que l'entend cette école, est peut-être inférieur au capitalisme ?

*l'âme et de l'esprit du système capitaliste. Remarquons que, même au sein des îlots de production non dirigée en vue du profit, que comporte notre organisation économique actuelle, il a été indispensable, pour éviter soit le gaspillage des forces productives, soit l'atrophie des énergies individuelles, soit la désharmonie entre la production et la demande sociale, de conserver ou de réintroduire certains procédés de la technique capitaliste dont l'expérience a démontré l'efficacité. Qu'il suffise d'évoquer l'organisation des grandes coopératives de consommation en sociétés à succursales multiples avec gérance responsable, ou la commercialisation récente des procédés de gestion du monopole des tabacs, ou l'aménagement, plus récent encore, des transports en commun de la région de Londres<sup>1</sup>. Au terme de ces accommodements, nés de la nécessité, nous nous acheminons peut-être vers un type d'entreprise qui conserverait du capitalisme l'efficacité technique en la mettant au service de fins moins particularistes que celles de l'entreprise privée du type classique. Part y serait faite à notre désir d'une organisation plus juste et plus rationnelle que l'économie individua-*

<sup>1</sup> Cf. NOËL MONOD, *La réorganisation des transports publics à Londres. La Nouvelle loi de 1933*, Thèse Droit, Paris, 1935 ; E. JAMES, *Les formes d'entreprise*, tome III du *Traité d'Économie Politique*, publié sous la direction de M. H. TRUCHY, Librairie du Recueil Sirey, 1936.

*liste. Compte y serait tenu aussi de la pauvreté des moyens que le milieu extérieur met à notre disposition, et de l'infirmité de notre nature humaine, pour qui le travail est une peine, que l'on accepte, généralement, dans l'espoir d'une rémunération en rapport avec la quantité et la qualité de l'effort fourni, du service rendu, du risque couru. Et ainsi serait réalisé, dans la mesure du possible, une sorte de compromis entre les exigences du réel et l'aspiration à l'idéal <sup>1</sup>.*

<sup>1</sup> Cf. la Préface de M. H. TRUCHY à l'ouvrage précité de E. JAMES, p. XIV. « Si l'on veut essayer de se donner à soi-même du recul et séparer le durable de l'accidentel, il semble qu'il y ait une grave méconnaissance du réel à annoncer la chute prochaine du capitalisme. Il n'a pas cessé de se transformer ; il s'est transformé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ; il se transforme encore sous nos yeux ; se transformer, c'est survivre.



## AVANT-PROPOS

*Sous sa forme initiale, la présente étude a été écrite à la demande de M. Giuseppe Bottai, qui dirige actuellement l'Ecole des Sciences Corporatives à l'Université de Pise après avoir, comme Ministre des Corporations, joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du système économique de l'Italie fasciste.*

*M. Giuseppe Bottai nous avait confié la mission d'exposer les aspects français de la crise du capitalisme. D'autres auteurs étaient chargés d'un travail analogue pour leurs pays respectifs (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, Italie).*

*Le texte français que nous publions aujourd'hui<sup>1</sup> a été mis au courant des éléments nouveaux survenus pendant l'été 1933, tant dans l'ordre des controverses doctrinales que dans le domaine des faits et de la législation. Nous n'avons pas modifié notre cadre primitif et nous nous sommes limités aux données et aux solutions françaises du problème. Nous n'avons parlé des expériences récentes ita-*

<sup>1</sup> Nous remercions M. G. BOTTAI d'en avoir autorisé la reproduction.

lienne et allemande, que pour marquer le contre-coup qu'elles sont susceptibles d'avoir éventuellement, dans notre pays.

Les lecteurs qui connaissent la langue italienne pourront se reporter au volume *La Crisi del Capitalismo*<sup>1</sup>. Ils y prendront une vue synthétique des assauts que le capitalisme subit à l'heure actuelle dans le monde entier. Ils verront que sans doute la crise a atteint une intensité variable et qu'elle a pris des formes différentes suivant les pays. Mais ils auront, croyons-nous, l'impression que, surtout, l'ère du capitalisme libéral est terminée et que le monde est entré dans une phase économique nouvelle, dont on peut d'ores et déjà apercevoir les grandes lignes et indiquer les caractéristiques essentielles.

---

<sup>1</sup> G. PIROU, W. SOMBART, E. F. DURBIN, EM. PATTERSON, U. SPIRITO, *La crisi del capitalismo*, Sansoni, Florence, 1933. Cf. également, dans la même collection : L. BROCARD, G. DOBERT, J. A. HOBSON, C. LANDAUER, L. L. LORWIN, U. SPIRITO, *L'economia programmatica*, Sansoni, Florence, 1933.

## INTRODUCTION

Ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier que date la controverse sur les mérites et les défauts du capitalisme. Mais, en ces dernières années, les discussions ont pris, à certains égards, une allure nouvelle sous l'influence de la crise économique qui a ébranlé le monde.

En un sens, le débat s'en est trouvé élargi. Jadis, il se déroulait entre spécialistes : les détracteurs du capitalisme étaient à peu près uniquement des théoriciens ou des militants révolutionnaires, et ses défenseurs étaient des économistes de profession. Maintenant, le public participe à la querelle ; à quelque degré, toutes les classes de la société sont touchées par la crise. Quelques faits typiques : sacs de café jetés à la mer ou brûlés dans les locomotives, balles de coton incendiées, etc., ont profondément choqué l'opinion et créé à l'égard du régime qui rend possibles de telles pratiques un état d'esprit de violente réprobation. Ce ne sont plus seulement quelques agitateurs, c'est l'ensemble du public qui met en accusation le capitalisme et en prédit ou en espère la prochaine disparition.

A la vérité, à envisager le problème du capi-



talisme sous le signe de la crise, on n'en facilite peut-être pas l'examen, parce qu'on mêle deux ordres de questions qu'une analyse rigoureuse devrait maintenir séparés. Pour une part, la dépression actuelle est une phase d'un cycle économique qu'il ne faut ni prendre au tragique, ni considérer comme une nouveauté. C'est dans la mesure où la crise de *conjoncture* se double d'une crise de *structure* que se pose vraiment le problème des destinées du capitalisme. Or, il est manifeste que la discrimination de ce qui relève du cycle et de ce qui est imputable au régime est singulièrement délicate et qu'elle n'est nullement faite dans les discussions qui se sont déroulées en ces derniers mois. En même temps que le problème s'est actualisé, il s'est donc passablement embrouillé.

Nous nous efforcerons d'atteindre au maximum de clarté en exposant successivement, et de la manière la plus objective, les deux thèses en présence.

Nous donnerons d'abord la parole aux *ennemis du capitalisme*, à ceux qui déjà annoncent sa mort prochaine. Nous les suivrons dans leur critique du régime capitaliste au triple point de vue *juridique*, *technique*, *éthique*. Puis nous montrerons avec eux ce que peut être, ce qu'est déjà l'*économie dirigée*, qui prétend lui succéder. Nous entendrons ensuite les partisans de la doctrine adverse dans le *réqui-*

*sitoire* qu'ils élèvent contre l'économie dirigée et dans le *plaidoyer* qu'ils prononcent en faveur du capitalisme. Nous essaierons enfin de mesurer le degré de vitalité que garde le régime capitaliste et la force de résistance qu'il peut opposer aux courants adverses ou divergents du *socialisme* ou du *nationalisme*.

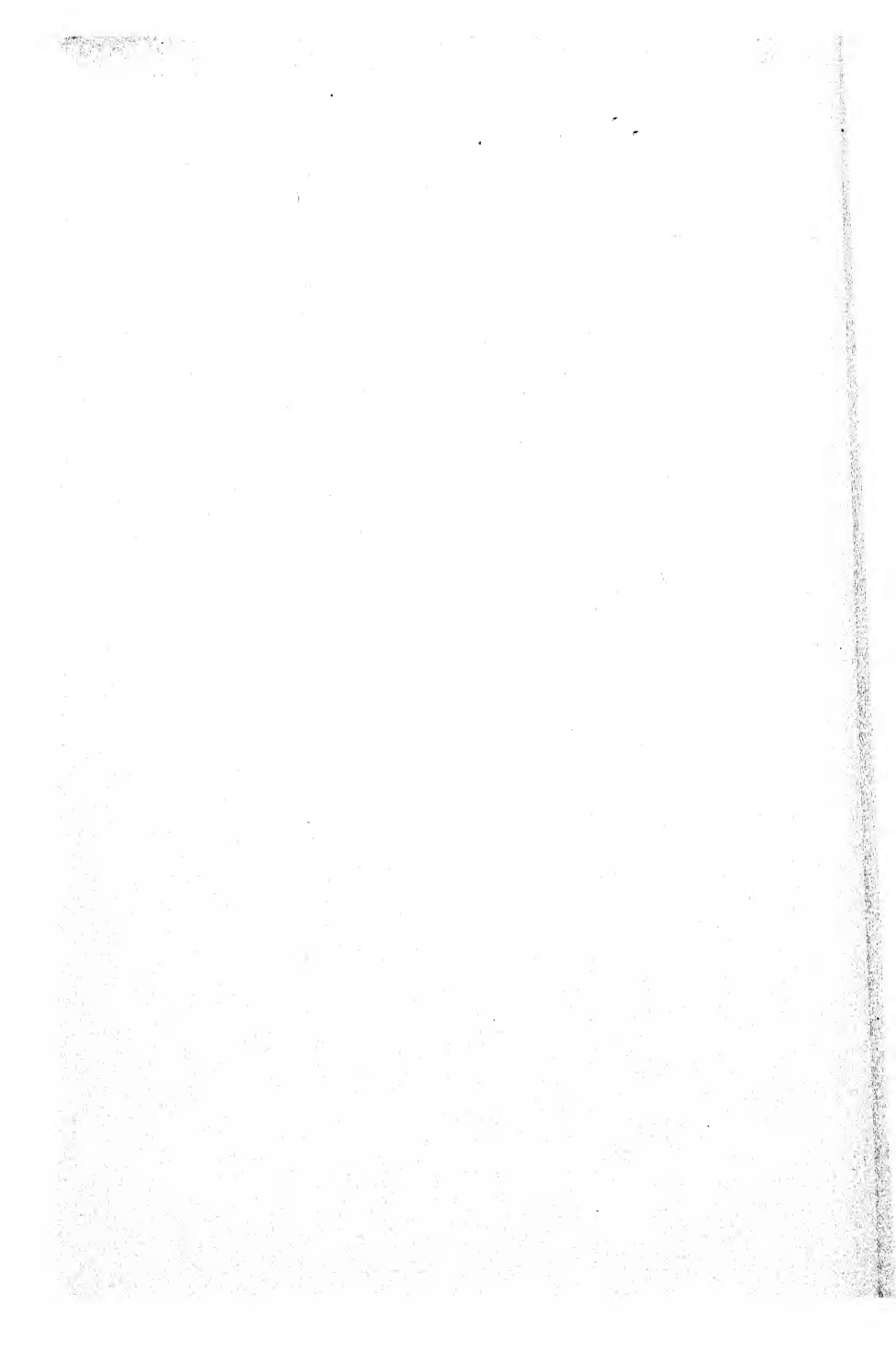
Notre conclusion à chance de déplaire à la fois aux partisans et aux adversaires du capitalisme.

Ses partisans nous en voudront sans doute de n'avoir pas dissimulé les tares qu'il comporte et la nécessité où il est, pour ne pas périr, de quitter le plan individualiste sur lequel il s'est tenu au XIX<sup>e</sup> siècle. Ses adversaires nous reprocheront de considérer comme peu probable, en l'état actuel des choses, un prochain effondrement du régime. Il nous semble pourtant qu'une étude impartiale du monde économique actuel aboutit à une interprétation également éloignée des illusions ou des complaisances du conservatisme social et des espérances ou des mythes révolutionnaires. Les affirmations tranchées et les thèses unilatérales sont le fait de ceux qui veulent à tout prix conserver le régime existant, pour sauvegarder les intérêts acquis, ou le modifier de fond en comble, pour faire prévaloir d'autres intérêts ou réaliser une société idéale. Dans cette étude, nous nous sommes proposé de

faire œuvre de science et nullement de propagande. Nous avons voulu apporter une documentation impartiale et décrire objectivement une évolution dont le caractère principal est la complexité et qui ne confirme aucun des schémas simplifiés que nous offrent les grandes doctrines sociales.

I

La critique du capitalisme



## I

Un des traits les plus notables du déséquilibre économique actuel, c'est *la coexistence d'une production qui ne trouve pas à s'écouler et de besoins qui ne peuvent être satisfaits*. Cela incline tout naturellement à penser que le monde souffre moins de « surproduction » que de « sous-consommation », et qu'il faut donc incriminer l'insuffisance du pouvoir d'achat chez ceux à qui ne manque pas le désir de consommer les produits, mais à qui font défaut les moyens pécuniaires de les acquérir. Par là, l'opinion publique devait être inclinée à accepter les explications du déséquilibre économique qui rendent responsable *le capitalisme au sens juridique du terme*, c'est-à-dire le régime fondé sur l'appropriation privée des moyens de production, sur la concurrence, sur la recherche du profit. La thèse marxiste, pour qui la sous-consommation est l'aboutissement fatal et nécessaire du jeu des prix, des salaires, de la plus-value en régime capitaliste recevait ainsi des événements récents au moins une apparence de confirmation. Aussi les théoriciens du

marxisme<sup>1</sup> ont-ils repris, en l'appliquant au temps actuel, l'interprétation marxiste des déséquilibres économiques. Sans revenir sur les arguments traditionnels qu'ils invoquent à cette fin, il nous faut indiquer deux considérations, tirées des faits récents, et qui apportent à la thèse un certain rajeunissement.

D'une part, s'appuyant sur des statistiques du B. I. T., on remarque que si, dans les cinquante dernières années, les salaires ont augmenté, leur taux d'accroissement a été moindre que celui de la production et du profit<sup>2</sup>. Cela apparaît surtout dans le pays où le capitalisme a été porté au maximum : aux Etats-Unis. De 1925 à 1929, le volume global des salaires réels payés dans les manufactures n'a augmenté que de 5 % tandis que les dividendes et intérêts s'élevaient de 86 % et les nouvelles émissions de capitaux de 111 %. Au cours de la période 1922-1929, si les salaires, les profits, la productivité avaient aux Etats-Unis suivi un rythme uniforme, il eût été attribué 20 milliards

<sup>1</sup> Lucien LAURAT, *Un système qui sombre*, L'Eglantine, Paris-Bruxelles, 1932 ; Jules MOCH, *Socialisme, Crise, Nationalisations*, Librairie Populaire du Parti Socialiste, 1932 ; J. DURET, *Le Marxisme et les crises*, Gallimard, 1933 ; L. LAURAT, *Le progrès technique permet-il au capitalisme d'exister sans milieu non capitaliste* (Révolte, décembre 1932) ; L. SARTRÉ, *La surproduction en régime capitaliste* (Critique sociale, septembre 1933).

<sup>2</sup> Jules MOCH, *op. cit.*, p. 181.

de dollars de plus aux salariés et 20 milliards de dollars de moins aux capitalistes. M. Léon Jouhaux, utilisant ces données dans les débats qui ont eu lieu à Genève, en janvier 1933, à l'occasion de la semaine de quarante heures, a souligné avec force quelles eussent été les conséquences de ce déplacement de 20 milliards de dollars (500 milliards de francs français) : « Moins de production, plus de consommation, a-t-il conclu, tel eût été le bilan du changement. »

A la vérité, ce serait s'arrêter à une vue bien simpliste des choses que de croire que les sommes touchées par les capitalistes sont nécessairement écartées du marché des produits consommables. Dans la mesure où ces capitalistes ne les appliquent pas à la satisfaction de leurs besoins immédiats, ils les « investissent » d'ordinaire dans des affaires qui ne marchent qu'avec le concours d'une main-d'œuvre ; donc, pour une part au moins, les revenus capitalistes épargnés se transforment en salaires et aboutissent à créer du pouvoir d'achat sur le marché. Il reste pourtant quelque chose de vrai dans l'argumentation ci-dessus rapportée : d'abord, les investissements capitalistes s'effectuent très souvent dans des entreprises qui fabriquent de l'outillage : plus ces investissements sont considérables, plus s'élève en conséquence la capacité de production. Et il s'en faut que la capacité



d'achat monte dans la même mesure, car les grandes entreprises modernes (dans les industries hydro-électriques ou métallurgiques en particulier) se caractérisent souvent par une substitution presque complète des forces naturelles et mécaniques à la main-d'œuvre humaine. Nous reviendrons plus loin sur ce trait fondamental de la technique contemporaine. Pour l'instant, il suffit de l'évoquer pour comprendre que le déséquilibre entre la production et le pouvoir d'achat a peut-être, au moins partiellement, son origine dans l'allure divergente des courbes des salaires et des profits au cours de la période qui a précédé la crise <sup>1</sup>.

D'autre part, à ceux qui objectaient que l'argumentation marxiste, à la supposer fondée, eût expliqué un engorgement permanent des marchés et non l'alternance de périodes de prospérité et de périodes de dépression, les récents interprètes français de la théorie de la sous-consommation répondent que jusqu'ici l'embouteillage avait pu être souvent évité par l'action de diverses soupapes qui aujourd'hui ont cessé de fonctionner. Les marchandises trouvaient des débouchés sur les marchés

<sup>1</sup> Sur la disproportion entre le développement de la capacité de production et l'accroissement du pouvoir d'achat, en régime capitaliste. Cf. l'intéressante analyse de R. Mossé, *Essai d'une théorie synthétique du déséquilibre économique* (*Annales du Droit et des Sciences Sociales*, 1933, n° 1, pp. 27-34).

*non capitalistes* où les hommes, demeurés propriétaires de leurs moyens de production, disposaient d'un pouvoir d'achat intégral, que ne venait amputer aucun prélèvement de plus-value. Tant que subsistaient ainsi nombre d'artisans et de propriétaires ruraux indépendants, qui apportaient une puissance d'achat égale à leur production, le déséquilibre, au total, n'était pas irrémédiable. D'ailleurs, les régions du monde non encore industrialisées offraient au capitalisme d'avant-guerre des marchés qu'il ne manquait pas d'exploiter par une politique coloniale appropriée, et ainsi s'écoulait le surplus de la production que ne pouvaient absorber les vieux pays.

Ces diverses issues ont été, les unes après les autres, obstruées. Les petits artisans ont pratiquement disparu. Les propriétaires ruraux, demeurés en apparence autonomes, sont en réalité exploités par le capital d'autrui, sinon, comme les ouvriers, pendant leur travail, du moins avant et après : lorsqu'ils achètent engrais ou machines, et lorsqu'ils vendent leurs récoltes. Grignoté en quelque sorte à ses deux extrémités par le trust des superphosphates et celui des grandes minoteries, le revenu du petit propriétaire rural ne représente plus qu'un pouvoir d'achat très réduit, analogue à celui d'un simple salarié. Enfin, les débouchés que s'étaient ouverts les capitalistes dans les pays

neufs se sont, eux aussi, fermés, puisqu'aujourd'hui, il n'y a plus d'espaces inconnus à coloniser et que les nations agricoles entendent se donner une industrie indigène, afin de s'affranchir économiquement, et interdisent le passage de leurs frontières aux produits européens. M. Jules Moch synthétise tout ce processus en rappelant la célèbre phrase de Paul Valéry : « L'ère du monde fini commence. »

## II

Tant que le capitalisme n'est mis en cause que sous son aspect juridique, l'aboutissant de la critique est simplement le vœu d'un changement *dans le régime de propriété des instruments de production*. L'organisation sociale que préconisent les écrivains collectivistes conserverait intacte la technique spécialisée et mécanique ; en ce sens on est fondé à la qualifier de *capitalisme sans capitalistes*. De fait, si la cause du mal est dans la sous-consommation, et si celle-ci a son origine dans le système de la propriété privée, *il suffirait de socialiser le droit pour remettre l'économie en équilibre*.

Mais n'est-ce pas là s'arrêter à un diagnostic superficiel et à une thérapeutique insuffisante ? Ne convient-il pas, pour atteindre la cause première du mal, d'oser, derrière le droit, s'attaquer à la *technique capitaliste* elle-même ? Et ne peut-on pas

dire que ce sont les progrès désordonnés de cette technique qui ont engendré la crise?

On a beaucoup discuté en France, en ces dernières années, la question de savoir si les perfectionnements récents du machinisme sont un bienfait ou un malheur pour l'humanité<sup>1</sup>. Le problème a été porté devant le grand public par le livre retentissant de M. Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*. Cet ouvrage, plus brillant que solide, a été souvent considéré comme un réquisitoire contre les Etats-Unis d'Amérique alors qu'il était surtout une critique de la vie sociale stéréotypée et mécanique que le monde est menacé de subir si les procédés de la technique moderne y généralisent leur empire. Les thèses de Duhamel ont rencontré un foudroyant succès parce que leur auteur avait exprimé avec talent la réaction du « Français moyen », très épris d'indépendance et d'originalité, à l'égard des uniformités et des contraintes de la standardisation.

Récemment, le débat a rebondi sur un terrain plus limité. Plusieurs auteurs, peu suspects d'un excessif traditionalisme, ont cru devoir jeter un

<sup>1</sup> M. J. WEILLER a dressé une bonne bibliographie du sujet sous le titre *Les controverses sur la crise et le progrès technique* dans le numéro 1 des *Annales du Droit et des Sciences Sociales*, 1933, pp. 245 et suiv.

cri d'alarme en présence de l'allure, jugée par eux excessive, du progrès technique et des conséquences sociales qu'il risque d'engendrer si des forces extérieures ne viennent pas en canaliser le torrent. Ainsi M. René Bergerioux <sup>1</sup> n'a pas hésité à proposer la création d'une « Chambre de compensation » à laquelle seraient obligatoirement soumises les nouvelles inventions : elle les achèterait à leur juste prix, mais n'en livrerait le secret qu'au fur et à mesure des besoins de la production et des possibilités de la consommation.

Plusieurs articles récents <sup>2</sup> et une grande conférence de M. Joseph Caillaux <sup>3</sup>, donnent un son de cloche identique. S'il existe dans le monde à l'heure actuelle vingt millions de chômeurs, la responsabilité principale en incombe, d'après lui, aux grandes inventions techniques qui ont réduit dans des proportions formidables le nombre d'hommes nécessaires à la production. Aujourd'hui, 5 ouvriers font le travail qui, en 1865, lors du percement de l'isthme de Suez, en exigeait

<sup>1</sup> R. BERGERIOUX, *Le socialisme capitaliste* (chez l'auteur, 76, boulevard de la Saussaye, Neuilly), 1932, in-16 ; du même auteur : *Un monde commence*, Grasset, 1932.

<sup>2</sup> Cf. en particulier *L'Information Financière* du 3 mars 1932.

<sup>3</sup> Faite au Théâtre des Ambassadeurs le 7 janvier et répétée le 4 février 1933 sous le titre *Le désarroi des hommes et des choses*. Cf. l'interview de M. J. CAILLAUX, dans *Le Temps* du 8 janvier et son livre *D'Agadir à la Grande Pénitence*, Flammarion 1933, pp. 202-219.

quatre mille. Tandis qu'en 1920 l'industrie des bouteilles de verre, en Tchécoslovaquie, employait 8.000 ouvriers pour produire environ 50 millions de bouteilles par an, elle n'en occupe plus actuellement qu'un millier et a pourtant doublé sa production. Des résultats analogues se constatent dans les industries du fer, de l'acier, des chaussures, etc. M. J. Caillaux insiste surtout sur un exemple qui semble l'avoir beaucoup impressionné. Visitant en Alsace le barrage en construction de Kembs, qui a pour objet de capter la force du Rhin, il apprit que les travaux coûteraient 600 millions, que la centrale, une fois en fonctionnement, n'emploierait plus que 25 ouvriers au lieu des 1200 actuellement occupés dans les usines dont elle prendrait la place, et que cependant l'électricité continuerait d'être vendue au même prix qu'auparavant. M. J. Caillaux en conclut qu'il y avait là une opération désastreuse, dont le résultat serait simplement de substituer des dividendes à des salaires et par là d'accentuer le déséquilibre économique et social.

Un ami politique de M. J. Caillaux, qui fut son collaborateur au gouvernement, M. Jacques Duboin, partant des mêmes prémisses, a tenté d'en dégager un programme d'action positive. Sous ce titre significatif *Nous faisons fausse route*<sup>1</sup>,

<sup>1</sup> Ed. des Portiques, 1932. Du même auteur : *La Grande Relève des hommes par la machine*, Les Editions Nouvelles,

M. J. Duboin développe cette idée que la grande industrie, loin de créer, comme on le croit d'ordinaire, de la richesse dans les régions où elle s'installe, se charge rapidement de les appauvrir <sup>1</sup>. Aussi M. Duboin estime-t-il urgent de remédier au « dévergondage du machinisme » par les deux mesures suivantes : 1) réduire la journée de travail en l'abaissant de 8 heures à 4 heures ; 2) adopter une sévère politique de taxation fiscale à l'égard des transformations d'outillage de façon à en ralentir le rythme <sup>2</sup>.

Ce sont généralement des auteurs non socialistes qui ont signalé les abus de la technique, les marxistes s'en tenant, de préférence, à la critique juridique du capitalisme. Pourtant, le chef politique du socialisme français, M. Léon Blum, est venu, lui aussi, dans un article très remarqué du *Populaire* (29 décembre 1932) prendre texte de la technique moderne pour montrer qu'elle ne permet plus la solution des crises économiques par l'élimination des entreprises les moins bien outillées et les moins bien organisées. Le point de

novembre 1933. Cf. également une intéressante étude sur *Le réglage de la production*, dans la revue des démocrates populaires, *Politique*, numéro d'août 1932.

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 89.

<sup>2</sup> Les vues de MM. Caillaux et Duboin ont été discutées par M. Ed. JULIA dans *Le Temps*, des 24 août 1932 et 11 janvier 1933.

départ de son argumentation est une déclaration faite à l'Agence Economique et financière par M. Kessler (un des dirigeants de la *Royal Dutch*) aux termes de laquelle le caractère spécifique de la crise actuelle serait l'incompressibilité des prix de revient industriels. Quand ceux-ci se composaient surtout de salaires et de matières premières, ils pouvaient être réduits, puisqu'en période de crise, les cours des matières premières s'effondrent et que les salaires, malgré la résistance ouvrière, sont également comprimés. Mais l'évolution industrielle des vingt dernières années (et en particulier le mouvement de rationalisation) a eu comme conséquence de diminuer *dans la production la part du travail humain pour accroître la part de l'énergie mécanique*. Il s'ensuit que les charges du capital fixe représentent un élément d'importance croissante, et les salaires un élément d'importance décroissante. Par ailleurs, la diminution des quantités produites en temps de crise n'affecte pas, ou n'affecte que très peu, les charges du capital qui sont la conséquence de ces aménagements techniques perfectionnés ; par suite, la fraction de ces charges qui doit être incorporée dans le prix de revient unitaire augmente à mesure que diminue le nombre d'unités entre lesquelles l'ensemble des charges se répartit. Le résultat, c'est que plus une industrie s'est concentrée, mieux elle est outillée, plus est moderne l'appareil méca-



nique dont elle est dotée et plus il lui sera difficile, en temps de crise, de comprimer ses prix de revient : *ce sont donc les meilleurs au point de vue technique qui résisteront le moins bien à la crise, laquelle produira ainsi une force de sélection à rebours, exactement contraire à la survie des plus aptes escomptée par l'économie libérale*<sup>1</sup>.

### III

La plupart des critiques français du capitalisme paraissent avoir le sentiment que le vice essentiel du système qu'ils combattent ne peut être pleinement aperçu et dénoncé que si l'analyse déborde le domaine proprement économique et matériel pour pénétrer dans l'ordre *éthique et spirituel*.

Telle est, en premier lieu, la position des *catholiques sociaux*. Et cela n'a rien pour nous surprendre, car traditionnellement cette école a toujours entendu subordonner l'économique au moral et au religieux. La récente encyclique : *Quadragesimo Anno* confirme cette position, puisqu'elle contient un véritable réquisitoire contre le capitalisme auquel Pie XI reproche de reposer sur une conception étroitement matérialiste de l'existence, de

<sup>1</sup> La thèse de M. L. Blum a été discutée par M. Ed. JULIA dans *Le Temps* du 1<sup>er</sup> janvier 1933 sous le titre *Salaires et Prix de revient*.

laisser libre cours aux passions humaines, de mettre les intérêts au-dessus de tout, de sacrifier, aux exigences de la production, des biens spirituels infiniment plus hauts<sup>1</sup>. Les travaux des dernières « Semaines Sociales » de France ont apporté à cette critique morale du capitalisme d'importantes contributions. Etudiant *La morale chrétienne et les affaires*, en 1931, à Mulhouse, les Semainiers ont recherché en quelle mesure les pratiques actuelles du monde des affaires, inspirées du souci exclusif du gain pécuniaire, heurtent les prescriptions de la morale chrétienne<sup>2</sup>. En 1932, à Lille, c'est « Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne » qui a fourni le sujet central des débats. Le R. P. Desbuquois y a fortement souligné l'infirmité du capitalisme devant la crise de l'économie internationale, et les autres conférenciers ont été d'accord pour penser que seule une réforme morale pourrait guérir le monde du mal dont il souffre présentement<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> L'Encyclique *Quadragesimo Anno* a fait l'objet en France de nombreux commentaires. Cf. en particulier l'analyse très fouillée de M. G. LEDUC dans la *Revue d'Economie Politique* (janvier-février 1932).

<sup>2</sup> Cf. le compte rendu *in extenso* de *La Semaine Sociale de Mulhouse*, 1 vol., Gabalda, 1932.

<sup>3</sup> Cf. le compte rendu de *La Semaine Sociale de Lille*, 1 volume, Gabalda, 1933 (en particulier les leçons des R. P. Desbuquois, R. P. Danset, de Mgr Bruno de Solages) et les deux récents volumes de M. E. DUTHOIT, *L'Economie au service de l'Homme*, Flammarion, 1932 et *Vers une Eco-*

Plus significative encore à cet égard est l'attitude d'autres hommes et d'autres écoles que l'on était moins accoutumé à voir prendre figure de moralistes. Dans les articles et conférences plus haut signalés, M. J. Caillaux, après avoir dénoncé les dangers techniques d'un capitalisme illimité, n'a pas craint d'élever le débat au-dessus de l'économique. Evoquant le récent et déjà célèbre ouvrage de M. Bergson *Les deux sources de la morale et de la religion* il rappelle cette remarque du philosophe que la science a agrandi le corps de l'homme mais non son esprit, en sorte qu'il lui manque « un supplément d'âme ». En d'autres termes, à la source de l'anarchie économique est un déséquilibre moral. Le progrès du monde ne s'obtiendra pas par les seules techniques; il appelle un renouvellement de la culture spirituelle de l'individu.

Quand on lit les onze témoignages que de

*nomie ordonnée* (*Chronique Sociale de France*, Lyon, 1933); DUBOIS DE LA VILLERABEL, *Les causes d'ordre moral de la crise économique* (*Revue Catholique des Institutions et du Droit*, novembre 1932). La revue *Esprit* se place également sur le plan spirituel et éthique pour condamner le capitalisme. Cf. en particulier les trois numéros spéciaux de mars, juillet, octobre 1933. On consultera aussi avec intérêt dans le numéro spécial de la *Revue française* (25 avril 1933), les articles réunis sous le titre général : *Jeunesse française. Témoignages*, en particulier ceux de MM. Robert Aron et Arnaud Dandieu, Thierry Maulnier, René Dupuis, A. Marc, et les deux livres de M. G. VIANCE, *Force et Misère du Socialisme ; La Révolution ou la Guerre?*, Flammarion, 1933.

jeunes écrivains ont adressé à la *Nouvelle Revue Française* (1<sup>er</sup> décembre 1932) <sup>1</sup>, on est frappé par la note commune qu'ils apportent, en dépit de la diversité des conclusions pratiques auxquelles les uns et les autres aboutissent. Les auteurs de ce « cahier de revendications » représentent les nuances les plus diverses de l'arc-en-ciel politique et social, depuis Thierry Maulnier qui se classe à l'extrême droite jusqu'à Paul Nizan qui appartient à l'extrême gauche, mais tous prennent à l'égard du monde actuel une attitude de protestation et de révolte. Et, chez tous, cette attitude semble avoir un soubassement d'ordre moral. Paul Nizan par exemple reproche moins au capitalisme l'*écroulement de son économie* que la *faillite de sa culture*. Et s'il se rallie au parti communiste, c'est qu'il lui paraît seul capable, grâce à l'action du prolétariat, de renverser la civilisation actuelle et d'établir, au lendemain de sa victoire, une culture nouvelle. D'autres, comme Denis de Rougemont, opposent au communisme « le personnalisme », et

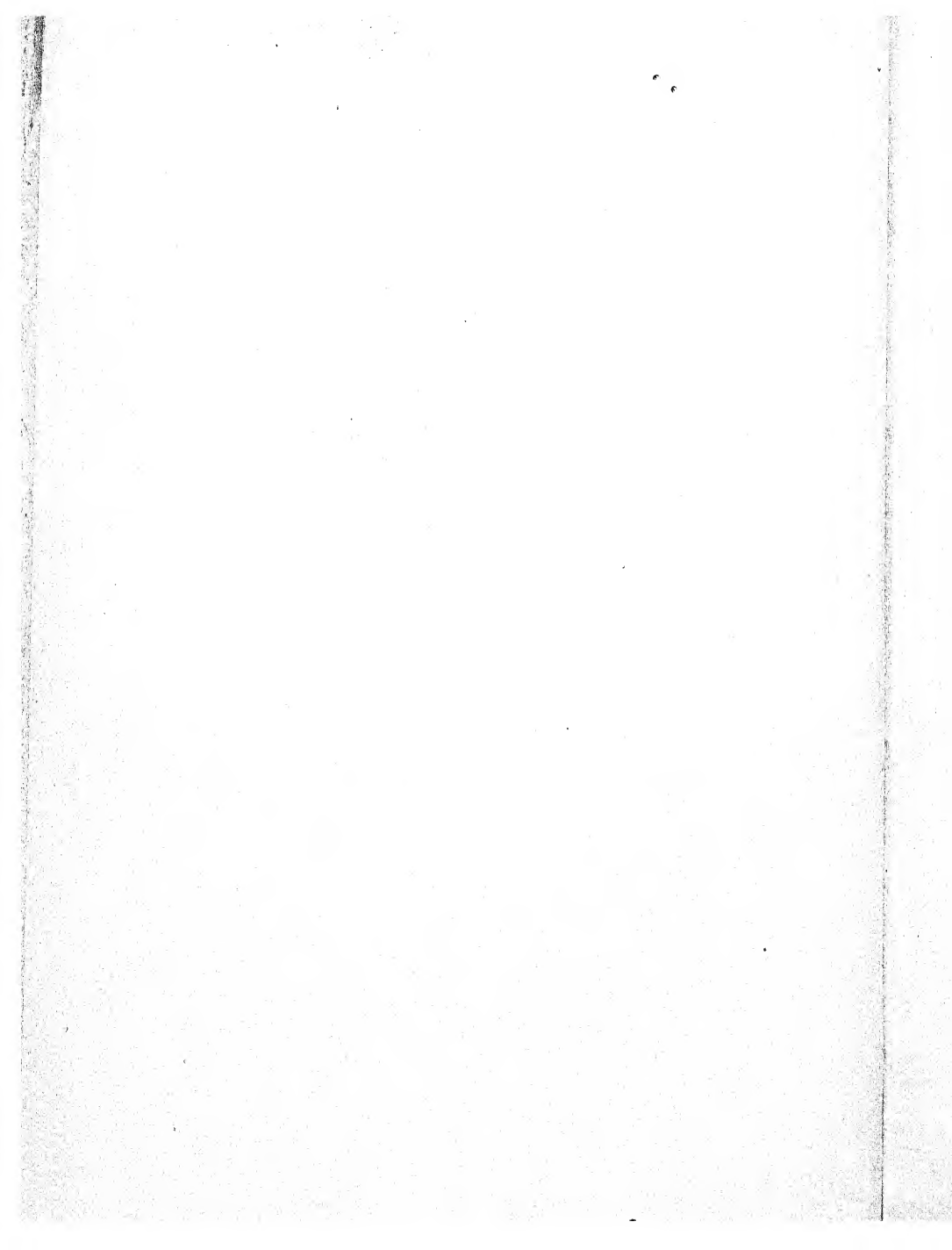
<sup>1</sup> Cf. également les réponses à l'enquête *La Société bourgeoise a-t-elle fait faillite*, dans la *Revue Mondiale*, décembre 1932 et numéros suivants. Sur la nécessité d'une nouvelle éthique sociale, cf. le rapport de M. César CHABRUN au Congrès du Parti socialiste français, des 2-4 décembre 1932, dans *L'Information Sociale* du 8 décembre et son livre : *République Socialiste des Coopératives*, Ed. Valois, 1933, pp. 51 et suiv. Cf. enfin LACON, *Vers un équilibre nouveau*, Payot, 1933, surtout le livre IV : Capitalisme, crise et culture, pp. 239 et suiv.

plutôt que de Marx préfèrent se réclamer de Proudhon, mais c'est qu'il leur semble que le communisme n'est qu'un « cas privilégié de la folie capitaliste-matérialiste », entendons par là qu'il prolonge le capitalisme plutôt qu'il ne le détruit, puisqu'il mène la lutte au nom d'une doctrine imprégnée de cet « ékonomisme » auquel la société capitaliste sacrifie les valeurs spirituelles.

---

## II

### Vers l'économie dirigée



## I

Quel que soit le plan sur lequel se déroulent les attaques contre le capitalisme, elles aboutissent toujours à reprocher au régime une absence d'ordre et d'organisation. Ses adversaires, lorsqu'ils passent de la critique à la reconstruction, entendent substituer, à une économie qu'ils jugent *anarchique* et *chaotique*, un système mieux *ordonné*, mieux *discipliné*.

De qui va émaner cet ordre?

Qui va imposer cette discipline?

Dans une première conception, on estime qu'elle doit être *l'œuvre des intéressés eux-mêmes*. Groupés en syndicats et en cartels, les producteurs assumeraient, par une action concertée, la tâche de prévoir les débouchés possibles et limiteraient, par une discipline volontairement consentie, la production de leurs entreprises, afin que le total n'en excède point la demande. Dans la modalité la plus hardie du système, on va jusqu'à admettre l'embrigadement obligatoire, dans une formation unique, de tous les chefs d'entreprises appartenant



à une profession et à une région : c'est alors *l'économie corporative* dont M. Pierre Lucius s'est fait le protagoniste en un volume dont on a beaucoup parlé au cours de l'année 1932 <sup>1</sup>. Un grand industriel du Nord, M. Eugène Mathon, Président du Comité Central de la Laine, est venu donner à cet ouvrage l'autorité d'une préface qui apporte au système une adhésion très nette. Déjà d'ailleurs, il y a quelques années, M. Eugène Mathon avait soutenu que le seul remède efficace au désordre actuel serait la reconstitution de la corporation professionnelle obligatoire <sup>2</sup>. D'après ces deux auteurs, l'économie corporative présenterait une double supériorité : 1° dans l'ordre *économique*, elle assurerait l'adaptation de la production à la consommation ; 2° dans l'ordre *social*, réunissant en un même organisme patrons et ouvriers, elle résoudrait les conflits de classe. La profession organisée serait ainsi le moyen de sortir de l'anarchie libérale sans tomber ni dans l'étatisme ni dans le socialisme.

Cette doctrine — dont on aperçoit aisément les analogies avec le régime de l'Italie actuelle — est en réalité plutôt une réaction contre *l'individualisme* que contre le *capitalisme* : au vrai, elle est

<sup>1</sup> *Faillite du Capitalisme*, Payot, 1932. Cf. du même auteur : *Renaissance du Capitalisme*, Payot, 1933. Cf. également les articles de M. P. GAXOTTE, dans *Je suis partout*, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement.

<sup>2</sup> *Vers les Etats-Généraux*, Paris, 1923.

un essai de rajeunissement de ce dernier, qui déjà de lui-même s'est engagé très largement sur le terrain de l'action concertée. Les meilleurs théoriciens français de ce que l'on a appelé le néo-capitalisme <sup>1</sup> ne sont-ils pas des hommes comme M. de Peyerimoff, M. Paul de Rousiers, naguère M. Robert Pinot, qui ont puissamment contribué, chacun dans sa sphère, à organiser les producteurs des industries houillères, métallurgiques, maritimes?

Beaucoup plus nettement antagoniste du capitalisme, du moins à première vue, paraît être une seconde conception de l'économie ordonnée, celle à laquelle s'applique *stricto sensu* le terme d'*économie dirigée* <sup>2</sup>. Ici, pour faire régner l'ordre, pour substituer l'organisation au chaos, c'est vers les *pouvoirs publics* que l'on se tourne. Les faits ont établi, déclare-t-on, la faillite de l'économie libérale ; ils ont montré que l'ordre et l'harmonie ne

<sup>1</sup> Sur le néo-capitalisme, cf. Gaétan PROU, *Les doctrines économiques en France depuis 1879*, A. Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1930, pp. 153-157. Cf. également le chapitre sur l'industrialisme dans A. THIBAUDET, *Les idées politiques de la France*, Stock, 1931, pp. 56-80.

<sup>2</sup> Pour la définition de l'économie dirigée, cf. l'intéressant article de M. René CARMILLE, *Les théories de l'économie dirigée* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 juillet 1932). Cf. également : A. CROZET, *L'économie dirigée* (*Politica*, juin et juillet 1933) et le rapport de M. C.-J. GIGNOUX au Congrès de l'Alliance Démocratique le 28 octobre 1933 (*Temps du 29*).

naissent pas spontanément du libre entrecroisement des forces individuelles ou collectives. Il est donc indispensable que l'Etat intervienne pour rendre cohérentes ces activités anarchiques et qu'ils les subordonne aux fins de l'intérêt général.

En un sens, tous les systèmes socialistes — ou du moins toutes les variétés du socialisme autoritaire — peuvent être considérés comme des doctrines d'économie dirigée. Et il n'est pas étonnant que des collectivistes comme Lucien Laurat <sup>1</sup>, ou comme le belge Henri de Man <sup>2</sup> aient accordé à l'économie dirigée une très sympathique attention. Mais les deux concepts de socialisme et d'économie dirigée ne coïncident pas, car le socialisme ne demande pas une simple extension du rôle économique des pouvoirs publics ; il préconise et juge indispensable un *changement radical dans le régime de la propriété* ; en d'autres termes, il ne voit de salut que dans *l'économie socialisée*. Or, on peut concevoir une économie dirigée qui ne serait pas socialisée ou qui ne le serait que très peu, qui laisserait subsister un large secteur de propriété individuelle, mais qui contraindrait les entreprises à se plier à certaines directives d'ensemble données par les pouvoirs publics. Telle était en somme la

<sup>1</sup> *Economie planée contre économie enchaînée* (Cahiers Bleus, 1932).

<sup>2</sup> *Réflexions sur l'économie dirigée*, L'Eglantine, 1932.

thèse soutenue dès 1928<sup>1</sup>, par un jeune écrivain radical, M. Bertrand de Jouvenel, fils de l'ancien ambassadeur de France à Rome. A mesure que s'est accentué le déséquilibre économique, ces idées ont tout naturellement rencontré dans l'opinion française une valeur croissante. Et surtout, le déroulement de la crise a amené les pouvoirs publics à s'ingérer de plus en plus dans la vie des entreprises : leurs interventions ont eu le plus souvent un caractère empirique ; elles ont été des mesures de fortune, nées d'improvisations souvent hâtives, beaucoup plutôt que l'application consciente et systématique de doctrines et de politique réfléchies. Seulement il se trouve qu'au terme de ces interventions multiples, plusieurs branches importantes de l'économie nationale sont désormais soumises à une tutelle rigoureuse, que les activités individuelles y sont en quelque sorte enserrées dans un réseau de prescriptions étroites. Ainsi ont été créés des *embryons d'économie dirigée* qu'il nous faut maintenant examiner.

<sup>1</sup> B. DE JOUVENEL, *L'Economie dirigée*, Librairie Valois, 1928. Cf. également les articles de cet auteur dans la revue *Notre Temps*. On trouvera un intéressant essai de justification doctrinale de l'économie dirigée fondée sur la nécessité : 1° de sauvegarder l'indépendance nationale en face des dangers de guerre ; 2° de conserver une classe agricole comme élément de pondération politique, dans un article de M. P. MARTIGNON, *Réflexions sur l'économie dirigée* (*Revue Mondiale*, 15 septembre 1933) (discuté par *Le Temps* du 5 octobre sous le titre *Limite du Libéralisme*).

## II

La dépression économique, qui a commencé de toucher la France à la fin de 1930 et qui s'est accentuée progressivement au cours des deux dernières années, a mis en situation délicate un grand nombre d'entreprises. En d'autres temps, on eût sans doute considéré qu'il y avait là des manifestations normales et inévitables de la phase d'assainissement et que l'Etat n'avait pas à y intervenir. Telle n'a pas été l'attitude des pouvoirs publics français. D'une part, ils ont estimé qu'il était impossible de laisser la crise disloquer certaines branches de la production dont le maintien est indispensable à l'indépendance et à l'unité nationales ; cette considération a amené l'Etat à pratiquer une politique d'économie dirigée à l'égard de deux produits de l'agriculture française : la *vigne* et le *blé*. D'autre part, là même où la crise ne se traduisait que par des défaillances particulières — explicables, au moins partiellement, par des fautes de gestion — l'Etat crut devoir également apporter son appui pour éviter une catastrophe, lorsque les dimensions ou la nature de l'entreprise étaient telles que sa mise en faillite ou sa disparition n'eût pas été un simple événement d'ordre privé et eût risqué d'entraîner soit une panique collective, soit une diminu-

tion du prestige national : à cette idée se rattache la politique de renflouement largement pratiquée dans le domaine de la *banque* et des *transports*.

Sans pouvoir songer à analyser en détail ces diverses interventions de l'Etat, il nous faut cependant esquisser rapidement leurs modalités principales ; cela nous aidera ensuite à nous élever des particularités à l'ensemble et à extraire, d'une pratique qui a été le plus souvent empirique, les éléments de la doctrine et du système qui étaient implicitement contenus en elle.

A. — La loi du 4 juillet 1931 sur la *viticulture* marque une date capitale dans l'histoire de la politique d'économie dirigée en France parce qu'elle en a été la première application d'ensemble<sup>1</sup>. Elle est née de l'échec du régime de la liberté et de la concurrence. La viticulture était alors très profondément déprimée par une chute des cours due à la fois à la surproduction et à la sous-consommation. La surproduction était la conséquence de ce

<sup>1</sup> Cf. les discours de M. A. Tardieu, Ministre de l'Agriculture, à la Chambre des Députés (1<sup>re</sup> séance du 17 juin 1931) et au Sénat (séance du vendredi 3 juillet 1931); l'article de M. R. COURTIN, *La viticulture devant les pouvoirs publics* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1931) et le commentaire de G. M. dans la revue *Politique* du 15 août 1931. Cf. également J. SABADIE, *Le nouveau statut de la viticulture*, Thèse, Toulouse, 1932 ; N.-D. ROGAC, *L'Etat et la viticulture*, dossier de *L'Action Populaire*, 1932, pp. 1397.

que les vignerons, tant en France qu'en Algérie, s'étaient engagés, depuis un certain temps, dans les procédés de culture à haut rendement, pratiqués surtout dans les terres de plaine. La sous-consommation résultait de ce qu'un certain nombre de grands pays, pour des raisons religieuses ou hygiéniques, s'étaient fermés, en totalité ou en partie, à la consommation du vin et de l'alcool de vin, et aussi de ce que les acheteurs français eux-mêmes, découragés par la médiocre qualité des vins obtenus à l'aide des méthodes de haut rendement, avaient réduit leur consommation. Si telles étaient les causes du mal, les remèdes ne pouvaient être cherchés que dans une discipline de la production, imposée d'autorité par l'Etat. La loi du 4 juillet 1931 édicte à cette fin une série de mesures agencées de manière à frapper surtout les gros viticulteurs, considérés comme les responsables principaux de la surproduction :

1° Elle oblige tous les récoltants à déclarer leur récolte, et, quand celle-ci dépasse 400 hectolitres, elle donne au gouvernement le droit d'en immobiliser, d'en « bloquer » une partie afin de l'empêcher temporairement de peser sur le cours ;

2° Elle édicte l'obligation de transformer en alcool, par la distillation, une partie de la production ;

3° Elle interdit aux propriétaires de plus de 10 hectares de procéder à des plantations nouvelles ;

4° Elle frappe de droits très élevés les rendements qui dépassent cent hectolitres à l'hectare. On aperçoit combien sont graves, du point de vue de la doctrine individualiste et libérale, ces restrictions à l'exercice normal du droit de propriété. Et elles ne sont pas demeurées platoniques, puisque au cours de l'année 1932 le « blocage » a atteint 3 millions et demi d'hectolitres et qu'il a frappé jusqu'à 50 % de la récolte chez les propriétaires dont le domaine dépasse 50.000 hectares. Une seconde loi, du 8 juillet 1933, apporte à la réglementation du blocage un certain nombre de modifications dont l'expérience avait révélé la nécessité<sup>1</sup>.

B. — Plus récemment le législateur français s'est engagé dans une politique analogue en ce qui concerne *la culture du blé*. Sous l'influence d'une récolte abondante, et aussi de scandaleuses manœuvres spéculatives, le prix du blé est tombé sensiblement au-dessous de son coût de production. Gouvernement et Parlement ont estimé qu'il était de leur devoir d'agir en vue d'assurer la remontée des cours à un niveau qui apporte une rémunération normale aux producteurs. Une première loi du 26 janvier 1933 (complétée par des décrets du 9 février et du 8 mars) comportait un

<sup>1</sup> Pour l'analyse de cette loi, cf. A. B., *Le nouveau statut viticole* (*Temps* du 5 septembre 1933).



ensemble de dispositions permettant à l'Etat d'acheter à terme aux agriculteurs une partie de leur récolte. Elles ne suffirent pas à rétablir la situation, qui s'aggrava au contraire au cours du premier semestre de 1933. L'annonce d'une nouvelle récolte excédentaire entraîna un effondrement des cours qui tombèrent jusqu'au prix de 75 francs le quintal, manifestement inférieur, et de beaucoup, au coût de revient. Les pouvoirs publics en vinrent alors à une mesure plus radicale et qui constitue une manifestation très caractérisée de la politique d'économie dirigée. Par la loi du 10 juillet 1933 a été édicté un prix minimum (en principe 115 fr. par quintal) au-dessous duquel il est formellement interdit de descendre. Le gouvernement semble à la vérité s'être résigné sans enthousiasme à cette solution. Il eût préféré s'en tenir (comme le faisait un projet déposé par lui le 13 avril 1933) à des dispositions relatives au stockage et à l'exportation, sans intervention directe dans le montant du prix. Il a dû céder à la pression de la Chambre des Députés et des milieux agrariens.

C. — Les mesures adoptées pour sauver de la catastrophe qui les menaçait certaines entreprises de *banques* et de *transport* peuvent être considérées, elles aussi, comme des manifestations de l'économie dirigée, puisqu'elles ont abouti à une em-

prise plus accentuée, à une pénétration plus marquée de l'Etat dans la vie des grandes affaires privées <sup>1</sup>.

Le premier renflouement fut celui de la *Banque d'Alsace et de Lorraine*. L'Etat, pour la sauver, lui a versé plus de 900 millions ; il a reçu, en échange, l'actif et les réserves de l'entreprise dont il a confié la liquidation à un comité placé sous le contrôle du Ministre des Finances.

Est venu ensuite le renflouement de la *Banque Nationale de Crédit* (B.N.C.). Les sacrifices du Trésor ont été plus lourds encore puisqu'ils dépassent actuellement 2 milliards. Un délégué de la Banque de France, agissant à la fois pour le compte de celle-ci et pour le compte du Trésor, fut chargé du contrôle de l'entreprise qui a été finalement liquidée et remplacée par une autre d'un nom très voisin (B.N.C.I.) au capital de 10 millions auquel les anciens actionnaires de la B.N.C. ont eu le droit de souscrire par préférence.

Pour la *Compagnie Générale Aéropostale*, qui s'est trouvée à son tour en 1930-1931 dans une situation très alarmante, l'Etat n'a pas, à propre-

<sup>1</sup> Cf. E. JAMES, *L'Etat au secours des entreprises privées défailtantes* (Revue d'Economie Politique, 1932, pp. 1496 et suiv.); M. AJAM, *Le capitalisme d'Etat en France dans le domaine bancaire* (Journal des Economistes, mars 1932).

ment parler, financé le renflouement, puisqu'en 1931, il n'a donné, en plus de sa subvention ordinaire, que quelques millions destinés surtout à payer les salaires dus aux pilotes ; mais l'importance des subventions annuelles que depuis 1924 la Compagnie Générale Aéropostale recevait de l'Etat (environ 90 millions par an) et les gaspillages scandaleux révélés par une enquête menée en Amérique du Sud furent considérés comme des raisons suffisantes pour une intervention énergique de l'Etat dans la gestion de l'entreprise défaillante. Sa liquidation a donc été prononcée et son exploitation assurée, à partir de mars 1931, par un comité dont les membres avaient été désignés par l'Etat. Tout récemment a été réalisée la fusion des diverses compagnies en une seule formation l'*Air-France*, dont le statut a été aménagé de façon à établir une collaboration entre l'Etat et les capitaux privés, afin d'éviter que l'intérêt national ne soit sacrifié, comme il l'avait été dans la gestion de l'Aéropostale, aux fins personnelles d'hommes d'affaires uniquement préoccupés de leurs profits <sup>1</sup>.

La dernière intervention de renflouement se rapporte à la *Compagnie Générale Transatlantique*,

<sup>1</sup> Cf. H. BOUCHÉ, *La Compagnie Unique, terrain de collaboration de l'Etat et des capitaux privés* (Europe nouvelle, 5 août 1933).

victime elle aussi de la crise économique, qui a arrêté le mouvement des touristes entre l'Amérique et la France, et d'une politique folle d'imprévoyance et de prodigalité. La Chambre des Députés eût volontiers saisi l'occasion de la crise de la « Transat » pour en remettre l'exploitation à une sorte de régie coopérative comprenant des représentants de l'Etat, des usagers, du personnel. Le Sénat, qui accueille toujours sans enthousiasme les formules d'économie mixte, n'a pas accepté cette solution. Finalement une loi du 20 juillet 1933 est venue poser les bases d'une réorganisation qui a été réalisée par un accord entre la Transat et l'Etat, ratifié par l'assemblée générale du 18 septembre. Sous le régime nouveau, l'Etat détenant en chiffres ronds 175 millions du capital sur 216 possède une majorité écrasante dans les assemblées ordinaires (plus de 2 millions et demi de voix contre un peu plus de 700.000) et encore très nette dans les assemblées extraordinaires où le vote plural cesse de jouer (1.200.000 contre 700.000). Il est donc maître d'imposer ses directives.

### III

Si les manifestations positives de la politique d'économie dirigée n'ont eu, le plus souvent, dans la pensée de leurs instigateurs, qu'un caractère essentiellement provisoire et rigoureusement cir-

constanciel, elles n'en révèlent pas moins une tendance de laquelle on peut, sans trop d'effort, extraire une manière de doctrine<sup>1</sup>. Essentiellement l'économie dirigée nous apparaît comme un système qui *confie aux pouvoirs publics la tâche de régulariser une activité économique naturellement chaotique et de discipliner des prix naturellement instables*. Pour y parvenir, elle met en œuvre un ensemble de procédés qui visent à accorder l'offre et la demande à un niveau auquel corresponde un prix considéré comme acceptable pour les deux parties en cause.

Parfois — et c'est ce qui s'est produit à diverses reprises pendant la guerre et dans l'après-guerre — le déséquilibre auquel l'économie dirigée essaie de remédier résulte d'une *insuffisance de l'offre et de la production* : en ce cas, on fixera un prix maximum pour protéger les consommateurs contre un abus possible de la part des détenteurs de stocks dont l'insuffisance est connue ; éventuellement on rationnera la consommation, afin de répartir le sacrifice sur tous, et on essaiera de stimuler la production afin de hâter le retour à l'équilibre. La politique pratiquée depuis 1914 en matière de loge-

<sup>1</sup> M. P. ALPERT a tenté une systématisation doctrinale de la politique d'économie dirigée dans son volume *L'économie organisée*, Gallimard, 1933. Cf. également J. LYON, *Vrais et faux remèdes à la crise* (*Revue des Vivants*, juillet et août 1933).

ment a été un des exemples les plus typiques du système.

En ces dernières années, et en raison de la crise, la direction de l'économie s'est employée à corriger des déséquilibres inverses, et elle a été amenée en conséquence à recourir à des mesures orientées en sens opposé. Le déséquilibre provenait d'un *excès de l'offre*, entraînant un *effondrement des prix*. On a tenté d'y obvier de deux façons :

1° D'une part, on s'efforce de *restreindre*, de *régulariser*, de *discipliner une production reconnue excessive* ; à cette fin, on organise la répartition des stocks sur plusieurs exercices avec le concours financier de l'Etat ; on dose d'une manière très sévère l'entrée des productions étrangères : aux droits de douane, depuis longtemps pratiqués, vient s'ajouter l'arme plus savante des contingentements qui permet de graduer, selon les besoins du marché, l'apport des produits de l'extérieur, de fixer directement leur quantité et au besoin d'en interdire pratiquement la venue<sup>1</sup>. Enfin, par des dispo-

<sup>1</sup> Sur les contingentements, cf. les deux articles de M. J. WEILLER dans la *Revue Economique Internationale* (juin 1932) et dans la *Revue des Etudes Coopératives* (oct.-déc. 1932). Cf. également la conférence de M. Edg. ALLIX à la Société d'Economie politique de Paris, séance du 6 février 1933, et les thèses de MM. ANGELINI et LAUTMAN, Paris, 1933. M. L. ROLLIN, dans un récent article *L'Illustration*

sitions à plus longue échéance, on agit directement sur la production des années à venir, en prohibant (ou en subordonnant à de telles conditions financières qu'elles équivalent à une prohibition) l'accroissement des surfaces cultivées et des rendements obtenus ;

2° D'autre part, on s'attache à *stimuler la demande*, c'est-à-dire à lutter contre l'élément de « sous-consommation » qui souvent tient une large place, à l'origine du déséquilibre, à côté de la « surproduction » proprement dite : la politique des hauts salaires, en tant qu'elle est voulue ou encouragée par les pouvoirs publics, apparaît, à cet égard, comme une pièce du système. L'assurance-chômage en est une autre, dans la mesure où elle fait obstacle à la baisse générale du taux des salaires qui ne manquerait pas de se produire, en période de dépression, si les pouvoirs publics assistaient passifs au jeu des réactions économiques. Mais surtout, l'arme décisive en ce sens sera la politique de la *monnaie dirigée*, par laquelle les pouvoirs publics, ne bornant plus comme jadis leur ambition à donner au pays une monnaie *saine*, se proposent de lui fournir en outre une monnaie

(*L'Economie dirigée*, 21 octobre 1933) présente la politique des contingentements, par lui pratiquée au Ministère du Commerce, comme l'exemple typique d'une économie bien dirigée, en ce qu'elle contraint les pays exportateurs à limiter leur production aux débouchés.

*stable* et agissent sur la consistance de la masse monétaire, pour l'accroître si elle est insuffisante, la restreindre si elle est exubérante, et éliminer les perturbations économiques dues aux variations dans la quantité de la monnaie. En temps de dépression et d'excès de l'offre en face d'une demande anémique, la politique de la monnaie dirigée trouvera tout naturellement son application : en accordant de plus larges facilités monétaires, on accroîtra le pouvoir d'achat des consommateurs dans toutes les classes ; la demande en sera revigorée et le déséquilibre atténué.

A la vérité, les protagonistes français de l'économie dirigée ont très peu insisté sur cet aspect monétaire du système. Seul M. Ernest Teilhac, dans son livre *Les Fondements nouveaux de l'Economie*<sup>1</sup> s'y est complaisamment arrêté. C'est qu'en France la théorie de la monnaie dirigée a fait jusqu'ici peu d'adeptes. La doctrine de l'étalon-or y conserve l'adhésion de la quasi-unanimité des économistes et de la plus large fraction de l'opinion publique. La raison en est sans doute, pour une part, dans la situation monétaire spéciale de la France, dont l'institut d'émission possède une énorme réserve d'or. Le système de la monnaie dirigée, qui donne toujours, à quelque

<sup>1</sup> Rivière, 1931.



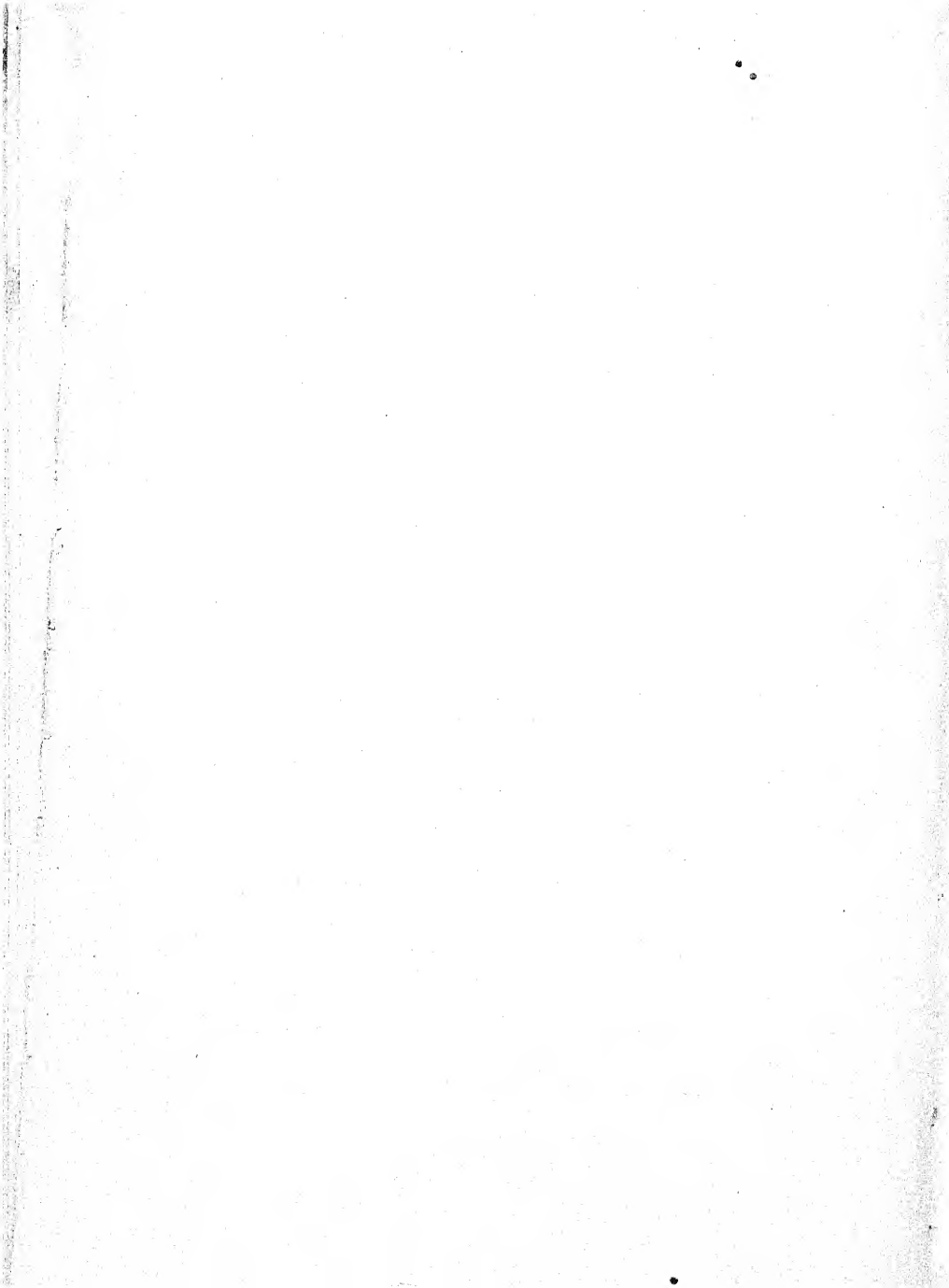
degré, la prééminence aux formes non-métalliques de la monnaie, voire aux formes immatérielles du pouvoir d'achat, est généralement considéré en France comme l'expression doctrinale des intérêts de pays dont la couverture métallique est moins large. Au reste, les Français sont, en matière monétaire, extrêmement traditionnalistes. Le souvenir des assignats pèse encore sur eux et les met en défiance contre toute monnaie dépourvue d'un support métallique. Chèques et virements n'ont pas encore pénétré profondément dans les habitudes du public. L'ambiance psychologique française est ainsi, à tous égards, réfractaire aux vues novatrices et dématérialisées de la monnaie dirigée. Il n'en reste pas moins qu'il y a une affinité certaine entre la doctrine générale de l'économie dirigée et le système particulier de la monnaie dirigée. Et cette affinité n'a pas échappé aux adversaires du système. M. Jacques Rueff, par exemple, prenant, dans une brillante conférence, la défense de l'éta-lon-or<sup>1</sup>, a fortement montré que la politique de la direction de la monnaie est la modalité la plus typique de la conception qui juge désirable une organisation autoritaire de la vie économique<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Les doctrines monétaires à l'épreuve des faits*, Alcan, 1932, pp. 177-224. En sens contraire, M. HEILPERIN, *Monnaie, Crédit et Transferts*, Sirey, p. 72.

<sup>2</sup> Sur l'expérience américaine en cours, qui relève à la fois de l'économie dirigée et de la monnaie dirigée, cf. A. MAU-ROIS, *Chantiers américains*, Gallimard, 1933 ; B. DE JOUVENEL, *La crise du capitalisme américain*, N. R. F., 1933.

### III

## Les dangers de l'économie dirigée



Favorablement accueillie par les milieux politiques, l'économie dirigée a soulevé, parmi les économistes, des inquiétudes et des réserves qui sont allées en s'accroissant en raison directe de la pénétration de cette doctrine dans les faits. M. Louis Baudin, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon<sup>1</sup>, puis M. Charles Bodin, Doyen de la Faculté de Droit de Rennes<sup>2</sup>, ont dressé contre elle un sévère réquisitoire. M. Edouard Julia, Directeur de la *Revue politique et parlementaire* et rédacteur du *Temps*, l'a criblée à plusieurs reprises de sa verve ironique<sup>3</sup>. M. G. de Leener, chargé de préparer le rapport introductif de cette question pour la réunion annuelle des économistes de langue française de février-mars 1933, a rendu à son tour un verdict de condamnation très ferme<sup>4</sup> que la

<sup>1</sup> *La révolte de l'homme* (*Revue Hebdomadaire*, 22 et 29 octobre 1932).

<sup>2</sup> *Economie dirigée, Economie scientifique*, Librairie Sirey, 1932.

<sup>3</sup> Cf. en particulier sa conférence sur *L'Economie dirigée*, publiée dans le supplément de *L'Agence Economique et Financière*, 20 octobre 1932. Cf. également H. SCHOOLMEESTERS, *La justice dans le régime économique*, Giard, s. d., E. LABARTHE, *La liberté créatrice*, Rivière, 1933. P. COLLIARD, *Le libéralisme*, Nouvelles Editions Argo, 1933.

<sup>4</sup> G. DE LEENER, *L'Economie libérale et l'économie dirigée*

grande majorité des assistants paraîtrait bien avoir ratifié.

Quelles sont donc les objections essentielles des détracteurs de l'économie dirigée?

Par delà les critiques particulières que peuvent appeler telles ou telles modalités de cette politique, c'est à son principe même que généralement on s'attaque; c'est la philosophie du système que l'on met en cause : on s'efforce d'établir que l'économie dirigée poursuit un objectif chimérique; loin de porter remède à la crise actuelle, loin de corriger les défauts du capitalisme, elle ne peut que prolonger le déséquilibre et fausser le jeu normal d'un mécanisme qui, laissé libre dans ses mouvements, assurerait, dans les moins mauvaises conditions possibles, le progrès technique et le bien-être social.

## I

Et d'abord, au dire de ses adversaires, l'économie dirigée n'a point le mérite de la nouveauté.

(*Revue d'Economie politique*, janvier 1933). Un compte-rendu sommaire de la réunion a été donnée par M. P. HARSIN dans les *Annales de la Société Scientifique de Bruxelles*, série D, tome 53, pp. 88 et suiv. Le compte rendu *in extenso* des débats doit paraître prochainement aux éditions Domat-Monchrestien.

Elle n'est que la reprise, sous un vocable nouveau, de pratiques déjà anciennes.

Qu'était-ce en effet que le *colbertisme*, forme française du mercantilisme, sinon une tentative pour substituer à l'économie libre et spontanée une organisation économique dirigée de haut par l'État et canalisée par lui dans les voies propres à assurer l'essor de l'industrie nationale et une balance du commerce favorable? Droits de douane savamment combinés, faveurs fiscales, privilèges et distinctions honorifiques pour les industriels, réglementation stricte des procédés de fabrication et des techniques afin de sauvegarder la bonne qualité des produits nationaux, n'était-ce pas là déjà autant d'intrusions des pouvoirs publics dans la production, au nom d'un plan réfléchi, et en vue de contraindre les activités particulières et les intérêts privés à se soumettre au rythme de l'intérêt général. Or, l'expérience a montré que le colbertisme, si bien intentionné qu'il fût, s'était donné une tâche trop ambitieuse et eût risqué d'étouffer l'industrie capitaliste naissante dans le réseau de ses réglementations si la nation ne s'en était heureusement libérée. Comment croire qu'à notre époque, où la vie économique est singulièrement plus compliquée encore, où les techniques et les goûts sont infiniment plus mobiles, où les marchés sont soumis à des influences venues de tous les points du globe, il soit possible de réussir là où

jadis un grand homme d'Etat a finalement échoué <sup>1</sup>?

## II

Après avoir ainsi découronné l'économie dirigée du prestige de la nouveauté, après l'avoir rappelée à la modestie en évoquant l'insuccès de jadis, ses adversaires s'attaquent au système pris en lui-même et sous ses modalités actuelles.

L'objectif de cette politique est de substituer au mécanisme naturel des prix une réglementation artificielle émanée des pouvoirs publics. Or, celle-ci, pour atteindre son but, suppose que l'Etat ait à sa disposition : 1° une statistique exacte des besoins présents et prochains en vue de modeler sur eux les quantités produites ; 2° des pouvoirs suffisants pour imposer le respect des règles édictées. En l'état actuel des choses, et en raison de la crise d'autorité dont souffrent les démocraties parlementaires, il est très certain que ces conditions ne sont pas remplies. Aussi bien M. B. de Jouvenel l'a-t-il expressément reconnu dans son livre *L'Economie dirigée*. « Je prétends, a-t-il écrit, que, tel qu'il est constitué actuellement, il (l'Etat) ne peut ni

<sup>1</sup> Cf. en ce sens la conférence de M. Paul Reynaud au déjeuner de l'*Union du commerce et de l'industrie* du 25 janvier 1933. Compte rendu dans *Le Temps* du 26 janvier.

savoir, ni vouloir, ni faire. » M. de Leener s'empare de cet aveu <sup>1</sup> et ajoute : « L'Etat est ce qu'il est aujourd'hui ; nous n'apercevons pas de demiurge qui le change... Pût-on le changer, ce ne serait ni demain, ni après-demain que la transformation radicale s'en opérerait. »

Au surplus, les expériences tentées en ces dernières années dans le sens d'une direction étatiste de l'économie viennent confirmer les appréhensions des doctrinaires. Qu'il s'agisse de la valorisation des cafés au Brésil <sup>2</sup>, ou du plan anglais de réglementation du marché du caoutchouc, ou du pool canadien du blé et du farm-board américain, après des vicissitudes diverses, ces tentatives ont abouti à des échecs, et toujours pour les mêmes raisons. En essayant de maintenir arbitrairement les prix, on a surexcité la production mondiale ; par là, le déséquilibre entre l'offre et la demande a été accentué, et finalement l'effondrement des prix a été plus brutal, et de plus grande amplitude, que si les pouvoirs publics avaient laissé au jeu naturel de l'offre et de la demande le soin de réaliser l'adaptation.

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 25.

<sup>2</sup> Cf. LÉON REGRAY, *Bilan de protection agricole, Café, 1933* (Société d'Etudes géographiques, maritimes et coloniales, 134, boulevard Saint-Germain, Paris).



Autant qu'on peut en juger après un peu plus de deux années d'application, la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture ne paraît pas non plus avoir donné les résultats que ses promoteurs attendaient d'elle. D'une part, on avait voulu limiter les plantations, mais, afin de ne pas gêner les petits viticulteurs, cette limitation n'a été édictée que pour les domaines de plus de 10 hectares ; les petits propriétaires, qui avaient généralement en moyenne de 3 à 5 hectares plantés en vigne, ont été par là incités à porter leurs plantations jusqu'au maximum autorisé de 10 hectares. Indépendamment d'une précision statistique, nous possédons un indice qui induit à penser que ce facteur a joué largement ; au cours de l'année 1932, les pépiniéristes ont eu peine à suivre aux demandes et ont pu maintenir très élevé le prix des plants de vigne. D'autre part, les vins bloqués en 1931 n'ont pu être débloqués, en sorte qu'ils se sont ajoutés aux vins de la récolte de 1932 et qu'ils pèsent encore lourdement sur les cours. Finalement donc, ni la réduction de la production, ni le soutien des prix, qui étaient les deux objectifs essentiels de la loi, n'ont été obtenus, bien au contraire <sup>1</sup>.

Quant à la loi du 10 juillet 1933 sur le blé, il a

<sup>1</sup> Cf. pour plus de détails à cet égard Raymond GAVOTY, *Les agriculteurs et l'Etat* (*Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1933).

suffi de quelques mois d'application pour constater ses insuffisances. Le législateur y avait posé le principe d'un prix minimum, en écartant l'éventualité du soutien des cours par l'Etat. On n'avait pas manqué, au Parlement <sup>1</sup> et dans la presse <sup>2</sup>, de souligner qu'il serait sans doute difficile, dans ces conditions, d'assurer le respect du prix légal. De fait, les minotiers ont réduit au strict minimum leurs achats, sans doute dans l'espoir de faire échouer la loi. Les paysans n'y ont par suite trouvé qu'une satisfaction apparente et des témoignages venus de régions très diverses donnent à penser que beaucoup d'entre eux, plutôt que de risquer de ne pas vendre leur blé, acceptent sous le manteau une des combinaisons variées et illégales que leur proposent les acheteurs éventuels pour tourner la loi du 10 juillet 1933 <sup>3</sup>. Une autre lacune

<sup>1</sup> Cf. en particulier le discours de M. de Nadaillac à la Chambre (2<sup>e</sup> séance du 23 juin, *Journal Officiel*, p. 3075) qui faisait remarquer qu'en fixant un prix minimum sans le soutenir avec les ressources du Trésor Public, on fait de l'économie incomplètement dirigée, ce qui revient à « dresser une selle sur le dos d'un cheval sans lui mettre de bride à la bouche ».

<sup>2</sup> Cf. C. PICHAT, *La taxation du prix du blé* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 juillet 1933).

<sup>3</sup> Un projet de loi déposé par le Gouvernement le 17 octobre 1933 vise à corriger la loi du 10 juillet sur les points les plus defectueux : 1<sup>o</sup> en accordant une commission de 2 francs par quintal aux négociants en grain ; 2<sup>o</sup> en pénalisant d'une taxe de 500 francs par hectare les exploitants qui augmenteraient leurs emblavements.

de cette loi est qu'on a négligé de prévoir, pour les négociants en grain, une rémunération de leur rôle de répartiteur et qu'en conséquence ceux-ci, peu désireux de travailler gratuitement, se sont abstenus de toute opération. Si on signale enfin que la taxation ne concerne que le blé et non les autres productions agricoles, et que par suite, donnant une prime à la culture du blé, elle risque d'accroître sa surproduction qui est précisément la cause profonde du détraquement des cours, on devine le parti que tirent de cette expérience les adversaires de l'économie dirigée. Elle leur paraît démontrer, d'une manière éclatante, que lorsqu'on écarte le jeu naturel de l'offre et de la demande pour édicter une fixation légale du prix, on aggrave le mal au lieu de le guérir.

### III

Pénétrons maintenant dans la philosophie du système de l'économie dirigée, et nous achèverons, au dire de ses adversaires, d'en apercevoir le caractère utopique. La fin poursuivie, plus ou moins consciemment, c'est *la stabilisation de la vie économique*, c'est-à-dire la substitution d'une ligne horizontale (ou aussi proche que possible de l'horizontale) au profil sinueux que présente l'évolution économique lorsqu'elle est livrée à elle-même. On sait que celle-ci affecte d'ordinaire la

forme d'une succession de collines et de vallées qui traduisent l'alternance de périodes de prospérité et de dépression. Nous sommes aujourd'hui abondamment documentés sur ces rythmes de l'activité économique et nous connaissons aussi les inconvénients de toutes sortes, et en particulier les injustices sociales, qui résultent de cette succession de déséquilibres en sens contraires. Quand monte le niveau des prix (en période de prospérité) et quand il descend (en période de dépression), il s'en faut de beaucoup que tous les éléments du mécanisme économique (et par exemple toutes les catégories de revenu) montent et descendent dans la même proportion et avec la même rapidité ; d'où des décalages qui entraînent des changements profonds et injustifiés dans l'échelle des conditions sociales. Ayant fortement souligné les troubles graves qu'entraîne le dynamisme économique, les partisans de l'économie dirigée se présentent en sauveurs et affirment qu'une réglementation appropriée de la production et une prévision judicieuse des besoins permettront, en supprimant les fluctuations cycliques, d'écarter tout le cortège de troubles économiques et sociaux qui sont liés à l'alternance des phases du cycle.

Seulement, contre cette thèse, on peut invoquer — et on n'a pas manqué déjà de le faire <sup>1</sup> — les

<sup>1</sup> Cf. par exemple, ces lignes de M. L. ROMIER : « La crise actuelle est extrêmement bienfaisante... On ne progresse que

conclusions d'une œuvre de très haute importance qui a vu récemment le jour. Œuvre de pure science, placée en dehors de toute controverse doctrinale et de toute préoccupation de politique économique pratique, mais qui pourtant, si l'on admet l'analyse qu'elle présente, semble bien élever une sorte de barrière scientifique contre les prétentions de l'économie dirigée. Nous voulons parler du grand ouvrage de M. François Simiand *Le Salaire, l'Evolution Sociale et la Monnaie*, dont la publication en trois volumes (Alcan, éditeur) est de 1932. L'auteur entend établir que le progrès économique résulte de l'alternance même des phases de prospérité et de dépression, en sorte que ce progrès ne s'accomplirait pas si à l'alternance de ces phases était substituée une constance ou un mouvement uniformément ascendant. Nous ne pouvons ici reproduire ni même résumer la trame serrée des développements et des considérations sur lesquelles s'appuie la thèse de l'auteur. Aussi bien avons-nous ailleurs<sup>1</sup> retracé le schéma de sa démonstration. Elle n'implique point, sans doute, l'obligation pour l'économiste de prendre à l'égard de l'évolution sociale une attitude passive, ni

dans les périodes de gêne ou de crise!... Le capitalisme se sauvera parce qu'il souffre... S'il ne souffrait pas il serait perdu. » Conférence faite en octobre 1932 à l'Ecole des Hautes Etudes de Montréal, et publiée dans *L'Actualité Economique*.

<sup>1</sup> *Une théorie positive du salaire* (Revue d'Economie Politique, juillet-août 1932).

d'adopter ce que M. F. Simiand appelle, pour le répudier, un « fatalisme mahométan ». Par une suggestive comparaison avec les crues du Nil, M. F. Simiand nous montre qu'une fois reconnu le caractère régulier, naturel, et au total bienfaisant, de ces crues, rien n'interdit d'en opérer l'aménagement par des barrages et des canaux qui les régularisent et en étendent les bienfaits. Mais du moins, la compréhension exacte du phénomène, de sa régularité et de sa bienfaisance, nous convaincra-t-elle qu'il serait absurde et désavantageux de prétendre supprimer les crues. De même, s'il nous est démontré que la succession des déséquilibres économiques est la condition du progrès, il apparaîtra que c'est une erreur d'en souhaiter la disparition.

#### IV

Prise dans sa notion théorique, l'économie dirigée, on l'a vu plus haut, conduit fatalement à la monnaie dirigée. Si les pouvoirs publics ont comme fonction de régulariser et d'ordonner l'économie, d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande, comment leur refuser l'arme certainement la plus efficace pour réaliser cette fin : le maniement de la masse monétaire en vue d'augmenter quand il est insuffisant, et de réduire quand il paraît excessif, le pouvoir d'achat des individus? Aussi bien, la politique de la monnaie

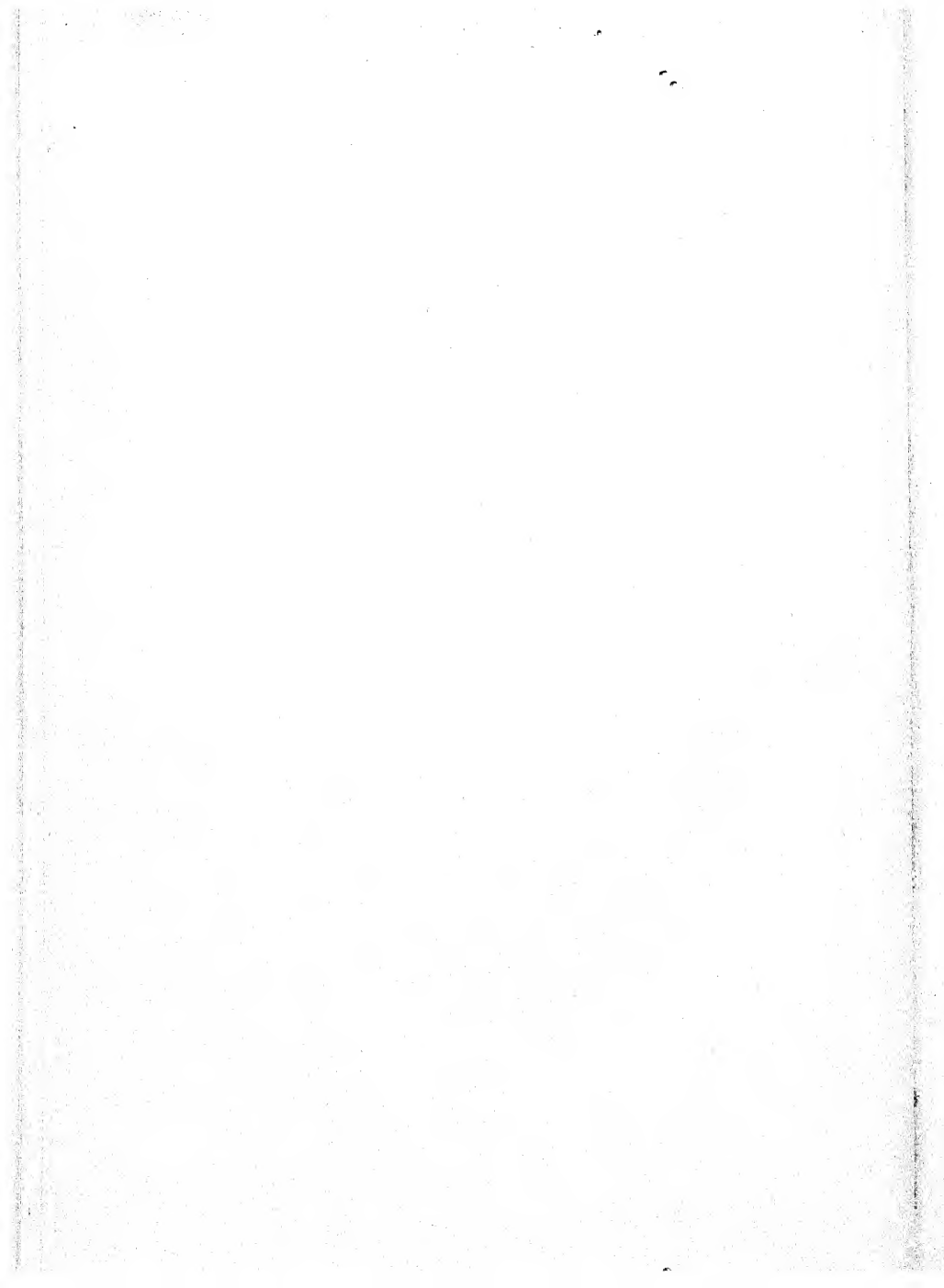
dirigée, si elle n'a trouvé en France que peu d'écho, a reçu ailleurs, et surtout aux Etats-Unis, des adhésions doctrinales importantes et des essais notables d'application. Mais ici encore, les adversaires du système pensent pouvoir triompher de l'échec des expériences. L'action combinée des pouvoirs publics et des Banques Fédérales de Réserve n'a nullement réussi, disent-ils, à éviter la crise ou à la rendre moins aiguë. Tout au contraire, pour avoir voulu y résister plus longtemps, pour avoir tenté de prolonger artificiellement la période de prospérité, pour avoir donné à cette prospérité le stimulant d'une inflation de crédit, on a finalement rendu plus catastrophique l'effondrement des prix et plus pénible la dépression. De cette constatation, les adversaires de l'économie dirigée tirent un enseignement. Confier aux pouvoirs publics et aux instituts d'émission la tâche de régler le niveau des prix et le montant du pouvoir d'achat, c'est courir, en cas d'erreur, le risque d'une perturbation qui, par le canal de la monnaie, atteindra le mécanisme économique tout entier. Nous savons, par des exemples encore récents, combien la santé d'un pays est liée à la solidité de son appareil monétaire, combien tout ébranlement ressenti en ce domaine risque de se répandre dans l'organisme social avec la rapidité d'une contagion. Comment ne pas con-

sidérer comme une éventualité redoutable tout ce qui risque d'accroître la fragilité du système monétaire<sup>1</sup>?

---

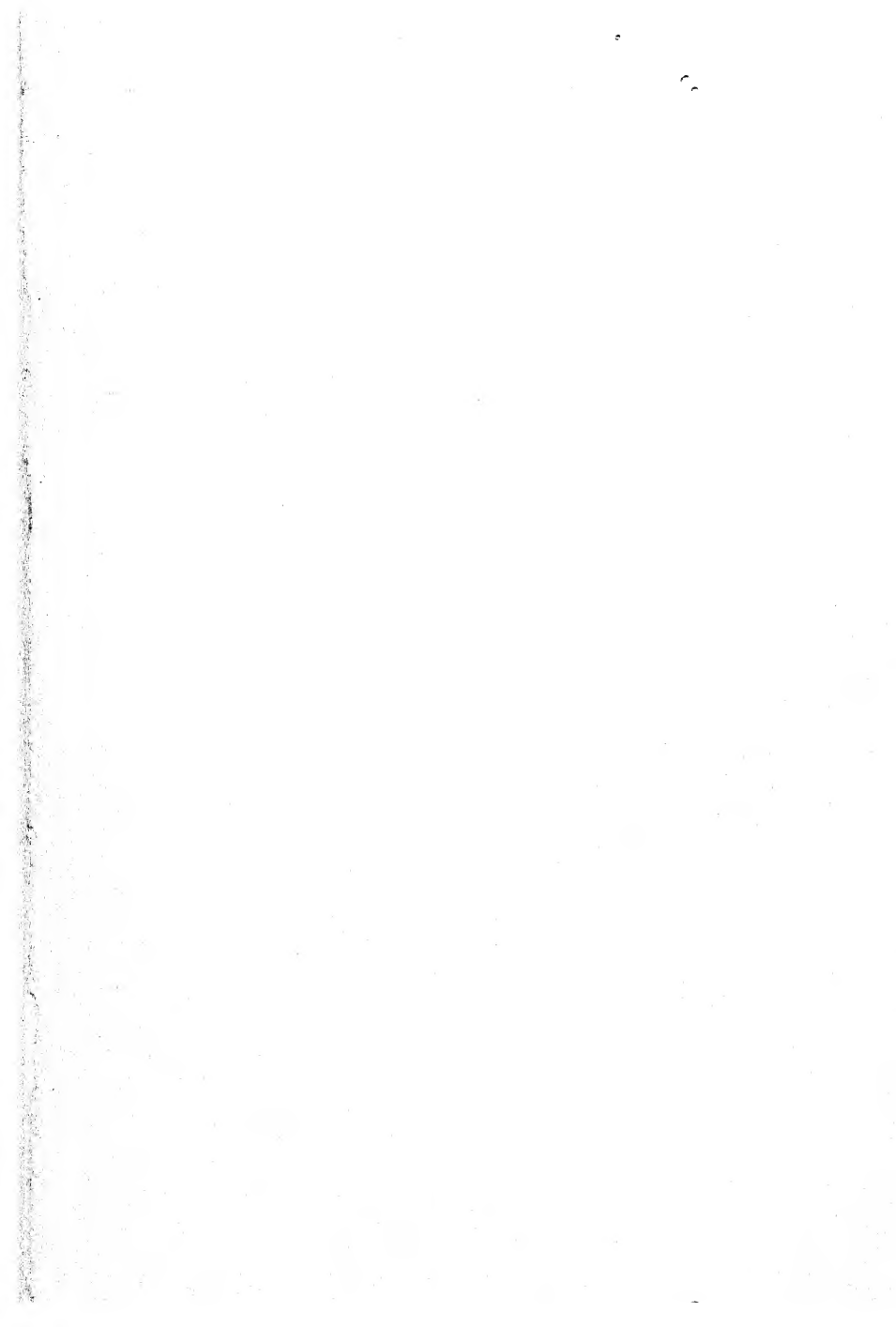
<sup>1</sup> Cf. le rapport précité de M. C.-J. GIGNOUX au Congrès de l'*Alliance Démocratique* (28 octobre 1933). Cf. également GERMAIN MARTIN, *La guerre des monnaies*, *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> septembre 1933, reproduit dans *Les problèmes actuels des finances en France*, Payot 1933 et L. BROCARD, *Le concezioni francesi della economia regolata*, dans le volume italien précité, *L'economia programmatica*, pp. 18-19.





#### IV

### La défense du capitalisme



Pour remonter le courant de défaveur et de scepticisme qui a gagné l'opinion publique à l'égard du capitalisme, il ne suffit pas, — et ses partisans l'ont compris, — de montrer les insuffisances, voire les dangers, de la politique de l'économie dirigée. Il faut encore prendre corps à corps les arguments critiques qui ont été récemment dressés contre le capitalisme et en affaiblir la portée. C'est à quoi s'est appliqué particulièrement M. Giscard d'Estaing dans un volume alertement écrit<sup>1</sup>. MM. Louis Baudin et de Leener, au cours de leurs récentes études déjà signalées, ont été eux aussi amenés à prendre la défense du capitalisme contre ses détracteurs. En résumant l'essentiel de leur argumentation, nous achèverons de dresser le bilan de la controverse et il ne nous restera plus ensuite qu'à indiquer la conclusion qu'à notre sens elle comporte.

<sup>1</sup> GISCARD D'ESTAING, *Capitalisme*, Edition des Portiques, 1931.

## I

Les apologistes du régime capitaliste tiennent tout d'abord à bien spécifier qu'en bonne justice, il ne saurait nullement être rendu responsable du déséquilibre économique actuel et du cortège de misères qui l'accompagne. Selon une formule très caractéristique que donne — sans la prendre à son compte — M. Maurice Kellersohn <sup>1</sup>, les déconvenues économiques actuelles ne sont pas imputables à une insuffisance *du* capitalisme, mais à une insuffisance *de* capitalisme. M. L. Baudin exprime à peu près la même idée en cette autre formule : « Si nous examinions avec soin les économies modernes, nous nous apercevrons que la plupart des maux reprochés à l'individualisme sont dus en réalité à l'ingestion de principes socialistes <sup>2</sup>. » Et M. Pierre Gaxotte <sup>3</sup>, sous une forme plus imagée et plus sarcastique, s'accorde avec les précédents auteurs lorsqu'il écrit : « Le capitalisme ne subsiste plus guère que pour être chargé de tous les crimes : on lui a crevé un œil, lié les mains, coupé les jambes, arraché le nez, les dents et les oreilles et on lui reproche de ne plus agir. C'est d'une assez jolie perfidie. »

<sup>1</sup> *Contre un cataclysme économique*, Stock, 1932.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, II, p. 562.

<sup>3</sup> *Je suis partout*, 14 janvier 1933.

Qu'est-ce à dire ?

L'économie dirigée, nous l'avons vu, n'est pas demeurée une simple doctrine ; elle est, dans une mesure non négligeable, d'ores et déjà incorporée dans les faits. Au cours des dernières années, les interventions de l'Etat dans la vie économique se sont multipliées, réduisant progressivement la sphère d'action du capitalisme privé. *Ne peut-on pas soutenir que ce sont ces interventions mêmes qui prolongent et aggravent le déséquilibre économique ?* Pour fonctionner correctement, le capitalisme suppose un milieu libre, où tous ces rouages peuvent s'engrener sans résistance. Les ruptures inévitables d'équilibre se corrigent alors dans le minimum de temps, parce qu'elles déclenchent des réactions qui amènent à bref délai un retour à la position normale. Mais il est clair que tout ce mécanisme se bloquera — et sans qu'il y ait de la faute du capitalisme — si l'action de l'Etat substitue au milieu libre une ambiance partiellement cristallisée.

N'est-ce pas là précisément le résultat de la politique économique et sociale pratiquée en ces derniers temps ?

Le renflouement des entreprises défailiantes, en les sauvant de la faillite, met obstacle à l'assai-

nissement, sévère mais indispensable, qui serait la condition préalable d'un équilibre nouveau. L'exagération des impôts incorpore aux prix de revient une charge qui ne diminue pas, qui même augmente quand la crise, creusant le déficit dans les finances publiques, amène l'Etat à édicter une sur-fiscalité supplémentaire. Et par là l'effort de compression des coûts de production, qui était un des bienfaits économiques des périodes de dépression, se trouve contrecarré. L'assurance-chômage, en faisant frein à la réduction des salaires, constitue une autre barrière à la compression des prix de revient et des prix de vente<sup>1</sup>. Les législations récentes qui consacrent la propriété commerciale créent, au profit des détenteurs des fonds de commerce, un véritable monopole et, en consolidant les situations acquises, contribuent au maintien de prix de détail anormalement élevés, qui sont à

<sup>1</sup> Cf. en ce sens, J. RUEFF, *L'Assurance-chômage, cause du chômage* (Revue d'Economie Politique, mars-avril 1931 (publié en brochure avec une préface de M. Ch. Rist, Sirey, 1931). Pour la discussion de la thèse de M. Rueff, cf. en particulier les articles de J. LESCURE (*Annales de l'Université de Paris*, juillet-août 1931), Roger PICARD (*Revue d'Economie Politique*, novembre-décembre 1931), F. MAURETTE (*Revue Internationale du Travail*, décembre 1931), H. NOYELLE (*Revue Economique Internationale*, mai 1932), et les débats de l'Association Française pour le progrès social dans les *Documents du Travail*, n° de juillet-septembre 1931 et avril-juin 1932. Cf. également F. SIMIAND, *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Alcan, 1932, pp. 80-82 et G. VIANCE, *La Révolution ou la Guerre*, pp. 96-118.

leur tour un facteur important de la sous-consommation. En somme, *la réglementation a entraîné l'ankylose alors que le capitalisme postulait l'élasticité.*

## II

Considérons maintenant ce capitalisme en lui-même et dressons le bilan de son action, pour l'ensemble de la période où il a progressivement conquis le monde et qui commence avec le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

S'agit-il, en premier lieu, des résultats *matériels*?

Au dire de M. Giscard d'Estaing, il n'est pas douteux qu'ils ont été extrêmement brillants. Le développement moderne de la production eût été impossible sans l'accumulation de capitaux que les sociétés modernes consomment inlassablement. Le monde contient une masse énorme de richesses naturelles qui demeurent inemployées tant que les hommes ne disposent pas des réserves nécessaires pour adapter ces forces naturelles à leurs désirs et les mettre au service de leurs besoins. Le progrès économique suppose donc comme condition préalable la constitution d'abondantes épargnes. Or précisément le mécanisme capitaliste facilite cette constitution puisqu'il incite chaque individu à ne



pas consommer immédiatement tout le fruit de son travail, et que, par l'appât de l'intérêt, il l'engage à mettre en réserve (c'est-à-dire à transférer temporairement à des créateurs d'entreprises) la fraction de son revenu qu'il ne dépense pas sur le champ. L'intérêt de l'individu, préoccupé d'améliorer d'une façon durable son sort et celui de ses enfants, se conjugue ainsi heureusement avec l'intérêt de la société, dont l'essor est fonction de l'abondance des épargnes. Si l'on objecte à M. Giscard d'Estaing que la Russie soviétique, avec son plan quinquennal, paraît avoir trouvé le moyen de conserver la technique capitaliste en supprimant l'appropriation privée des instruments de production, il répond<sup>1</sup> que la Russie soviétique réussira peut-être en effet à produire à meilleur marché que nos vieux pays, mais que ce résultat sera obtenu au prix d'une exploitation de la masse des travailleurs à laquelle ne sauraient se plier les ouvriers occidentaux, habitués à un niveau de vie que le capitalisme privé a progressivement élevé depuis un siècle. Si, à l'inverse, on fait grief au capitalisme de l'expansion démesurée des forces mécaniques, M. L. Baudin reprend les arguments que les classiques français, notamment un J.-B. Say et un Bastiat, soutenaient déjà, dans la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle, contre les détracteurs du

<sup>1</sup> *Op. cit.*, pp. 222-236.

machinisme. Il affirme que si le machinisme peut nuire temporairement à des intérêts individuels, il est favorable à l'intérêt collectif 1° en ce qu'il provoque une diminution des prix dont profitent tous les consommateurs ; 2° en ce qu'il augmente les loisirs des ouvriers et leur permet donc de s'élever à une condition plus humaine. Les progrès récents des industries automobile et cinématographique lui semblent par ailleurs confirmer l'optimisme des classiques, qui escomptaient que le développement des industries mécanisées rendrait possible la rentrée des ouvriers chassés des usines, pendant un temps, par l'introduction du machinisme.

### III

Quand, du plan matériel, on s'élève au plan *moral*, l'apologie du capitalisme est assurément plus malaisée. En lisant le plaidoyer habile de M. Giscard d'Estaing, on a l'impression que l'auteur ne se fait pas d'illusion sur ce point. Pourtant, il comprend que sa cause n'a chance d'être gagnée que s'il parvient à laver le capitalisme des accusations qui, sous cet angle, ont été portées contre lui. Il a aussi le sentiment que la valeur offensive du socialisme repose moins sur des arguments d'ordre économique que sur des préoccupations d'ordre moral<sup>1</sup>. Aussi proclame-t-il que le capi-

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 246.

talisme doit, à certains égards, s'assouplir et se compléter pour atteindre, dans le domaine moral, la supériorité qu'il possède dans l'ordre des réalisations matérielles. A cette fin le capitalisme, nous dit-il, — et c'est sur cette affirmation que l'ouvrage se termine — « doit assimiler tout le social du socialisme ».

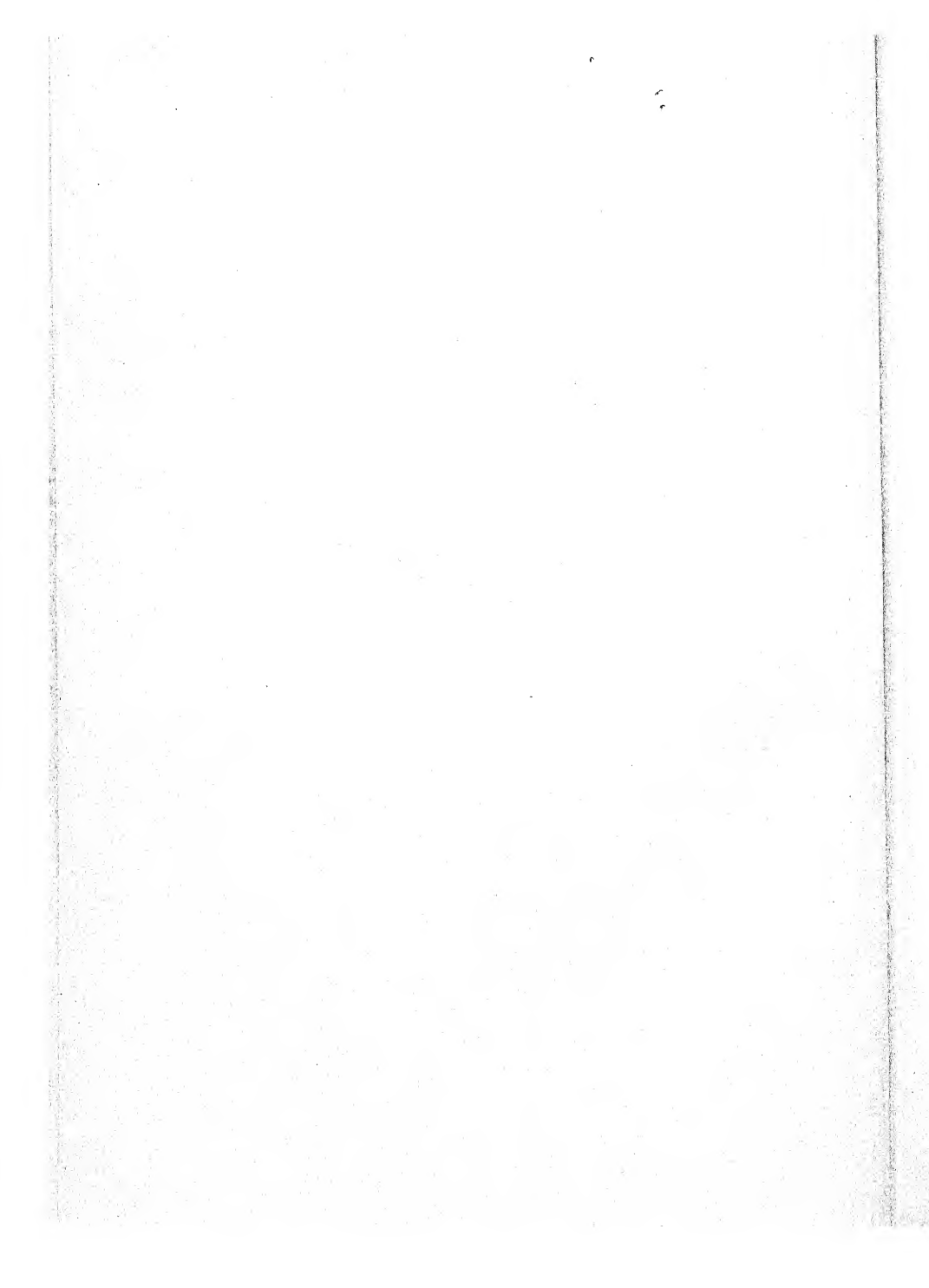
Pratiquement, comment faut-il entendre cette assimilation ? A quelle réalisation concrète va-t-elle conduire ?

Le néo-capitalisme, dont M. Giscard d'Estaing nous apporte l'esquisse, demeure, à la vérité, assez vague de ligne et assez maigre de contenu. L'article sur lequel il insiste le plus, c'est l'acquisition par les ouvriers des actions de l'entreprise à laquelle ils fournissent leur collaboration en travail. L'ouvrier cesserait alors de se considérer comme un simple salarié, étranger aux destinées de l'entreprise ; sa psychologie s'en trouverait élargie et transformée puisque seraient augmentés « le clavier de ses préoccupations et l'étendue de sa personnalité » <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour la critique du « capitalisme ouvrier », cf. L. LAURAT, *Bilans*, Ed. du Carrefour, 1931, pp. 229-340 et surtout J. HARISTOY, *L'Épargne des Travailleurs*, Giard, 1932.

## V

### Le bilan de la controverse



Si l'on veut déterminer la part de vérité que contiennent les deux doctrines en présence, si l'on veut surtout essayer d'apprécier objectivement le degré de gravité de la crise et mesurer le degré de vitalité que garde encore le capitalisme, il est indispensable de prendre nettement conscience des transformations profondes que ce capitalisme a subies dans les cinquante dernières années<sup>1</sup>. Là est le point crucial du problème : faute de l'avoir suffisamment aperçu, partisans et adversaires du régime se sont parfois opposés les uns aux autres des arguments qui, valables peut-être pour le xix<sup>e</sup> siècle, n'ont plus aujourd'hui la même portée.

<sup>1</sup> Cf. H. DE MAN, *Réflexions sur l'Economie dirigée*, L'Eglantine, 1932, pp. 19-37 ; M. KELLERSOHN, *Contre un cataclysme économique*, Stock, 1932, pp. 68-96 ; Maurice AJAM, *Capitalisme et Démocratie* (*Revue Politique et Parlementaire*, octobre 1932) ; F. FRIED, *La fin du capitalisme*, trad. française, Grasset, 1932, pp. 167-178 ; L. ROMIER, *La disgrâce du capitalisme* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 février, 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juin 1933) ; L. ROMIER, *Si le capitalisme disparaissait*, Hachette, 1933.

## I

Dans la période « héroïque » de son ascension, le capitalisme reposait sur l'exaltation de l'*initiative personnelle* : l'individu acceptait joyeusement de courir les risques, bons et mauvais, de l'entreprise à laquelle il apportait ses capacités techniques et ses capitaux. Ce régime, en outre, impliquait la *libre concurrence*. Et c'est parce qu'il baignait en quelque sorte dans un milieu concurrentiel qu'il était un stimulant pour les entrepreneurs en même temps qu'il apportait aux consommateurs une assurance de production abondante, variée, à bon marché. Enfin, le capitalisme avait à l'égard de l'Etat une attitude d'*indépendance un peu hautaine*. Il souhaitait que les pouvoirs publics s'occupassent le moins possible des affaires privées ; hostile à toute ingérence de l'Etat limitatrice de sa liberté d'action, il restait dans la logique en ne sollicitant pas de l'Etat une garantie contre les risques ou un appui financier.

Le capitalisme d'aujourd'hui a pris une autre physionomie. Par une évolution trop connue pour qu'il soit nécessaire de la décrire ici, la concurrence a, selon la formule de Proudhon, tué la concurrence. Entre les grandes entreprises capitalistes, des ententes se sont nouées qui visent

(et souvent réussissent) à organiser le monopole d'une production ou d'un marché. Inscrite dans le droit, la concurrence est, de plus en plus, écartée de la réalité. La faiblesse principale de la doctrine libérale à l'heure actuelle vient de ce qu'elle refuse de considérer en face cette situation nouvelle. Que l'on se reporte aux écrits de M. C. Colson ou aux articles de M. Ed. Julia, on y rencontrera des affirmations comme celles-ci : « Le capitalisme, c'est la concurrence qui joue en faveur du consommateur »<sup>1</sup> ou encore « En dehors des voies ferrées et des mines de quelques métaux rares, on peut dire que ni les avantages de situation, ni les coalitions n'excluent pratiquement la concurrence ; ils en modifient légèrement les conditions sans la supprimer... La concurrence se retrouve dans toutes les transactions à de bien rares exceptions près et domine toute la vie économique, en fait comme en théorie<sup>2</sup> ». Or, il est manifeste, pour qui observe impartialement l'évolution contemporaine, que le capitalisme d'aujourd'hui a le plus souvent chassé la concurrence et que les ententes industrielles règnent dans toutes les branches d'industrie et de commerce où la concentration a fait son œuvre, et où les chefs d'entreprises s'aperçoivent que leur

<sup>1</sup> Ed. JULIA, *Le Temps* du 24 août 1932.

<sup>2</sup> C. COLSON, *Organisme économique et Désordre social*, pp. 84 et 86.



intérêt commun est de cesser la lutte et d'exploiter en commun le marché.

Orienté vers le monopole, le capitalisme nouveau style est singulièrement redoutable pour les consommateurs, d'autant que, pour se mieux garantir l'exclusivité de la vente, il se tourne vers l'Etat à qui il demande d'écarter à son profit la concurrence étrangère. On a vu précédemment comment l'institution ancienne des droits de douane s'est complétée récemment par la pratique des contingentements. Ici nous apparaît le caractère un peu factice de l'opposition entre l'économie capitaliste et l'économie dirigée. La vérité est que *certaines des manifestations récentes de l'économie dirigée, loin d'être dressées contre le capitalisme, viennent l'épauler et le consolider*. C'est à la demande et sous la pression de certains organismes très puissants du grand capitalisme industriel que le système des contingentements a été mis en vigueur, puis généralisé pour le plus grand dommage des masses consommatrices. Cette harmonie entre le capitalisme et l'intervention de l'Etat est plus saisissante encore dans la politique de renflouement des banques en péril; l'intervention de l'Etat en ces matières n'a été nullement d'inspiration socialiste; elle a été édictée par des gouvernements conservateurs dans l'intérêt des apporteurs de fonds et pour sauver leur mise qui eût été sans cela

irrémédiablement perdue <sup>1</sup>. Un dernier trait, et qui n'est pas le moins important, du capitalisme contemporain est que le profit y revêt des formes beaucoup moins visibles et beaucoup plus subtiles que dans le capitalisme classique. Jadis, le profit apparaissait dans le bilan des sociétés anonymes sous l'apparence des dividendes distribués aux actionnaires. Aujourd'hui, on n'aurait qu'une bien faible et bien fausse idée des bénéfices, ainsi que du mécanisme de leur création et de leur répartition, si l'on s'en tenait à cet élément. A le prendre seul en considération, on serait conduit à penser que le profit capitaliste est extrêmement réduit et que l'Etat, par la cascade d'impôts dont il frappe les revenus des sociétés anonymes et des valeurs mobilières, en prélève une fraction plus élevée que les actionnaires eux-mêmes <sup>2</sup>. En réalité, la fraction substantielle des profits, comme la gestion effective des affaires, a cessé d'être l'apanage de la collectivité des actionnaires. En partie pour échapper à des impôts très sévères, en partie aussi pour

<sup>1</sup> M. P. Gaxotte écrit, à propos des interventions de l'Etat dans l'économie : « Les ministres modérés les ont encouragées plus encore que les ministres socialistes. » *Economie scientifique contre Economie dirigée* (Je suis partout, numéro du 24 décembre 1932).

<sup>2</sup> En 1931, sur une somme de cent francs à répartir entre l'actionnaire et l'Etat, celui-ci a pris 64 francs et celui-là n'en a reçu que 36. Cf. \*\*\* : *Les charges fiscales et sociales des sociétés par actions* (Revue Politique et Parlementaire, 10 janvier 1933).

réserver à ceux qui figurent autour de la table du conseil d'administration le plus gros morceau des bénéfices réels de l'entreprise, des procédés nouveaux ont été mis en œuvre, qui dissimulent une part appréciable du profit dans des postes obscurs ou encore les disséminent dans des filiales que dirigent les administrateurs de société mère, mais d'où les actionnaires de celle-ci sont absents<sup>1</sup>. Finalement, les bénéficiaires véritables du mécanisme capitaliste à l'heure actuelle, *ce ne sont plus les actionnaires, mais les administrateurs*. Or ceux-ci forment une petite oligarchie très fermée, que l'on retrouve dans les affaires techniquement les plus diverses, ce qui tendrait à faire croire que souvent les hauts profits sont moins la rémunération de capacités techniques véritables que la contrepartie d'apports en relations et en influences d'ordre financier, voire d'ordre politique. Une enquête récente établit qu'en 1932, 90 personnes occupaient 735 places d'administrateurs dans des sociétés importantes, dont 277 dans des compagnies d'assurances, 180 dans des banques, 54 dans les chemins de fer, etc.

<sup>1</sup> Cf. GAILLARD, *La Société Anonyme de demain*, Thèse, Lyon, 1933 ; Roger PICARD, *La Défense des Actionnaires* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 mai 1931) ; E. GOUNOT, *Actionnaires et Conseils d'Administration* (*Compte rendu de La Semaine sociale de Mulhouse*, 1931) ; R. J. LEMOINE, *Les Entreprises par Actions dans le cadre de l'évolution industrielle*, Bruxelles, 1931. Cf. également le discours de M. LESACHÉ au Sénat, séance du 16 février 1933.

## II

Ce bref tableau suffit à montrer que, sur le plan économique et moral, le capitalisme d'aujourd'hui présente infiniment moins de titres de légitimité que celui auquel il a succédé. La convergence de son activité avec l'intérêt général est plus que douteuse puisqu'il vit du monopole, et de l'exploitation du consommateur que ce monopole rend possible. La valeur technique de ses dirigeants n'est pas moins sujette à caution, car ils sont des financiers plus que des techniciens et ils visent aux bénéfices de spéculation plus qu'aux profits industriels. Ils se sont, au reste, souvent révélés incapables de prévoir les mouvements de la consommation et d'y adapter la production par une discipline préventive, en sorte que les avantages attendus de la cartellisation par certains théoriciens ne se sont pas produits et que le système des ententes et des prix syndicaux n'a pas même eu le mérite de stabiliser les cours qui se sont au contraire effondrés plus brutalement sur les marchés cartellisés que sur les marchés demeurés libres<sup>1</sup>. Enfin, il y a

<sup>1</sup> Cf. PIC, *Les déboires de l'économie dirigée* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 octobre 1932). M. P. Pic appelle « économie dirigée » ce que nous avons appelé plus haut l'« économie concertée ». Dans le même sens voir H. TRUCHY, *L'Economie dirigée* (*Bulletin du Comité National de l'Organisation française*, mai 1932).

incontestablement quelque chose de choquant dans la méthode qui consiste à s'appropriier les gains aux époques de prospérité pour rejeter sur la collectivité les pertes quand surviennent les conjonctures défavorables <sup>1</sup>.

Pourtant, ce capitalisme contemporain nous paraît en définitive solide <sup>2</sup>, et cette solidité est, pour une part, la conséquence de sa nouvelle structure. Parce qu'elle entretient avec l'Etat des relations étroites (et pour partie occultes), l'oligarchie qui dirige les affaires économiques n'a guère à craindre sa surveillance et son contrôle <sup>3</sup>. La presse à peu près tout entière, sauf quelques courageuses exceptions, est, directement ou indirectement, entre les mains de ces puissances que l'on a assez exactement appelées « les congrégations économiques ». La masse des consommateurs et l'ensemble des actionnaires ont sans doute l'impression que le système joue contre leurs intérêts, mais,

<sup>1</sup> Cf. Bernard LAVERGNE, Avant-propos à la traduction française de J. M. BONN, *Les destinées du capitalisme allemand*, Dalloz, 1932 reproduit sous le titre *L'économie moderne et la doctrine libérale* dans *L'Année Politique*, novembre 1932.

<sup>2</sup> Cf. B. S. CHLEPNER, *L'avenir du capitalisme* (*Revue de l'Institut Solvay*, janvier 1933).

<sup>3</sup> Cf. d'intéressants renseignements à cet égard dans un article de M. R. MILLIENE, *Argent et Démocratie* (*Esprit*, 1<sup>er</sup> octobre 1933).

inorganisés et dispersés, ils sont hors d'état de donner à leur résistance une valeur constructive et d'obtenir des résultats positifs. Il faut ajouter, comme le remarquait l'an dernier au congrès de Milan M. C. Bouglé<sup>1</sup>, que les formes économiques nouvelles, qui seront peut-être un jour susceptibles de prendre la place du capitalisme, ne semblent pas encore mûres, ou en tout cas n'ont pas donné de preuves suffisantes de leur efficacité technique : qu'il s'agisse des coopératives, des entreprises d'Etat, des offices autonomes, des sociétés d'économie mixte, nous ne devons pas dissimuler leurs erreurs et leurs maladresses — excusables pour des institutions encore en enfance —, mais qui contribuent à répandre, dans une large fraction du public, la conviction que le capitalisme, malgré ses tares, vaut mieux peut-être, du point de vue de l'aménagement technique de la production, que l'économie publique ou semi-publique.

Enfin les perspectives de résistance et de survie du capitalisme sont, pour une grande part, fonction du degré de force et de cohésion des éléments politiques et sociaux qui pourraient engager contre lui le combat. Par suite, il est impossible de mesurer ses chances sans jeter un coup d'œil sur l'état présent du socialisme et sans évoquer la

<sup>1</sup> *L'Etat et la vie économique*, volume publié par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, 1932, pp. 70-71.

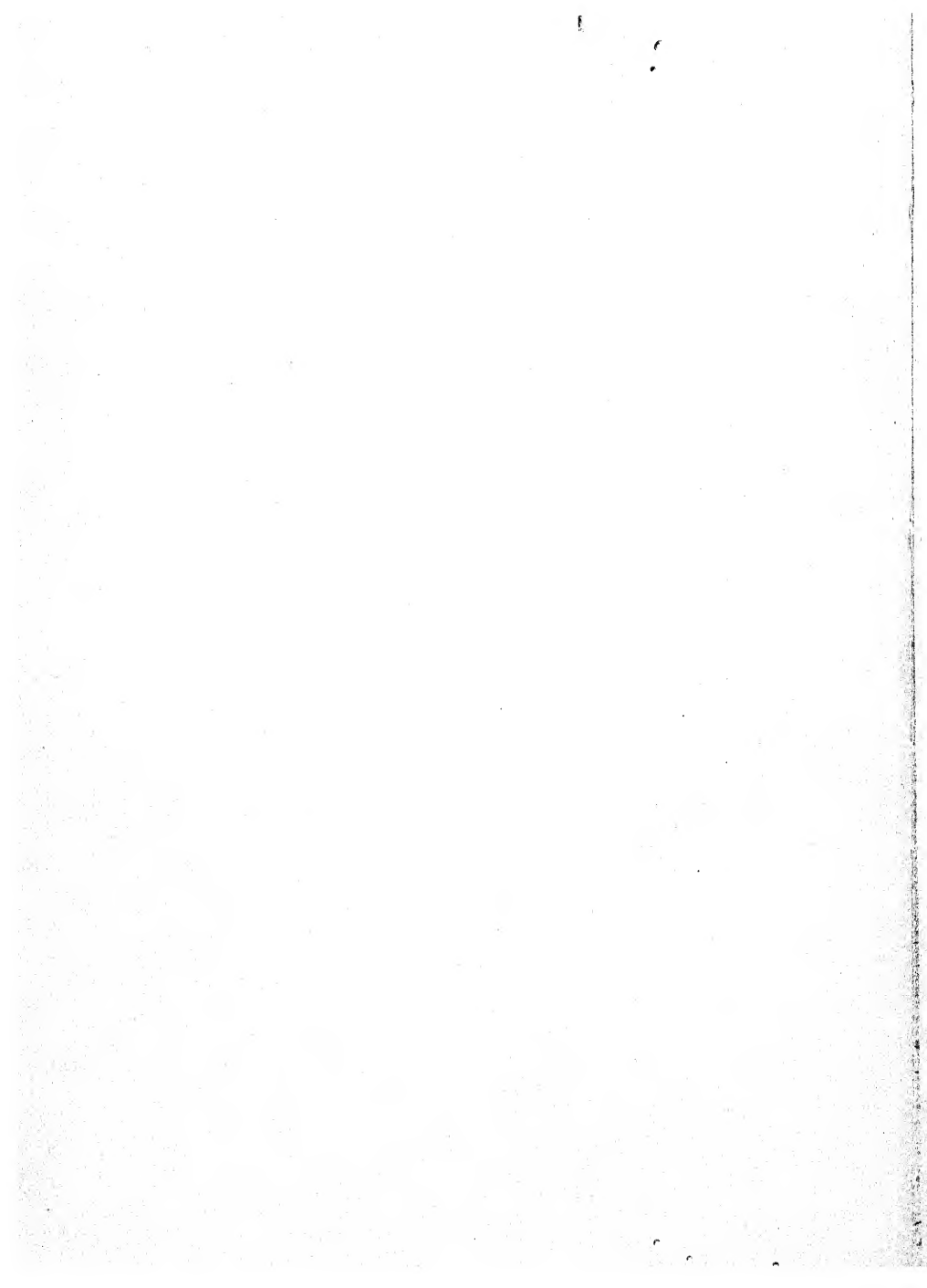
crise que, lui aussi, traverse — d'autant que cette crise, latente depuis un certain temps, et décelée par les observateurs attentifs du mouvement social — est devenue, en ces derniers mois, extrêmement aiguë.

---

## VI

### Capitalisme et Néo-Socialisme





Trois dates jalonnent la crise du socialisme contemporain. 1914-1917-1933. Pour rester fidèle au cadre de cette étude, nous nous en tiendrons aux manifestations françaises de la crise, Mais les dates mêmes que nous venons d'indiquer montrent que l'on ne saurait isoler complètement l'évolution du socialisme en notre pays de l'histoire du mouvement social dans le monde.

1914 révèle la faiblesse de l'internationalisme socialiste et la prédominance de la cohésion nationale sur le sentiment de classe. Nous avons ailleurs analysé les raisons diverses qui expliquent le ralliement des milieux socialistes et syndicalistes à l'Union Sacrée au début de la guerre <sup>1</sup>.

1917 marque le déclenchement de la Révolution Russe, dont les répercussions sont complexes. et à certains égards contradictoires. D'une part l'avènement du bolchévisme en Russie a fait réaliser un grand pas au socialisme en le transportant du domaine des théories sur le terrain des réalités.

<sup>1</sup> Cf. G. PIROU, *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, 2<sup>e</sup> éd. 1930, pp. 66 et suiv.

Par là, et pour la première fois dans l'histoire du monde, a été réalisée une vaste expérience collectiviste, qui sans doute a connu des vicissitudes variées, qui a dû se plier à des accommodements et à des transactions, mais qui, à ce prix, a réussi à surmonter les difficultés de tous ordres, depuis plus de quinze années. Mais d'autre part, la Révolution russe fut le point de départ et la cause véritable des scissions qui ont déchiré les partis révolutionnaires et le syndicalisme ouvrier et il n'est pas douteux, en France en particulier, que la puissance rénovatrice du socialisme et du syndicalisme en a été gravement amoindrie : aucune des fractions rivales n'a plus eu une assiette suffisante pour pouvoir mener une action efficace de transformation. Les communistes (et les groupements ouvriers qui se tiennent dans leur sillage) ont gardé l'ardeur révolutionnaire sans posséder les moyens de faire la révolution. Les socialistes demeurés fidèles à la Deuxième Internationale (et les syndicats qui ont échappé à l'emprise communiste), privés de l'aile gauche qui, avant la scission, entretenait en eux la flamme, semblent avoir perdu toute foi en la possibilité d'une transformation violente et totale. D'ailleurs, ils eussent été effectivement hors d'état, avec les troupes dont ils disposent, de tenter un coup de force avec quelque chance de succès. Les uns et les autres cessaient, dès lors, de

constituer, pour le capitalisme, des adversaires vraiment redoutables.

1933 a fait éclater la crise aux yeux des moins avertis en montrant le peu de résistance qu'un socialisme divisé et une classe ouvrière morcelée sont en mesure d'opposer à un mouvement de dictature, quand celui-ci prend comme plateforme une mystique nationale ardente et s'appuie sur un faisceau de forces démagogiques. A la vérité, le succès du fascisme en Italie avait déjà ouvert les yeux de certains. La victoire de l'hitlérisme a montré à tous le danger, et posé un problème qu'il était désormais impossible d'éluder. Si, comme tout socialiste le croit, le capitalisme est condamné, mais si en même temps, comme beaucoup sont arrivés à le penser, le collectivisme est prématuré, n'allons-nous pas entrer dans une période, peut-être longue, de « régimes intermédiaires ». Quelle attitude les partis socialistes et les formations syndicales doivent-ils adopter à leur égard ? Convient-il d'y faire une opposition complète au risque de ne pouvoir, malgré cette opposition, les empêcher de saisir les leviers de commande ? Ne vaut-il pas mieux participer à leur avènement, pour utiliser aux fins du socialisme et dans l'intérêt de la classe ouvrière, ce que le fascisme comporte de nouveauté et l'esprit anticapitaliste qui généralement l'anime ? Tels sont les termes du débat. On sait

qu'il a mis aux prises, en ces derniers mois, les deux fractions que l'on désigne des termes, contestables mais commodes, de néo-socialistes et d'archéo-socialistes. Nous ne retiendrons de ce débat que ce qui intéresse notre sujet et nous nous bornerons à essayer d'apercevoir en quelle mesure et de quelle manière ces aspects nouveaux du socialisme risquent d'exercer une influence sur les destinées prochaines du régime capitaliste <sup>1</sup>.

Pour apprécier exactement la position du néo-socialisme, il faut, nous semble-t-il, établir une distinction entre l'*objectif* que se proposent ses partisans et les *résultats effectifs* que l'ont peut attendre de leur action.

<sup>1</sup> Sur le néo-socialisme, cf. les discours prononcés les 15, 16 et 17 juillet au Congrès du parti S.F.I.O. par MM. B. Montagnon, A. Marquet, M. Déat, publiés en brochure sous le titre *Néo-Socialisme?* avec d'intéressants commentaires de M. Max Bonnafous, B. Grasset, 1933 ; les discours prononcés à Angoulême par MM. Montagnon, Marquet, Renaudel le 27 août (*Temps* du 29) ; le manifeste des 61 membres du groupe parlementaire socialiste (*Temps* du 23 août) ; la lettre des six députés néo-socialistes à M. Paul Faure, Secrétaire général du parti (*Temps* du 18 septembre) ; les articles de MM. Déat et Montagnon dans *L'Œuvre* et dans *Notre Temps*. On pourra se reporter également aux ouvrages antérieurs de MM. DÉAT, *Perspectives socialistes*, Librairie Valois, 1930 et B. MONTAGNON, *Grandeur et Servitude socialistes*, Librairie Valois 1929, où se trouvaient déjà exposées les idées maîtresses du néo-socialisme. Enfin et surtout on lira le très important article donné par M. DÉAT à la *Grande Revue* et que nous commentons *infra*.

## I

Si l'on considère d'abord l'esprit du néo-socialisme, il est incontestable qu'il est anti-capitaliste. Les polémiques qui se sont engagées dans la presse au lendemain du Congrès de Paris ont pu entraîner sur ce point certaines erreurs d'interprétation qui sont maintenant dissipées. Sur la foi de fragments de discours de MM. Marquet, Déat, Montagnon, Renaudel, plusieurs commentateurs avaient vu en eux les protagonistes d'une doctrine nouvelle n'ayant plus de socialiste que le nom et animée de tendances proprement fascistes. M. Léon Blum par l'« épouvante » qu'il manifesta à l'audition des discours de Marquet et par les articles du *Populaire* où il reprit ensuite contre les néo-socialistes l'accusation de « social-fascisme » avait contribué à accréditer cette version. Les adeptes du néo-socialisme ont été amenés alors à préciser leur pensée, et ils l'ont fait d'une manière qui ne laisse subsister aucune équivoque. En particulier M. Marcel Déat — qui est la plus forte tête de l'équipe — a marqué sa position véritable en face du capitalisme, du fascisme, du nationalisme, dans un brillant article de la *Grande Revue*<sup>1</sup>. Et il faut reconnaître qu'il se borne à y reprendre, en les adaptant aux

<sup>1</sup> *Socialisme ou Fascisme* (*Grande Revue*, août 1933).

événements récents les thèmes par lui présentés en 1930 dans un livre : *Perspectives socialistes*, qui fut à l'époque remarqué des spécialistes sans réussir à retenir, comme il le méritait, l'attention du grand public. M. Déat et ceux qui le suivent demeurent très fermement socialistes. Ils continuent de croire que le régime capitaliste est l'adversaire qu'il faut combattre avec les armes les plus efficaces. S'ils sont attachés à la démocratie, c'est à condition qu'elle s'infléchisse de plus en plus de l'ordre politique dans l'ordre social. S'ils admettent comme un fait le cadre national, ils n'en demeurent pas moins fidèles au principe de l'internationalisme et c'est seulement parce que les événements récents montrent que partout dans le monde se produit un repliement des économies sur elles-mêmes qu'ils se résignent, et comme pis-aller, à mener l'action sociale, au moins pendant un certain temps, sur le plan et dans les limites des institutions françaises. Si enfin, comme l'a fait d'une manière éclatante M. Marquet, ils mettent en exergue de leur programme les notions d'ordre et d'autorité, c'est avec la pensée de canaliser au profit du socialisme un courant d'opinion très fort et qui répond aux nécessités de l'heure.

Seulement, pour mieux atteindre un objectif qui substantiellement ne diffère donc en rien des aspirations du socialisme traditionnel, les néo-social-

listes estiment qu'il convient d'adopter une *tactique* différente de celle à laquelle demeurent attachés M. Léon Blum et ses lieutenants. Axée autour de la notion de lutte de classe, l'orthodoxie socialiste se fait du conflit social une représentation schématisée qui oppose, comme deux formations antithétiques, patronat et salariat. Une telle image pouvait correspondre au temps de la prospérité et au développement intensif du capitalisme industriel. Aujourd'hui la dépression économique rend sensible ce que ce schéma avait de grossier et d'incomplet. Et dès lors le socialisme ne doit plus borner son horizon et sa propagande au prolétariat *stricto sensu*. Il doit sonner le rassemblement de toutes les forces anticapitalistes et réviser sa doctrine pour attirer à lui ces classes moyennes dont les récents événements d'Allemagne ont montré qu'elles peuvent être les forces animatrices d'une révolution sociale. Dans son livre de 1930, M. Marcel Déat montrait déjà comment le socialisme, s'il adopte cette plateforme élargie, sera amené à assouplir ses méthodes et, sans renoncer à la socialisation de la *propriété*, à préconiser comme plus immédiatement accessible la socialisation de la *puissance* et celle du *profit*. Dans l'article récent de la *Grande Revue* il reprend sa thèse en s'attachant à montrer qu'elle ne contredit en rien l'espérance socialiste, qu'elle vise seulement à en rendre la réalisation plus proche. De fait, la doctrine des



néo-socialistes veut être tout entière tournée vers l'action et la réalisation tandis que celle des archéo-socialistes, drapée dans une intransigeance absolue et n'admettant, comme spécifiquement socialiste, que le changement du principe même d'appropriation (dont on avoue qu'il n'est pas présentement réalisable), revêt un caractère de fatalisme et d'immobilisme que n'ont pas manqué de souligner, en la raillant, les adeptes du courant nouveau. On se rappelle sans doute sur ce thème la lettre sarcastique de M. Marquet à M. Léon Blum <sup>1</sup> ou l'article de M. Montagnon opposant à la « flûte endormeuse » la « fanfare » qui sonne le réveil <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voici quelques passages significatifs de cette lettre (datée du 27 juillet 1933): « Installé dans le capitalisme, vous le condamnez au nom de votre doctrine immuable et vous bénéficiez des avantages qu'il accorde à ses privilégiés. Il y a une quinzaine d'années que cela dure et si rien ne change, cela durera longtemps encore... César était accompagné d'un esclave qui, en plein triomphe, lui rappelait ses misères physiques. C'est ainsi que je vous vois derrière le capitalisme... Pour moi qui vous connais, il est plus qu'évident que l'action est exactement votre contraire. »

<sup>2</sup> L'article de M. MONTAGNON (paru dans *L'Œuvre* du 18 septembre 1933) se termine en ces termes: « Que voulez-vous Léon Blum, on ne peut pas tout avoir... Vous êtes l'homme du microscope. Vous ne pouvez pas être l'homme de la longue vue... Vous étudiez parfaitement les passions individuelles; mais les grands courants de passions collectives n'attirent pas votre attention. Or, à l'heure présente dans le monde agité, dans le frémissement général des âmes qui se cherchent, vous ne sentez rien. Vous avez tout du grand révolutionnaire, sauf la qualité essentielle, cet instinct qui pousse

## II

Si maintenant, après avoir indiqué ce que le néo-socialisme veut être, nous nous demandons à quels résultats effectifs peut conduire son action, il semble qu'il faille ici, en une certaine mesure, donner raison à M. Léon Blum. Peut-on espérer vraiment imprimer une allure anti-capitaliste à une politique menée sur le terrain démocratique et parlementaire et qui suppose l'accord entre le groupe socialiste et les autres éléments de la majorité actuelle? (car il va de soi que la fraction socialiste au Parlement, n'y formant qu'une minorité, ne peut faire triompher ses vues qu'en y ralliant les autres partis de gauche et, au premier rang, le parti radical). Que le socialisme, s'il accepte de pratiquer la participation, puisse jouer au sein du cartel un rôle animateur; que par là, il réussisse à faire adopter un certain nombre de mesures hardies, relevant de l'économie dirigée et de la démocratie sociale; que même, à son instigation, le Parlement puisse se décider à nationaliser quelques branches de la production d'un caractère spécial, nous ne pensons pas à le nier. Mais nous ne croyons pas qu'au terme de ces mesures le principe capita-

à agir au moment décisif, ce sens des grandes forces humaines qui permet de comprendre non pour suivre mais pour diriger. »

liste lui-même puisse être mis en cause. Le parti radical répugnera à aller jusque-là. Expression politique des classes moyennes, il est, comme elles, tiraillé entre des tendances contraires. Un état d'esprit anticapitaliste, plus diffus que doctrinaire, y voisine avec un sentiment de conservatisme social accusé et un individualisme réfractaire à la perspective d'une socialisation générale. Nul n'ignore que le radicalisme s'est dérobé toutes les fois qu'on a voulu l'entraîner dans une action spécifiquement socialiste. La résistance des radicaux à cet égard repose souvent sur des raisons parfaitement avouables — telle que, dans le moment présent, l'impossibilité d'engager directement la lutte contre les grandes puissances bancaires sans compromettre la solidité du franc. Parfois aussi elle obéit à des mobiles moins honorables et traduit les liens occultes qui existent entre les milieux financiers et un certain nombre de parlementaires radicaux. Pour ne citer qu'un exemple, lorsqu'il a été question de nationaliser les assurances pour abattre une des forteresses les plus importantes du grand capitalisme, cette suggestion s'est heurtée dans le parti radical, à une hostilité larvée qui prouve que le nécessaire avait été fait par les intéressés pour écarter l'éventualité d'une mesure de ce genre.

Dès lors, l'action concertée du radicalisme et du

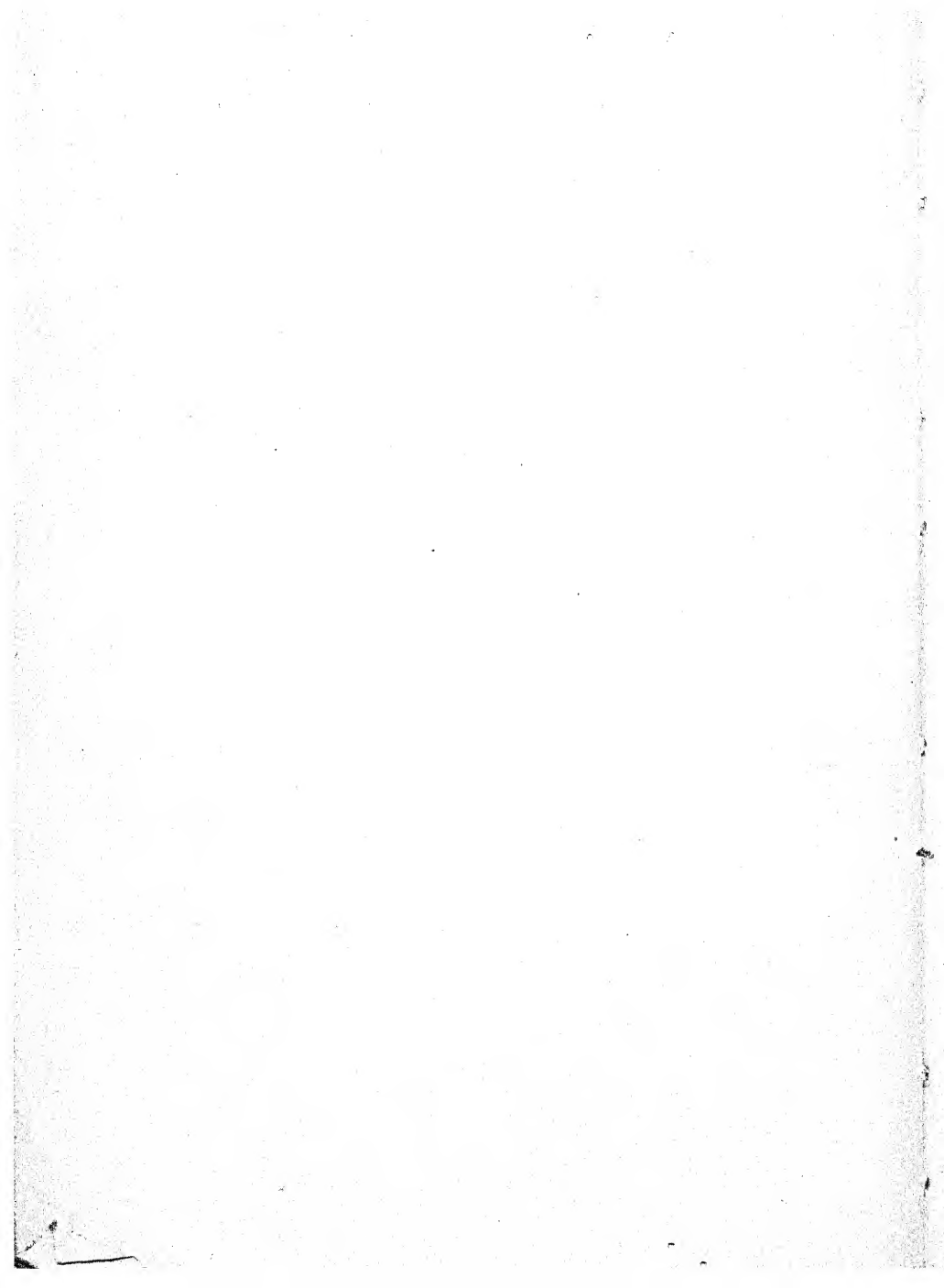
socialisme sur le plan parlementaire a chance de se borner à l'exécution d'un programme qui sera tout au plus de *limitation du capitalisme* et non de *changement du régime*. Ajoutons que cette politique s'inspirera sans doute autant de considérations nationales, ou agrariennes, ou simplement démagogiques que d'un esprit proprement socialiste. M. Marcel Déat, dans son discours au Congrès de Paris, et dans son étude de la *Grande Revue*, invoquait à l'appui de sa thèse la loi de juillet 1933 sur le marché du blé que nous avons précédemment commentée. Il soulignait, très habilement, que la fixation d'un prix minimum d'achat marque le triomphe de la notion de *prix social* sur celle de *prix naturel*, et qu'elle entraîne la suppression des gains spéculatifs des intermédiaires. Cela est sans doute exact et la loi de juillet 1933, nous l'avons vu, est une manifestation caractéristique d'économie dirigée substituée à l'économie libre. Mais il est non moins certain que les mobiles qui ont poussé les deux Chambres à voter cette législation, à d'énormes majorités, ne ressortissent en rien au collectivisme ni même, à strictement parler, à l'anticapitalisme. On a voulu protéger les propriétaires et exploitants ruraux de la ruine qui les guettait si les cours du blé s'étaient établis sans intervention légale, et ce souci de protection, si on lui cherche un fondement théorique, en dehors des considérations électorales et démagogi-

ques qui ont été sans doute prédominantes, se justifierait autant par des raisons d'économie nationale (désir de conserver à la France sa structure équilibrée et complexe) que par un souci de justice sociale.

A supposer que le courant néo-socialiste se développe et s'amplifie, le rôle (non négligeable d'ailleurs), qu'il sera appeler à jouer, n'apparaît donc pas susceptible d'amener, du moins dans l'avenir prochain, la chute en France du régime capitaliste. Reste, il est vrai, à tenir compte d'un contre-coup possible de l'apparition du néo-socialisme. Il vient de déterminer une cassure au sein du parti. En coupant le parti de son aile droite, cette cassure n'avancera-t-elle pas le jour où pourra se refaire l'unité ouvrière sur le double plan politique et syndical? Plusieurs discours ou articles de M. Léon Blum laissent à penser qu'un effort sera tenté en ce sens. Or, les divisions ouvrières ont beaucoup contribué, depuis 15 ans, à renforcer le capitalisme. La fin de ces divisions n'annoncerait-elle pas le déclin du régime? Il se peut, mais rien n'est moins sûr, d'abord parce que, en France, le prolétariat ne représente, malgré tout, qu'une minorité. Ces classes moyennes et rurales qui, sous l'influence de la crise, et du mécontentement qu'elle entraîne, donnent volontiers leurs voix, au jour des élections, aux candidats socialistes, leur

retireraient peut-être leur concours si un parti né de la fusion des S.F.I.O. et des communistes imprimait à son action un caractère de classe plus marqué et une intransigeance plus brutale. En outre, pour mesurer les chances d'une action révolutionnaire, il faut tenir compte des résistances auxquelles elle se heurterait, du fait non seulement des intérêts économiques menacés, mais encore du sentiment national. Les possibilités du socialisme révolutionnaire sont à cet égard peut-être moindres aujourd'hui qu'au début du siècle. Mais ceci nous amène à examiner les rapports que le capitalisme entretient avec le nationalisme. Ici encore le problème, si on l'analyse objectivement, en dehors de toute préoccupation de parti ou d'école, apparaît singulièrement complexe.

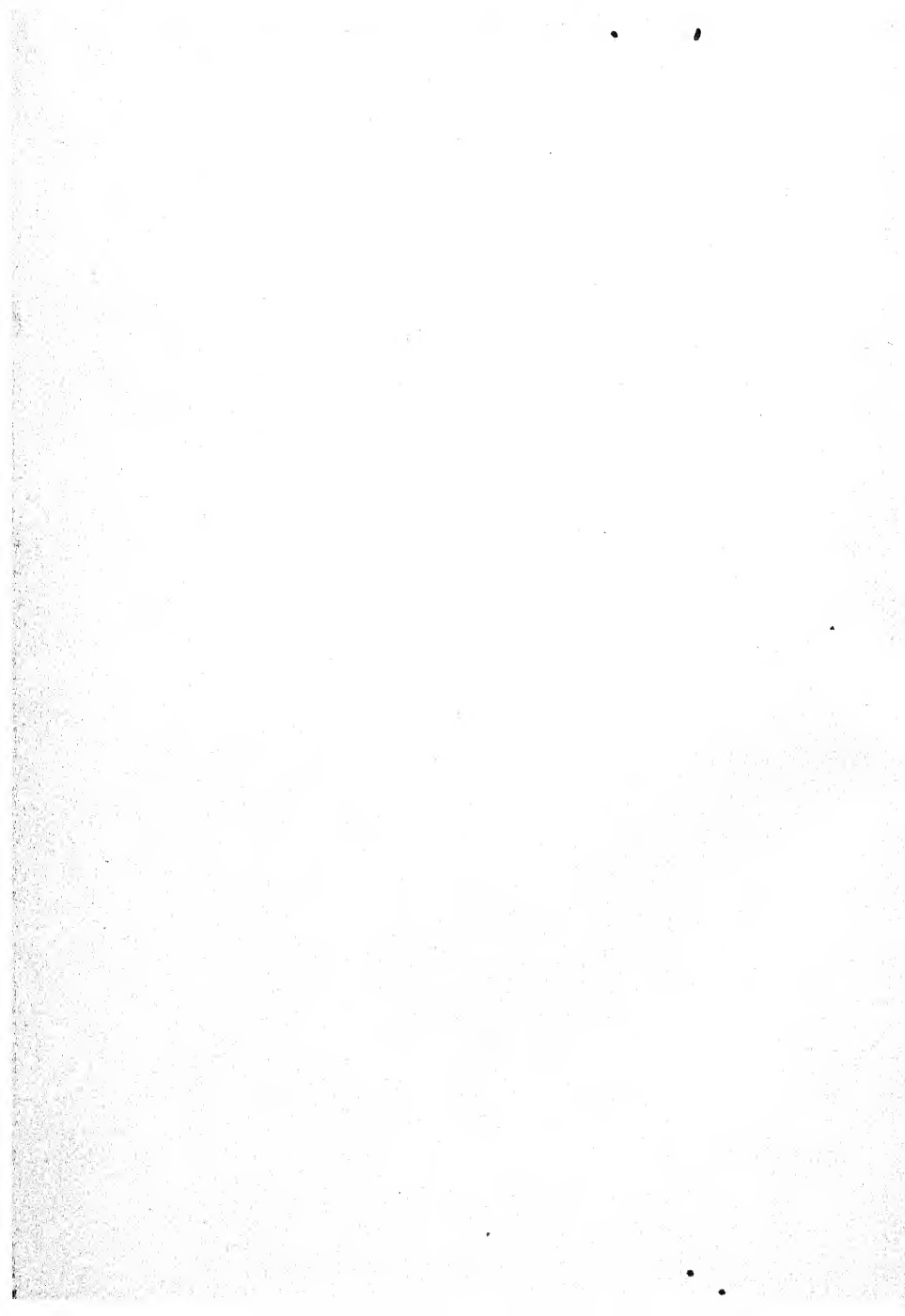
---



VII

## Nationalisme et Capitalisme





A les prendre dans leurs formes actuelles, l'institution du capitalisme et les aspirations nationalistes sont-elles harmoniques ou divergentes? Pour le savoir, il faut reprendre l'un après l'autre les deux termes de la confrontation.

## I

Pour ce qui est du *capitalisme*, il n'est pas douteux que, dans son essence, il se place en dehors et au-dessus du cadre national. Le capitalisme commercial a été (comme l'ont montré jadis les beaux travaux de M. Paul Mantoux sur l'Angleterre) la première manifestation de l'essor économique moderne ; il a précédé et déclenché l'avènement du capitalisme industriel, et le grand commerce vit et s'alimente de courants d'échange internationaux. Le capitalisme financier qui, de nos jours, est la modalité dominante du système, est plus dégagé encore de tout particularisme national. Son activité repose sur l'interpénétration des marchés boursiers du monde entier ; il se porte de l'un à l'autre, abstraction faite de toute préoccupation nationale, avec le seul souci du profit maximum à réaliser. Il n'est pas jusqu'au capitalisme indus-

triel lui-même qui ne soit contraint de rechercher, pour les grandes entreprises concentrées et intégrées, des débouchés que le marché national ne peut, à lui seul, offrir. Qu'il soit par là entraîné à une lutte concurrentielle dans le cadre mondial ou à des ententes internationales pour le partage amiable des débouchés, c'est toujours à l'échelle internationale qu'il se place. Aussi bien, l'organe du Comité des Forges le proclamait-il au cours d'une controverse récente avec M. Léon Blum : « Il est certain que né dans les ports qui sont devenus et qui restent les grandes places financières, le capitalisme moderne doit rester international ou périr... Que M. Léon Blum en demeure assuré, ce n'est pas de ce côté-ci qu'on abandonnera l'action et l'idéal internationaux <sup>1</sup>. »

Seulement, il faut, en sens inverse, rappeler que l'évolution du capitalisme depuis la guerre, et plus encore depuis la crise, a sensiblement atténué cette tendance internationaliste. Les rapports étroits qu'en tous pays le capitalisme a noués avec l'Etat, en même temps qu'ils lui enlevaient une partie de sa liberté d'allure, lui apportaient en échange un appui et une protection qui, émanant d'une autorité nationale, ont nécessairement une portée limi-

<sup>1</sup> *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques*, 16 août 1933.

tée aux cadres de la nation. Les grandes entreprises ont été conduites ainsi à se replier sur elles-mêmes et souvent à renoncer à l'espoir de débouchés mondiaux pour mieux s'assurer l'exploitation exclusive du marché national. Au cours de sa polémique avec les néo-socialistes, M. Léon Blum a soutenu que cette phase indéniable de « retranchement autarchique » du capitalisme paraissait en décroissance, mais il ne nous semble pas en avoir apporté la preuve ; dans tous les grands pays, nous voyons au contraire, à mesure que la crise se prolonge et s'aggrave, le capitalisme multiplier ses appels à la protection douanière. Les industries d'exportation poussent bien un cri d'alarme lorsqu'elles constatent que le résultat de cette politique est d'anémier, parfois de paralyser complètement, les courants d'échange internationaux ; elles ne réussissent pas à contrebattre l'influence de l'ensemble des intérêts industriels, agricoles, commerciaux auxquels les barrières douanières et les contingents apportent une relative sécurité.

## II

Si nous cherchons maintenant à préciser l'attitude du *nationalisme* au regard du régime capitaliste, si nous essayons d'apercevoir ce que l'explosion du sentiment national peut apporter d'appui ou recéler de danger pour l'avenir du capitalisme.

nous constaterons à nouveau, et sous un autre angle, l'impossibilité de s'en tenir à des formules simples.

Les observateurs du fascisme italien et de l'hitlérisme ont mis en lumière la part d'anti-capitalisme que contiennent ces mouvements et les menaces qu'ils font peser sur l'ordre économique existant.

Homme du peuple par son origine, révolutionnaire et syndicaliste militant dans ses années de jeunesse, Mussolini a toujours prétendu rester en communion étroite avec les masses populaires.

« Aller vers le peuple » tel est le mot d'ordre qu'il donnait, le 25 octobre 1931, dans son discours de Naples, ajoutant qu'il fallait pour cela corriger les « insuffisances de l'économie libérale et subordonner le droit de propriété aux intérêts supérieurs de la nation » <sup>1</sup>. Plusieurs lois récentes ont montré que le Duce n'hésite pas à pousser jusqu'à son terme logique cette idée que l'organisation de la production doit être subordonnée à l'intérêt collectif <sup>2</sup>. Une de ces lois est relative aux consortiums obligatoires <sup>3</sup>. A partir du moment où un pourcen-

<sup>1</sup> Sur l'analogie entre cette conception de la propriété et la théorie de L. DUGUIT sur la propriété fonction-sociale, cf. notre étude *Léon Duguit et l'économie politique*, Sirey, 1933.

<sup>2</sup> Cf. \*\*\* : *La Politique intérieure du fascisme* (Revue de Paris, 15 août 1933).

<sup>3</sup> Sur cette loi, qui est du 16 juin 1932, cf. G. BASSANI, I

tage donné d'industriels d'une catégorie demande à se cartelliser, l'Etat peut intervenir et ordonner à tous les chefs d'entreprises de cette catégorie d'entrer dans le consortium, au sein duquel l'Etat sera représenté et remplira, le cas échéant, une fonction arbitrale. Une autre loi <sup>1</sup> interdit de créer de nouvelles industries, voire même d'étendre les entreprises existantes, sans une autorisation des pouvoirs publics. L'instructive et très vivante enquête de M. H. de Kérillis confirme ces tendances : « On ne doit pas, déclare le Duce, fabriquer n'importe quoi, n'importe comment ! C'est de la folie et cela engendre des catastrophes ! Il faut en finir avec ces vieilles idées du capitalisme libéral <sup>2</sup>. »

M. de Kérillis paraît même avoir été fortement inquiété par ces déclarations et celles que lui firent, dans un esprit analogue, M. Rossoni <sup>3</sup> secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et M. Marpicati, secrétaire-adjoint du parti fasciste. Après avoir, pour les lecteurs de l'*Echo de Paris*, résumé le sys-

*consorzi obbligatori e il controllo statale sui consorzi ; Giornale degli Economisti*, octobre 1932. On en peut rapprocher la loi allemande du 15 juillet 1933 sur la création des cartels obligatoires dont on trouvera l'analyse dans l'article de M. Ch. HERISSON, *Le National-socialisme et l'économie dirigée (Revue Politique et Parlementaire*, 10 octobre 1933).

<sup>1</sup> Loi du 12 janvier 1933. Le texte des deux lois est reproduit en annexe dans : MUSSOLINI, *Le Fascisme*, Denoel et Steele, 1933.

<sup>2</sup> *Echo de Paris*, 7 octobre 1933.

<sup>3</sup> Voici quelques lignes extraites de l'interview de Rossoni (8 octobre 1933) : « En France, vous êtes tous des conserva-

tème du syndicalisme fasciste, il ajoute: « Dans un tel réseau, le patronat est réduit à une peau de chagrin... Tout ce qui a fait la grandeur de l'ordre présent, la marche prodigieuse des découvertes récentes, le progrès, a été fondé sur l'indépendance du capitalisme, ses libertés, ses fantaisies, ses secrets, la possibilité d'accumuler des réserves et de les jeter et même de les jouer dans des recherches, dans des tentatives parfois désespérées. Tout cela est aboli, tout cela disparaît dans l'engrenage implacable du syndicalisme omnipotent <sup>1</sup>. »

L'esprit anticapitaliste du mouvement hitlérien n'est pas moins net et explique sans doute, en une large mesure, l'adhésion enthousiaste que lui a donnée la masse du peuple allemand. Dans son livre *Mein Kampf*, Hitler préconisait, pour résoudre le problème social, cinq mesures dont la réalisation entraînerait la disparition du régime capitaliste. Il proposait en effet :

1° D'abolir tous les revenus qui ne proviennent pas du travail ;

teurs... moi, je suis syndicaliste révolutionnaire... Je hais les gros messieurs qui se réveillent tous les matins en pensant à leurs millions!... Je dis qu'il est intolérable que l'Etat passe par leurs quatre volontés et subisse leur loi... Je vous dis qu'en France, par exemple, où vous croyez vivre en régime de liberté, vous subissez le joug invisible du grand capitalisme. Etonnez-vous que je sois anti-capitaliste... »

<sup>1</sup> *Echo de Paris*, 11 octobre 1933.

2° De socialiser les entreprises d'utilité publique (mines, électricité, transports, grande métallurgie, banques) ;

3° De nationaliser les grands magasins ;

4° D'interdire l'achat des terres à ceux qui n'ont pas l'intention de les faire valoir, afin qu'elles appartiennent toujours à celui qui les cultive ;

5° De généraliser le système des assurances sociales.

Il s'agit là, il est vrai, d'un programme doctrinaire conçu par Hitler, il y a plus de 10 ans, au tout début de sa carrière d'agitateur. Mais quelques-unes des mesures prises par lui ou ses collaborateurs depuis leur avènement au pouvoir s'inspirent des mêmes pensées. Qu'il suffise de signaler par exemple la loi qui restreint l'activité des grands magasins et des bazars « uniprix », loi agencée de manière à leur interdire toute expansion et même, par une charge fiscale écrasante, à leur rendre l'existence extrêmement difficile, ou encore les mesures édictées ou proposées par le Ministre de l'Agriculture, M. Walter Darré, et qui tendent à libérer le domaine paysan de l'emprise du capital. A cette fin, un ensemble de décrets sont venus supprimer le marché libre du blé et du seigle, afin de préserver le paysan de la spéculation. Parallèlement, une loi du 1<sup>er</sup> octobre 1933 crée l'héritier unique, afin d'empêcher le partage des terres et



de tenir la propriété paysanne à l'écart des fluctuations de l'économie capitaliste.

Pourtant, en dernière analyse, on peut douter que le nationalisme économique et social, là où il triomphe, engage une lutte à mort contre le capitalisme; il paraît plus probable que l'opposition qui les divise s'atténuera à l'usage et n'empêchera pas l'établissement d'un concordat.

Tout d'abord, il est bien certain que les mouvements fascistes, pour conquérir le pouvoir et ensuite pour s'y maintenir, n'ont pu en aucun pays faire abstraction de la nécessité d'obtenir des appuis financiers considérables. Et il va de soi que le grand capitalisme demeure le réservoir le plus intéressant à cet égard. Encore qu'il soit impossible de fournir des précisions et d'apporter des preuves en une matière où, par définition, tout se passe dans l'ombre et le mystère, on peut considérer comme établi qu'à un moment de son ascension, Mussolini a été puissamment aidé par les milieux industriels italiens qui voyaient en lui l'homme capable de sauver leur pays de l'anarchie et du bolchévisme<sup>1</sup>. Assurément, il n'est pas impossible qu'une fois solidement installé au pouvoir, un dictateur oublie les concours qui lui ont permis d'y

<sup>1</sup> Au reste Mussolini célébrait volontiers à cette époque les vertus du capitalisme. « On ne peut pas croire, déclarait-il, à l'Augusteo, le 8 novembre 1921, que le capitalisme, comme

parvenir et que, pour s'assurer l'adhésion des masses populaires, il se retourne contre le capitalisme. Mais, à défaut de la reconnaissance, d'autres raisons l'inciteraient sans doute à une grande prudence à cet égard. Le capitalisme, malgré ses défauts et ses excès, représente un ordre et une technique de productivité qu'un chef de gouvernement hésitera à détruire ou à décourager par des mesures trop draconiennes, par crainte de ne pouvoir improviser un autre ordre et une autre technique qui donnent des résultats matériels équivalents. Aussi bien, l'évolution des événements en Allemagne au cours des derniers mois est-elle significative en ce sens. Un des meilleurs observateurs français des choses d'Allemagne, M. Wladimir d'Ormesson, exposait en juillet dernier, dans la *Revue de Paris*<sup>1</sup>, l'orientation nettement populaire

système de production, approche de son déclin. La réalité économique étant une création séculaire ne peut pas se briser d'un coup mais ne peut que se transformer à travers une élaboration également séculaire. » Dans un autre discours, en mars 1923, il développait le même thème en ces termes : « Cet ensemble de forces qui, dans les industries, dans la banque, dans l'agriculture, dans les transports, peut être désigné sous le nom de capitalisme ne semble pas près de son déclin comme l'ont affirmé certains doctrinaires de l'extrémisme social. » Cf. F. PERROUX, *Economie corporative et Système capitaliste* (*Revue d'Economie politique*, septembre-octobre 1933). Cet auteur estime qu'au total le fascisme a accru le secteur capitaliste dans l'économie italienne.

<sup>1</sup> W. D'ORMESSON, *Perspectives allemandes* (*Revue de Paris*, 15 juillet 1933).

et anticapitaliste qu'à cette date semblait prendre le gouvernement national-socialiste <sup>1</sup>. Deux mois plus tard, il reconnaissait que ses prévisions n'avaient pas été confirmées <sup>2</sup>. Et de fait, un rapprochement s'est opéré entre Hitler et les milieux du haut capitalisme. Les grands capitaines d'industrie comme F. Thyssen, C. F. Von Siemens, Von Schroeder, etc., ont été appelés à siéger au Conseil Supérieur de l'Economie. Dans un grand discours programme prononcé le 13 juillet dernier à Berlin devant une assemblée où se pressaient les principaux industriels et banquiers allemands, le Docteur Schmitt, Ministre de l'Economie, affirmait que l'Etat ne se servirait que d'une façon très raisonnable de son droit d'intervention et de contrôle dans la vie économique, qu'il n'entendait nullement courber les individualités supérieures devant les médiocrités, et qu'il comptait utiliser les capacités individuelles et soutenir ceux qui occupent une situation comportant des responsabilités. Ces déclarations furent interprétées comme une offre d'entente et acceptées immédiatement par le

<sup>1</sup> « Ou je me trompe fort, écrivait M. Wladimir d'Ormesson dans *Le Temps* du 20 mai, ou d'ici peu de temps, nous verrons le dictateur ordonner la nationalisation des banques, celle des entreprises d'utilité publique et l'expropriation des grands domaines hypothéqués de l'Est... sans la moindre indemnité pour les propriétaires. »

<sup>2</sup> W. D'ORMESSON, *La Révolution en zigzag* (*Revue de Paris*, 15 septembre 1933).

Baron Krupp von Bohlen, Président de la Corporation de l'industrie allemande. Faisant allusion à cette évolution, M. Henry Laufenburger, dans sa dernière chronique sur la vie économique en Allemagne <sup>1</sup>, compare ce retournement à celui qui s'est produit en Russie quand la politique de la NEP a été substituée à celle du collectivisme intégral. Sans doute, les événements en Allemagne ont un caractère trop mouvant pour qu'on puisse être assuré qu'il ne se produira pas — comme cela a eu lieu en Russie après quelques années de NEP — un retour aux solutions extrémistes. Ils n'en sont pas moins suggestifs.

Pour une autre raison encore, le développement récent de la mystique nationaliste dans le monde risque d'avoir pour résultat une consolidation du capitalisme : les progrès de cette mystique se sont accomplis, en une large mesure, au détriment de la mystique marxiste <sup>2</sup>. On sait que les grandes doctrines économiques sont moins l'expression de vues théoriques que la traduction de sentiments et d'états d'âme et la projection, sur le plan idéologique, d'intérêts et de forces sociales. Le prestige

<sup>1</sup> *Revue d'Economie politique*, juillet-août 1933, pp. 1372-73.

<sup>2</sup> Cela a été bien vu par M. J. ROMAINS : cf. l'importante étude qu'il a consacrée à *La crise du marxisme* dans la *Dépêche de Toulouse* (23 février, 10 et 29 mars, 25 avril 1933), reproduite dans le volume *Problèmes Européens*, Flammarion, 1933.

du marxisme reposait beaucoup moins sur les analyses scientifiques de Marx que sur les aspirations populaires qu'il systématisait et sur les organisations ouvrières qui y puisaient leurs mots d'ordre. Or, en Allemagne et en Italie, le succès du fascisme a déterminé une sorte de déplacement de la mystique, en même temps qu'une désorganisation profonde des partis socialistes et des formations syndicales. Le capitalisme voit ainsi disparaître, ou tout au moins s'affaiblir considérablement, son principal adversaire <sup>1</sup>.

Enfin, si nous voulons achever de dresser le bilan des rapports entre le capitalisme et le nationalisme, en nous plaçant plus particulièrement sur le plan de notre pays, il est essentiel de noter que si, en France comme ailleurs, un réveil incontestable du nationalisme s'est produit, il s'en faut de beaucoup qu'il ait la même intensité, et surtout la même nature, qu'en Italie ou en Allemagne. Le mouvement nationaliste, chez nous, conserve un caractère plus mesuré, moins mystique et surtout moins populaire que dans les pays où il s'est incarné en la personne d'un dictateur porté au pouvoir par une vague d'opinion publique ou obligé, pour s'y maintenir, de donner aux masses des satisfactions

<sup>1</sup> Cf. A. LABRIOLA, *L'Etat et la Crise*, M. Rivière, 1933, pp. 366-369.

substantielles. Récemment, M. Thierry-Maulnier soulignait dans l'*Action Française* <sup>1</sup> ce caractère populiste du fascisme italien et du racisme allemand : « Par l'appel qu'ils font aux masses, par le respect dans lequel ils tiennent les valeurs que respecte la masse, par le souci qu'ont les chefs de se mêler à la masse et de se sentir entraînés par elle », ces mouvements, écrivait-il, peuvent être considérés comme « une sorte de réalisation extrême de la démocratie ». En France, le nationalisme, jusqu'ici du moins, s'est tenu sur un autre plan. Tout au plus pourrait-on rapprocher des mouvements italien et allemand les campagnes menées dans l'après-guerre par des hommes comme Gustave Hervé ou Georges Valois. Mais G. Hervé n'a pas réussi, en dépit de son talent de journaliste, à créer un large mouvement d'opinion, et G. Valois, après avoir entrepris une campagne dont les thèmes à la fois nationaux et sociaux rappellent curieusement certaines formules de Mussolini ou Hitler <sup>2</sup>, a renoncé lui-même à poursuivre son action sur ce terrain et s'est rallié aux partis de gauche <sup>3</sup>. Quant au mouvement d'*Action Française*, les troupes ardentes et disciplinées qui le

<sup>1</sup> Numéro du 13 juillet 1933.

<sup>2</sup> Cf. en particulier G. VALOIS, *La Révolution Nationale*, Nouvelle Librairie Nationale, 1924.

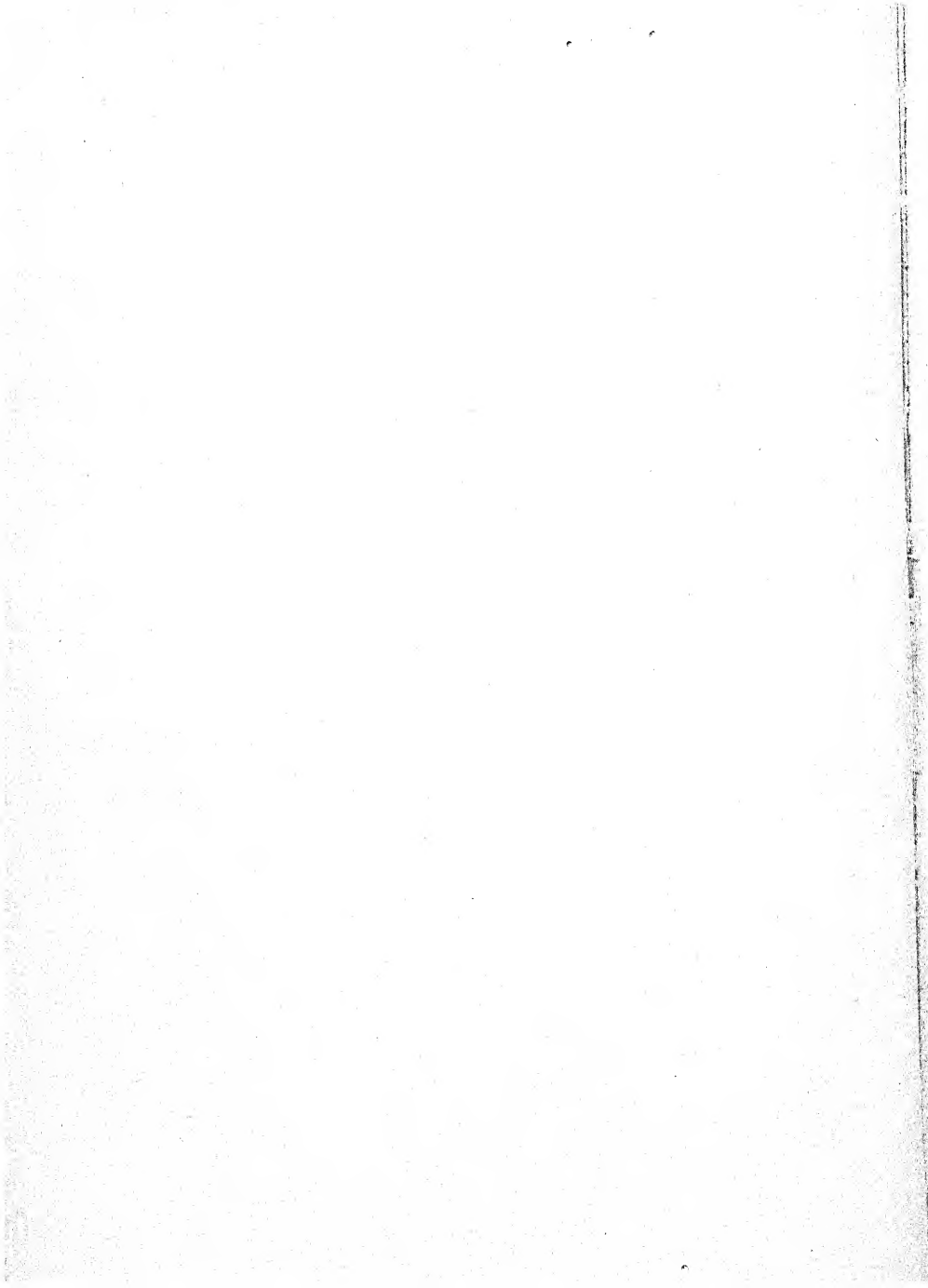
<sup>3</sup> Sur les motifs de ce changement d'orientation, cf. G. VALOIS, *Lettre à Marcel Deat* ; *Chantiers*, 1<sup>er</sup> novembre 1933.

suivent appartiennent à peu près uniquement à des milieux intellectuels et bourgeois, et les doctrines de Ch. Maurras n'ont aucune résonance dans l'âme populaire.

VIII

Perspectives d'avenir





Un premier enseignement ressort, d'une manière éclatante, de l'évolution économique contemporaine, en France comme à l'étranger : c'est *la condamnation du capitalisme libéral*, lequel correspond à une phase de l'histoire que l'on peut dire aujourd'hui terminée.

Deux raisons, l'une d'ordre économique, l'autre d'ordre politique, expliquent et rendent définitive cette condamnation.

Au point de vue économique, le capitalisme libéral est incompatible avec le développement moderne du monopole dans la production et les échanges. Sans doute les individualistes soutiennent-ils que ce développement même est la conséquence des interventions néfastes de l'Etat. Mais, nous l'avons montré plus haut, cette thèse est insoutenable. Ce sont les chefs d'entreprise eux-mêmes qui, dans la plupart des branches de l'activité économique, ont supprimé la concurrence pour s'assurer une exploitation plus avantageuse du marché. Ils l'ont fait par mille moyens, dont les trusts

et les cartels sont les formes les plus visibles, à côté desquelles il ne faut pas omettre de placer les multiples réglementations syndicales et les nombreuses ententes occultes. Quand on les presse dans leurs derniers retranchements, les défenseurs de l'individualisme déclarent que ces monopoles de fait demeurent toujours plus précaires et moins stricts que les monopoles de droit. En une image frappante, M. Jacques Rueff, à la dernière réunion des économistes de langue française, soutenait que les ententes privées, restreignant la concurrence sans la supprimer complètement, rendent seulement la circulation plus *pâteuse* alors que les monopoles publics *figent* entièrement et en quelque sorte *cristallisent* la matière économique. Il ne nous semble pas que cette distinction, habile et ingénieuse, soit exacte. Car d'une part, il y a des monopoles de droit que tempère la possibilité des succédanés et qui par là gardent une certaine plasticité. Et, à l'inverse, certains monopoles privés parviennent très bien à s'assurer la domination d'un marché sans contrepoids ni limite. Les individualistes, ici encore, méconnaissent que l'évolution économique naturelle est aussi largement responsable de la tendance moderne au monopole que les facteurs législatifs et les interventions arbitraires des pouvoirs publics.

Or, cette économie de monopole, qui est issue du développement même du capitalisme, se heurte

en tous pays à l'hostilité des masses populaires. Evidente dans les pays de démocratie parlementaire, cette opposition est non moins réelle, non moins agissante, dans les pays de dictature puisque les dirigeants, en ces pays, ne peuvent faire complètement abstraction des intérêts de la masse et sont contraints, pour durer, de s'en inspirer dans leur politique économique.

Par ailleurs, nous l'avons précédemment noté, ce sont souvent les producteurs eux-mêmes, puissamment organisés, qui réussissent à obtenir de l'Etat qu'il dépasse la phase du capitalisme libéral et qu'il affermisse, par des mesures douanières et financières appropriées, le monopole privé une fois qu'il s'est constitué. Ainsi l'Etat, soit qu'il réagisse, sous la pression populaire, contre les monopoles de fait, soit qu'il cède à leur puissance et leur permette de la consolider, est nécessairement conduit à pratiquer une politique de large intervention, en dépit des prescriptions abstentionnistes de la doctrine libérale <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Une curieuse tentative de rénovation de la doctrine libérale sous le nom de « néo-libéralisme » a été esquissée par M. P.-E. FLANDIN à l'occasion du Congrès de l'Alliance démocratique. Cf. son interview dans *Le Temps* du 25 octobre 1933.

## II

Non moins improbable paraît être l'éventualité d'un retour à la période pré-capitaliste de l'évolution économique. Pourtant certains auteurs envisagent cette perspective avec quelque faveur. Ceux qui rendent responsables de la crise actuelle les progrès de la technique moderne sont tout naturellement amenés à souhaiter et à espérer une discipline rigoureuse de ces techniques, qui nous ramène aux temps de l'économie stationnaire, ou du moins imprime aux changements de l'outillage un rythme très ralenti. D'autres écrivains vont plus loin encore en ce sens, et le plus représentatif est M. Pierre Gaxotte. Au cours d'une brillante série d'éditoriaux de *Je suis partout*<sup>1</sup>, M. Gaxotte s'est proposé de construire une doctrine économique distincte à la fois du libéralisme, qu'il reconnaît périmé, et du socialisme, qu'il estime néfaste. Cette doctrine est axée autour de deux notions fondamentales : celle de la *nation*, considérée comme une unité économique en même temps que politique (par quoi M. Gaxotte rejoint M. Lucien Brocard et, derrière lui, Paul Cauwès et Frédéric List), celle de la *corporation*, organisme intermédiaire entre l'individu et l'Etat, chargé de résoudre les

<sup>1</sup> Juillet-août-septembre 1933.

conflits sociaux et d'élaborer les règles professionnelles (par où les thèses de M. Gaxotte s'apparentent avec celles des catholiques sociaux et du fascisme italien). En même temps — et là est à mon sens la partie faible du système — M. Gaxotte propose un ensemble de mesures qui permettraient de corriger le capitalisme des tares qui, à notre époque, le vicie. Reprenant une distinction proposée par M. C. J. Gignoux entre le capitalisme d'*épargne* et le capitalisme de *spéculation*, M. Gaxotte prononce une condamnation extrêmement sévère à l'égard de ce dernier <sup>1</sup>. Pour le faire disparaître, il préconise des dispositions très restrictives à l'égard des actions au porteur. On sent qu'il est choqué par le caractère flottant et immatériel du droit de l'actionnaire, qui n'a pas avec l'entreprise un lien fixe et durable. Il ne cache pas au reste que son idéal, c'est la propriété immobilière et terrienne et, dans un curieux article <sup>2</sup>, il donne comme l'unique chance de salut, dans le désordre actuel du monde, la reprise de contact entre l'individu et le sol. Avouons que les programmes de retour à la terre nous semblent condamnés à demeurer thèmes académiques et se heurtent à un courant de l'évolution trop fort pour qu'il puisse être

<sup>1</sup> Cf. en particulier les articles des 9 et 16 septembre.

<sup>2</sup> Du 5 août 1933.

remonté. Pas davantage nous ne croyons que l'on doive renoncer à cette « trouvaille juridique » qu'est la société anonyme sans laquelle, comme l'écrivait naguère M. Nogaro, « le prodigieux développement économique de la société contemporaine ne se concevrait pas plus que sans les grandes inventions des sciences physiques » et qui est « la forme nécessaire de toute entreprise comportant une longue durée et exigeant des capitaux importants » <sup>1</sup>.

La doctrine économique et sociale de M. P. Gaxotte présente un caractère d'archaïsme bien naturel de la part de cet auteur, dont les sympathies politiques sont acquises à la monarchie ; il nous paraît qu'elle passe à côté de la difficulté véritable : le régime économique de demain ne saurait comporter ni un retour à l'économie pré-capitaliste, ni une renonciation aux formes populaires de gouvernement. La difficulté précisément est de concilier le progrès technique avec l'équilibre économique, l'action politique des masses avec l'ordre social. On ne résoud pas le problème en escamotant une de ses données.

<sup>1</sup> B. NOGARO, *Traité élémentaire d'Economie politique*, I, p. 51.

## III

Si une réaction vers des formes économiques individualistes et pré-capitalistes est impossible, si d'autre part — pour des raisons que nous avons indiquées plus haut — un changement révolutionnaire du système social semble peu vraisemblable, dans l'avenir prochain, pour notre pays, nous sommes amenés à cette conclusion que la société de demain sera le développement et le prolongement de l'état de choses actuel. Or, le trait essentiel du régime économique d'aujourd'hui est ce que l'on peut appeler son caractère *mixte* ou *composite*. A certains égards, il demeure capitaliste dans sa technique et dans ses fins ; à certains autres, il déborde le capitalisme et inclut des éléments d'une nature différente.

Il ne sera pas inutile d'apporter ici quelques précisions qui feront mieux comprendre à quel point de l'évolution nous sommes présentement arrivés et nous aideront à deviner ce que sera sans doute la prochaine étape <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les vues que nous développons ici ne sont pas sans analogies avec celles de W. SOMBART dans son grand ouvrage *Das Moderne Capitalismus*, partiellement traduit en français sous le titre *L'Apogée du Capitalisme*, Payot, 1932. Cf. également de W. SOMBART : 1° une communication faite en 1929 au *Verein für Sozial- Politik* sous le titre *Die Wandlungen des Capitalismus* (Les transformations du capitalisme) et publiée



Dans l'organisation économique actuelle, le principe capitaliste est encore le moteur de la majorité des entreprises <sup>1</sup>, ce qui veut dire : 1° qu'elles fonctionnent à l'aide de capitaux amassés et apportés volontairement par des individus ; 2° que l'objectif de leur activité est la réalisation du plus grand profit pécuniaire. Si, par ailleurs, on se rappelle que le grand capitalisme exerce sur l'Etat une pression souvent efficace, qu'il a des intelligences dans les assemblées parlementaires, qu'on le rencontre dans les avenues du pouvoir, on voit qu'au total la part de capitalisme qui subsiste est extrêmement considérable. Nous ne pensons pas qu'il y ait chance qu'elle s'évanouisse dans l'avenir prochain.

Mais, d'autre part, — en France et dans les autres grands pays de l'Europe occidentale — existent des secteurs animés par un esprit ou inspirés par une technique en contraste avec le prin-

dans le tome 175 des comptes rendus des travaux du *Verein* ; 2° une brochure intitulée *Die Zukunft des Kapitalismus* (*L'Avenir du Capitalisme*), Bucholz und Weiswange, 1932. M. B.-S. CHLEPNER a commenté les vues d'avenir de M. W. Sombart dans un intéressant article de la *Revue de l'Institut Solvay* (*L'Avenir du Capitalisme*, janv.-mars 1933).

<sup>2</sup> Sur la définition du capitalisme on se reportera aux ouvrages recensés dans l'excellente bibliographie dressée par M. G. BRUGUIER pour l'ouvrage italien précité *La crisi del capitalismo*. Cf. également F. PERROUX, *Sociétés d'Economie Mixte et Système Capitaliste* (*Revue d'Economie Politique*, juillet-août 1933, pp. 1278-1281).

cipe capitaliste. Si nous voulons prendre de ces secteurs une vue d'ensemble, c'est à nouveau une impression de diversité que dégage l'analyse. Les fins non capitalistes de l'activité économique sont tantôt *nationales* et tantôt *sociales*. Dans le premier groupe se rangent les modalités de l'interventionisme qui limitent et parfois suppriment la liberté des entreprises privées, afin de sauvegarder l'indépendance nationale ou d'accroître les ressources du fisc. Rentrent sous cette rubrique la plupart des monopoles d'Etat, ainsi que les mesures douanières — lorsqu'elles ne sont pas détournées de leur fin propre pour servir les intérêts particuliers et accroître les bénéfices de telle ou telle branche d'industrie. S'inspirent au contraire d'une préoccupation sociale les prescriptions légales adoptées à l'instigation des masses ouvrières ainsi qu'un grand nombre de monopoles municipaux. Et si l'on voulait être complet il faudrait encore mentionner les efforts faits pour consolider ou créer une sorte de « petit capitalisme » dans l'agriculture, dans l'industrie ou dans le commerce avec, si possible, réunion sur la même tête des qualités de propriétaire et d'exploitant. La législation en faveur de l'artisanat, les lois sur la petite propriété paysanne, certaines dispositions d'exonération ou de privilège d'ordre fiscal s'inspirent de ce souci et contribuent à créer, à maintenir, à développer un type d'entreprise également

distinct de la grande production concentrée et de l'exploitation socialisée. Elles accentuent donc la variété de notre structure économique et sociale.

Au surplus, quand nous employons l'expression de « secteurs différents » nous servons-nous d'une image peu exacte. En réalité, les divers principes et les diverses techniques ne sont pas simplement juxtaposés, mais souvent associés en un véritable amalgame. Une manifestation typique de ces combinaisons est fournie par les *sociétés d'économie mixte*<sup>1</sup> où se rencontrent, dans les mêmes rouages administratifs, des délégués de l'Etat, et des représentants d'individus ou de collectivités : les uns ont pour fonction de faire prévaloir dans l'entreprise la considération de l'intérêt général ou d'orienter l'affaire dans le sens de la satisfaction maxima du besoin social, tandis que les autres représentent le point de vue traditionnel de la gestion au prix de revient le plus bas et avec le profit le plus haut. Ces organismes, à leur apparition, ont été considérés comme des sortes de monstres par les économistes orthodoxes. De fait, l'hétérogénéité des éléments qui les composent est la source de bien des difficultés. Ils n'en sont pas moins

<sup>1</sup> M. F. PERROUX dans l'article précité de la *Revue d'Economie Politique* (juillet-août 1933) montre bien que les sociétés d'économie mixte ne sont pas nécessairement anti-capitalistes.

hautement représentatifs, par cette hétérogénéité même, de l'état présent de l'évolution économique, et ils iront sans doute en se multipliant. Rappelons à cet égard que le nouveau régime des *chemins de fer* comporte la création d'administrateurs d'Etat qui prendront place dans le conseil de chacun des grands réseaux, et auront un droit de regard sur la gestion — que, dans la *Compagnie Générale Transatlantique*, telle qu'elle vient d'être organisée, l'Etat, détenant la majorité des actions, sera en mesure de parler en maître aux assemblées générales, cependant que la gestion effective et quotidienne s'exercera par les méthodes et avec la technique des sociétés anonymes ordinaires — que dans la compagnie *Air-France*, à côté des administrateurs qui représentent les capitaux privés, prennent place des administrateurs d'Etat nantis d'un droit de veto à l'égard des mesures qui leur paraîtraient contraires à l'intérêt national, — qu'enfin dans le conseil d'administration de la *Compagnie Nationale du Rhône*, constituée le 27 mai 1933, seize membres sur quarante représentent l'Etat tandis que les autres sont les représentants du Département de la Seine (6) des villes des régions riveraines (6) de la Compagnie P. L. M. (6) et des sociétés intéressées (6).

En même temps qu'ainsi, au sein d'entreprises et d'affaires qui demeurent partiellement privées,

pénètrent les fins collectives ou publiques<sup>1</sup>, nationales ou sociales, un effort parallèle se poursuit dans le sens de l'assouplissement et, comme on dit souvent, de l'*industrialisation des services et des exploitations de l'Etat*. Pour ne citer qu'un exemple, la régie des tabacs, depuis qu'elle a été confiée à la Caisse autonome d'amortissement, s'est inspirée, dans sa gestion, des méthodes en usage dans les entreprises capitalistes ordinaires et dont une longue expérience a consacré le succès. Parties de deux directions antithétiques, la société anonyme et l'entreprise d'Etat se rapprochent ainsi et on conçoit qu'à la limite elles puissent se rencontrer en un type mixte qui mettrait ce que la technique capitaliste comporte d'efficacité au service des fins supérieures de l'intérêt public<sup>2</sup>.

L'imbrication des activités individuelles, collectives, publiques se poursuit également, sur un plan beaucoup plus général, par le moyen d'une *technique juridique* encore à ses débuts et que nous croyons appelée à un grand avenir. La faillite de l'individualisme rend nécessaire une extension de l'action réglementaire et coordinatrice des

<sup>1</sup> Sur les expériences italiennes d'économie mixte, cf. L. GANGEMI, *Le società anonime mixte*, Florence, 1933.

<sup>2</sup> Sur la notion américaine d'« industrie de service public », cf. F. TREVoux, *Le développement et la réglementation de l'industrie électrique aux Etats-Unis*, Giard, 1933, avec une importante préface de M. Ed. LAMBERT.

groupes et de l'Etat. A certains égards, notre époque voit le heurt de ces trois ordres de forces. L'Etat et les groupes entravent et parfois tyrannisent les individus. Les groupes, lorsqu'ils deviennent très puissants, entrent en révolte contre l'Etat ou l'asservissent à leur fins particulières. L'Etat tente de réagir et quand il y parvient, comme il arrive sous les régimes de dictature, mate les groupes ou ne leur laisse qu'une indépendance purement apparente. Mais par delà ces conflits s'ébauchent des formes d'*entente* et de *synthèse*. L'association entre les groupes et l'Etat est réalisée dans un certain nombre de lois récentes, où le partage d'attribution se fait conformément au schéma suivant : à l'Etat, le soin de fixer les directives générales et d'imposer à tous le respect de la règle. Aux collectivités, la mission de diversifier l'application des principes par une réglementation variable selon les milieux professionnels. La mise en œuvre de cette méthode suppose, il est vrai, l'existence d'organisations économiques qui souvent ne sont encore qu'embryonnaires. Elle implique une sorte de renaissance du régime corporatif, sous une forme modernisée et qui tienne compte d'une mobilité de la technique et des goûts, et d'une distinction des classes, que l'Ancien Régime n'avait pas connues. En France, où l'action collective se heurte à des obstacles nés d'un particularisme extrêmement vivace, la tâche est singulièrement malaisée.

Elle s'impose cependant et les grandes lois sociales de ces dernières années ont — autant que cela se pouvait faire dans l'état de division où la classe ouvrière se débat — adopté cette orientation nouvelle. Sans revenir sur la législation qui réglemente le travail à domicile, le repos hebdomadaire, la journée de huit heures<sup>1</sup>, signalons que la loi du 11 mars 1932 relative aux allocations familiales (entrée partiellement en application le 1<sup>er</sup> octobre 1933) oblige les employeurs à s'affilier aux caisses de compensation déjà existantes ou à en former d'autres sur le même modèle<sup>2</sup>. Elle consacre donc une institution collective spontanée. L'intervention de l'Etat était indispensable pour donner à cette institution un caractère de généralité que d'elle-même elle n'avait pu prendre, mais en somme elle se borne à sanctionner, en l'étendant aux réfractaires, l'action organisatrice des intéressés.

C'est de même par des solutions de synthèse

<sup>1</sup> Cf. G. PIROU, *Intervention légale et contrat collectif de travail* (*Revue d'Economie Politique*, nov.-déc. 1913); *Le problème du contrat collectif de travail en France* (*Revue Internationale du Travail*, 1922); LÉON DUGUIT et *l'Economie Politique* (*Revue d'Economie Politique*, janvier-février 1933). Cf. également G. SCHELLE, *Le Droit ouvrier*, Collection Armand Colin, 1922; J. BRETHE DE LA GRESSAYE, *Le Syndicalisme, l'Organisation professionnelle et l'Etat*, Librairie Sirey, 1931.

<sup>2</sup> Cf. sur cette loi R. RHEIN, *Les allocations familiales obligatoires*, Librairie du Sirey, 1932.

entre l'action collective et l'intervention de l'Etat que tendent à se résoudre, en tous pays, le problème des *cartels patronaux* et celui de *syndicats ouvriers*. A l'égard des uns et des autres, les pouvoirs publics ne peuvent s'en tenir ni à une attitude d'hostilité systématique qui méconnaîtrait le caractère collectif de l'économie moderne, ni à une politique de faiblesse qui fermerait les yeux sur les dangers que, du point de vue de l'intérêt général, l'action du groupe peut comporter. Admettre les syndicats et les cartels; leur confier même à l'occasion la mission d'ordonner dans leur sphère l'activité économique; veiller en même temps à ce qu'ils ne fassent pas de leur puissance un usage anti-social, tel est l'objectif à atteindre et on s'y achemine — à travers mille difficultés.

\*  
\* \*

En dernière analyse, ce qui distingue le régime économique d'aujourd'hui des constructions doctrinales de l'individualisme et du socialisme, c'est qu'il réalise un *mélange d'éléments empruntés à des systèmes différents*. Naturellement, le dosage actuel n'a rien d'immuable. Il subira dans l'avenir des changements. Il se peut qu'à certains moments, par une réaction dont le passé offre des exemples, soit accrue la part qui, dans ce mélange, revient aux forces individuelles et privées. La ligne géné-

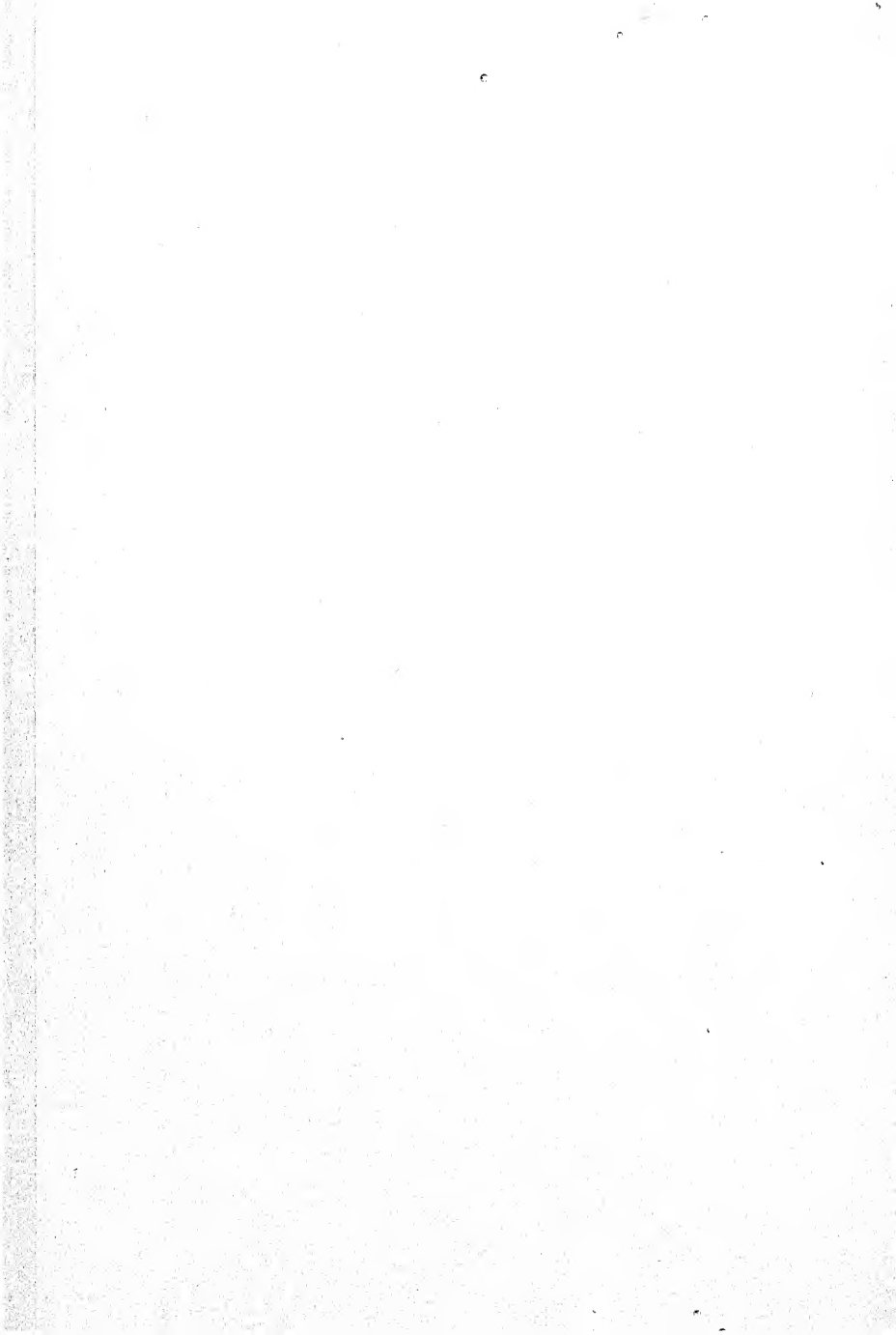


rale de l'évolution, perceptible derrière ces oscillations temporaires, nous paraît caractérisée par *une intégration croissante des individus dans le groupe et des groupes dans l'Etat*. Mais cette évolution, si elle implique *le recul de l'individualisme*, n'entraîne pas nécessairement *le déclin du capitalisme*. Elle postule seulement sa transformation qui, nous y avons insisté, est déjà partiellement accomplie. Les dirigeants du capitalisme comprendront sans doute la nécessité pour eux de se plier à une discipline collective et d'accepter un partage de souveraineté avec les facteurs d'économie publique et sociale. Ils y ont au fond intérêt, s'il est vrai qu'ils se garantissent par là contre le risque de mutations brusques infiniment plus dangereuses, qu'ils gardent dans la gestion des grandes affaires une place prédominante, et qu'ils continuent, derrière les façades démocratiques ou dictatoriales, à jouer dans l'Etat un rôle secret souvent décisif.

N'en concluons pas à la pérennité du capitalisme. Il est une catégorie historique qui n'a pas toujours existé<sup>1</sup> et qui disparaîtra un jour. Mais — abstraction faite de l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale qui ouvrirait la porte à toutes les possibilités — rien ne permet d'affirmer l'imminence de sa chute.

<sup>1</sup> Sur les origines historiques du capitalisme, cf. la bibliographie de M. G. BRUGUIER dans le volume italien précité, *La crisi del capitalismo*, pp. 154-159.

## Appendices



## Appendice I

### Capital et Capitalisme <sup>1</sup>

Lorsque l'on veut caractériser d'un mot le régime économique actuel des sociétés de l'Europe occidentale, on se sert du terme de « capitalisme ». Sur ce point, adversaires et partisans du régime actuel se trouvent d'accord. Ses adversaires, en particulier les socialistes, déclarent que notre régime économique d'aujourd'hui doit être condamné en raison même de ce caractère capitaliste. A leurs yeux, il est inique qu'il existe une classe d'individus, les capitalistes, qui dirigent et commandent l'activité économique et prélèvent sur le produit du travail des autres, des ouvriers surtout, un lourd tribut.

Les défenseurs de l'ordre économique existant admettent généralement, eux aussi, le qualificatif de capitaliste appliqué au régime actuel. Mais loin d'y voir un motif de condamnation, ils y trouvent une raison de légitimer la société présente. C'est, disent-ils, le capitalisme qui a rendu possible le développement de la production à notre époque, l'application des forces naturelles à la satisfaction des besoins des hommes, l'accroissement du bien-être de tous les membres de la société.

<sup>1</sup> Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, le 6 décembre 1935, et publié par la *Revue des Cours et Conférences*, n° du 30 janvier 1936.

A la vérité, cet accord initial entre individualistes et socialistes est plus apparent que réel, car lorsqu'ils parlent de capitalisme et de capital, partisans et adversaires du régime économique actuel ne prennent pas ces mots dans le même sens.

Ces deux termes en effet sont susceptibles de recevoir des auteurs qui les emploient des interprétations très diverses. Nous nous attacherons, aujourd'hui, à en bien préciser le contenu.

### I. CAPITAL ET CAPITALISME AU SENS TECHNIQUE

Les notions de capital et de capitalisme au point de vue technique, ont été élucidées par un économiste autrichien moderne : Böhm-Bawerk. Le point de départ de Böhm-Bawerk est que toute l'activité économique a pour fin la satisfaction des besoins humains. Il se peut (c'est la solution la plus simple) que dans la nature se trouvent des choses qui, telles qu'elle les fournit, sont immédiatement applicables à la satisfaction de nos besoins. Il se peut aussi (c'est le cas le plus fréquent) qu'il soit nécessaire, pour adapter les ressources naturelles à nos besoins, que le travail de l'homme les transforme. Mais on ne trouvera pas d'autres éléments possibles de la production que ces deux facteurs : les ressources naturelles et le travail humain. Les classiques considéraient qu'il y a *trois* facteurs de la production : la nature, le travail, le capital. La vérité, dit Böhm-Bawerk, c'est que le capital n'est pas un facteur de la production.

Dans la combinaison des ressources naturelles et du travail humain, deux *méthodes* différentes peuvent être et sont effectivement employées ; et c'est ici que nous allons voir apparaître le capital.

Dans une première méthode, le travail humain s'applique *directement* sur les ressources naturelles. Souvent, d'ailleurs, ce travail sera un simple travail de déplacement. Il ira chercher les ressources naturelles où elles se trouvent pour les porter là où elles sont utiles aux hommes. Un individu d'une peuplade primitive, habitant sur les bords de la mer, ira sur le rivage, à marée basse, prendre dans les flaques d'eau les poissons qui y sont restés. Si à proximité de l'endroit où il se tient, se trouve une source d'eau vive, il ira y puiser quand il aura besoin d'eau potable.

Cette méthode d'application directe du travail humain aux ressources naturelles, si elle est *la plus simple*, n'est pas généralement *la plus efficace*. Dès qu'ils arrivent à un stade de civilisation un peu avancé, les hommes comprennent qu'il existe une méthode *indirecte* qui est infiniment plus *féconde*.

Donnons d'abord des exemples pour nous élever à la théorie. L'individu s'aperçoit qu'au lieu de prendre des poissons à la main dans les flaques d'eau, ce qui demande beaucoup de temps et rapporte peu, il lui est plus avantageux d'employer un détour, de consacrer un certain temps à fabriquer un canot et des filets. Une fois en possession de cet attirail auxiliaire, il se rend à la pêche dans la mer même et prend tellement plus de poisson qu'il récupère très rapidement le temps passé à la confection de ces engins.

Autre exemple : au lieu de se déplacer chaque fois qu'il a besoin d'eau, l'individu abat des arbres, les creuse, les ajuste, établit une canalisation qui conduit l'eau à son habitation. Une fois la canalisation établie, il économise tellement de temps qu'il a

vite compensé les heures consacrées à cette opération.

Donc, tandis qu'en géométrie la ligne la plus avantageuse, pour aller d'un point à un autre, est la ligne droite, en économie politique, souvent la voie la plus avantageuse est une voie indirecte et oblique.

Comment se fait-il qu'il en soit ainsi? Au premier abord, il y a là quelque chose d'un peu mystérieux. L'analyse de Böhm-Bawerk est, sur ce point encore, très utile. Il montre que ce qui fait la fécondité de la méthode indirecte, c'est qu'elle permet de *mettre au service de l'homme un plus grand nombre de forces naturelles*. Souvent la nature contient des éléments applicables à la satisfaction de nos besoins, mais pas sous leur forme et avec leur texture premières. Notre individu veut se construire une habitation en pierres; non loin de l'endroit où il veut s'installer, il trouve une paroi de rochers, qui contient des éléments qui pourraient servir à construire la maison. Mais ils se présentent comme un énorme bloc; avec ses seules forces, l'homme est incapable de l'utiliser. Il lui faut s'asservir d'autres forces naturelles, se procurer un coin de fer, un marteau, pour entamer la paroi rocheuse, en tirer des morceaux transportables et les ajuster.

Voilà pourquoi il faut souvent employer une voie très indirecte, fabriquer un bien, voire même une série de biens qui, tels quels, n'apportent aucune satisfaction directe à nos besoins, mais qui permettent d'asservir des forces naturelles nouvelles, et, par ce détour, d'obtenir des biens consommables dans de meilleures conditions.

Nous sommes ainsi conduits à distinguer, dans l'ensemble des biens que la nature et le travail de

l'homme mettent à notre disposition, deux catégories : d'une part, les *biens de consommation*, c'est-à-dire ceux qui, directement, peuvent satisfaire nos besoins ; d'autre part, ceux que Böhm-Bawerk appelle les *biens intermédiaires*, c'est-à-dire tous ces biens dont l'utilité vient de ce qu'ils nous permettent d'obtenir, dans de meilleures conditions, les biens de consommation. Une usine, des machines, sont des biens intermédiaires. Du pain, des vêtements, un livre sont des biens de consommation. Ceci posé, Böhm-Bawerk appelle *capital*, au sens technique du terme, tous les biens intermédiaires.

Reste à montrer pourquoi nos sociétés modernes méritent d'être qualifiées de capitalistes en ce sens technique. Pour cela, il nous suffira d'évoquer les caractères *techniques* de nos sociétés modernes.

Une des modalités importantes de la division du travail dans nos sociétés modernes est le *sectionnement de la production*. Le passage de la matière première à l'objet fabriqué, du cuir à la chaussure, n'est plus, comme jadis, l'œuvre d'un seul ouvrier, mais d'une série d'*ouvriers* et même d'*entreprises* distinctes, qui se consacrent respectivement à l'extraction de la matière première, à la transformation en produit brut, au finissage, à la décoration, etc... A mesure que la division du travail s'accroît, que le sectionnement de la production s'opère, que des subdivisions sont créées dans ce sectionnement, augmente le nombre des individus qui ne fabriquent pas l'objet consommable, et dont l'activité s'emploie à fabriquer un bien intermédiaire. Les progrès de la division du travail sous la forme du sectionnement de la production, ont donc pour conséquence qu'un



nombre croissant d'individus appliquent leur effort à fabriquer du capital au sens technique.

Le parallélisme entre le développement du *machinisme* et l'importance du capital technique est encore plus évident. Le machinisme a pour conséquence de mettre à la disposition des hommes, grâce à des inventions ingénieuses, un nombre croissant de forces naturelles. Les machines n'ont d'utilité que parce qu'elles permettent d'aider la main-d'œuvre humaine par des forces empruntées à la nature. Mais, par là même, dans une société fondée sur le machinisme, un grand nombre d'hommes s'appliquent à la production de biens, à commencer par les machines, qui ne sont pas directement consommables. La machine est le type même du capital technique.

Nous arrivons ainsi à cette première conclusion : le caractère capitaliste de nos sociétés modernes est la conséquence des grandes transformations techniques, du règne de la production spécialisée et mécanique.

Mais une constatation de simple bon sens va vous montrer que nous n'avons pas épuisé, par là, les notions de capital et de capitalisme. Les adversaires du régime économique actuel dressent un réquisitoire contre le capitalisme ; ils déclarent qu'ils veulent détruire la société capitaliste. Or, il est certain que socialistes et communistes ne demandent pas la suppression du machinisme et du travail spécialisé, le retour à la production indifférenciée et à la main. Comment se fait-il que les collectivistes soient hostiles au capitalisme, et cependant ne veuillent pas rejeter ce qui nous a semblé être le capital ? C'est que, quand ils parlent du capitalisme et du capital, ils

n'emploient pas ces termes dans le sens que nous venons de définir. Après l'étude technique du capital, il y a lieu d'examiner, pour embrasser toute la complexité de la notion, son sens juridique.

## II. CAPITAL ET CAPITALISME AU SENS JURIDIQUE

Dans cette acception, le capital est quelque chose de tout différent des biens intermédiaires. Au sens juridique, le capital est tout bien *qui rapporte un revenu périodique à son propriétaire, sans contrepartie de travail actuel* de sa part. Un individu est propriétaire d'une maison qu'il n'habite pas ; il la loue ; il en tire un revenu périodique sans contrepartie de travail actuel. Sans doute, notre individu n'est peut-être propriétaire que parce que, dans le passé, il a fourni un travail qui lui a permis d'acheter la maison ; mais, à l'heure actuelle, il touche un certain revenu sans fournir aucune contreprestation. De même, le propriétaire d'actions d'une société anonyme touche périodiquement des dividendes sans contrepartie de travail actuel. Toutes ces sources de revenus constituent du capital au sens juridique *et on appelle capitalistes ceux qui touchent des revenus.*

Quels sont les rapports entre les deux aspects de la notion de capital : le capital juridique et le capital technique ?

Le capital juridique peut être, en même temps, un capital technique. Je suis propriétaire d'une maison que je n'habite pas, et que je loue à un chef d'entreprise qui y monte une usine. *Pour moi*, la maison est un capital juridique, puisqu'elle me procure un revenu sans travail ; elle est en même temps un capital technique, puisqu'elle sert à une entreprise indus-

trielle. Dans cette maison sont fabriqués des biens intermédiaires et des biens de consommation ; elle est, elle-même, un bien intermédiaire, destiné à faciliter la fabrication d'articles consommables.

Il se peut donc qu'il y ait concordance entre le capital technique et le capital juridique. Mais il peut en être différemment. Je loue ma maison à une personne qui l'habite elle-même. Pour mon locataire, cette maison est un bien de consommation, comme les subsistances, le pain, les vêtements, etc. Elle fournit directement une satisfaction, un abri contre les intempéries. Cette maison est, pour moi, un capital juridique, mais n'est pas un capital technique : les deux notions sont ainsi dissociées.

Ajoutons que les choses sont, ou ne sont pas, des capitaux juridiques *en conséquence du régime de droit en vigueur*. De sorte que, si la technique de la production demeure la même, mais que le régime de droit soit modifié, le capital technique ne sera pas touché, mais le capital juridique sera profondément transformé. Supposons qu'au régime actuel de l'appropriation privée des moyens de production soit substituée leur appropriation collective. Les groupes qui deviendraient propriétaires des moyens de production (la commune, l'Etat), continueraient à se servir de machines, à organiser la production spécialisée et mécanique. Le capital technique demeurerait donc, sous ce régime, ce qu'il est sous le régime de la propriété privée. Au contraire, il y aurait un changement considérable pour le capital juridique, il n'y aurait plus de particuliers qui tireraient un revenu périodique des usines, des actions, etc..., puisqu'ils auraient cessé d'en être propriétaires.

Pour achever de voir combien les deux notions

sont différentes, montrons quelle forme prend d'ordinaire le capital juridique. Généralement, il se présente sous une forme *immatérielle* et avec une expression *monétaire*. Quand on veut analyser ce dont se compose le capital d'une personne, on dit : elle a un certain nombre d'actions, de rentes, formant une valeur totale de tant de milliers de francs.

Il s'ensuit que le capital ne s'identifie pas avec les biens matériels dont il est l'expression. Ceux-ci peuvent se transformer et périr, tandis que le capital juridique subsiste. Considérons le titulaire d'une action d'une société anonyme. Au moment où il l'acquiert, la société est propriétaire de certains biens matériels. Mais ils déperissent plus ou moins vite. Dix ans, cinquante ans plus tard, il se peut que les biens qui composaient l'actif social au moment où cet individu a acquis son action aient entièrement disparu ; l'action n'en subsiste pas moins. Et notre droit français confirme cette analyse lorsqu'il déclare que même si une société par actions ne possède que des immeubles, le droit de l'actionnaire est mobilier ; il y a dissociation entre les biens matériels formant l'actif social et le titre qui est la propriété de l'actionnaire.

Dans nos sociétés modernes, le capitalisme au sens juridique a pris un développement considérable. Et il est facile de montrer que cette importance est la conséquence des caractères *juridiques* de nos sociétés modernes : propriété privée des moyens de production, liberté du travail et de la concurrence.

Le régime juridique libéral a pour effet de différencier les situations des individus. Si nous comparons la société anonyme moderne à l'entreprise mé-

diévale nous voyons que, dans celle-ci, l'individu était encastré en un organisme qui le dépassait, il avait sa voie tracée, il ne pouvait pas en sortir. Tous les individus ou à peu près avaient la même situation. Dans les sociétés modernes, au contraire, chacun choisit sa voie, court sa chance et ses risques ; les uns réussissent, d'autres échouent. Entre les premiers et les seconds il existe bientôt un écart formidable de situation sociale. Les premiers peuvent amasser une grande somme de biens ; ils en appliquent une part à la satisfaction immédiate de leurs besoins ; ils mettent le reste en réserve. Nous décrirons plus tard le mécanisme économique qui leur permet de tirer de ces biens en réserve des revenus périodiques sans en diminuer le montant en capital.

Par ailleurs, l'institution de la propriété privée des moyens de production vient consolider cette inégalité, et, donc, le privilège de ceux qui ont réussi. Quand la propriété privée se complète de l'institution de l'héritage, cette consolidation devient perpétuelle, sous réserve des prélèvements, d'ailleurs considérables, que le fisc effectue à chaque transmission successorale.

Ainsi, grâce à l'individualisme juridique et à la propriété privée, peut se former une classe de capitalistes, c'est-à-dire d'individus qui (en dehors des revenus que leur apporte, peut-être, leur travail présent) tirent, du capital juridique dont ils sont propriétaires, des revenus périodiques sans contre-partie de travail actuel.

Mais d'autre part, nous avons vu antérieurement que la forme principale des grandes entreprises modernes est la société anonyme, qui permet de grouper dans une entreprise de vastes capitaux appartenant

à des multitudes d'individus. Il en résulte que, en même temps qu'augmente l'importance du capital juridique, augmente aussi le nombre des capitalistes. Les défenseurs de notre société insistent volontiers sur la démocratisation, sur la diffusion du capital juridique dans toutes les classes de la société. Actuellement, dans un pays comme la France, il y a très peu d'individus, de familles, qui ne soient, peu ou prou, capitalistes, qui ne possèdent pas dans leurs tiroirs quelques actions de sociétés anonymes, quelques rentes sur l'Etat, quelques Bons de la Défense nationale ou de la Caisse autonome d'Amortissement.

Tout en reconnaissant la vérité de cette observation, il ne faut pas cependant lui donner une portée excessive, car cette poussière de petits capitalistes des classes ouvrières et rurales, est, dans la vie économique d'aujourd'hui, un élément passif plus qu'actif. Ils détiennent, à eux tous, une grande masse d'actions, d'obligations, de titres de rentes, mais ce ne sont pas eux qui dirigent l'activité économique. Au-dessus d'eux règne une minorité, une aristocratie de grands capitalistes, dont chacun possède un portefeuille varié de titres des entreprises les plus diverses. Ces grands capitalistes ont accès dans les conseils d'administration de toutes les sociétés importantes, et par là exercent une influence décisive sur l'orientation de la production.

Finalement, si nous rapprochons les deux notions de capitalisme technique et de capitalisme juridique, nous comprenons pourquoi, dans nos sociétés modernes, le capital technique et le capital juridique occupent une place beaucoup plus grande que dans les sociétés des siècles et des types antérieurs. Le

capital *technique* joue un rôle primordial en conséquence des progrès de la division du travail et du machinisme. Le capital *juridique* est au premier plan, en conséquence du régime de la liberté du travail et de la concurrence et de l'appropriation privée des moyens de production.

Et cette analyse nous montre également que nos sociétés modernes, au point de vue économique, sont la résultante de la conjonction entre 1° la *technique* de la production *spécialisée* et *mécanique* et 2° le régime de la *propriété privée* et de la *libre concurrence*.

---

## Appendice II

### Les causes et les résultats de l'Économie dirigée<sup>1</sup>

La notion d'économie dirigée n'est pas de celles qui peuvent se définir d'un mot. Et il est manifeste que tous ceux qui en parlent ne lui donnent pas le même contenu. Un tel flottement n'est pas rare dans les controverses économiques. Par exemple, le débat qui se poursuit depuis plusieurs années sur la crise du capitalisme a été visiblement embrouillé par la multiplicité des significations que l'on peut donner au mot de « capitalisme », dans lequel les uns voient une sorte de synonyme de machinisme, tandis que les autres le prennent comme l'expression de l'individualisme et de la libre concurrence. La première tâche qui nous incombe consiste donc à éclairer notre lanterne et à bien spécifier ce qu'il faut entendre par économie dirigée.

A mon sens, l'économie dirigée se situe en quelque sorte à mi-chemin entre l'économie *libre* et l'économie *socialisée*. Elle se distingue de l'une et de l'autre,

<sup>1</sup> Cet appendice reproduit, avec quelques adjonctions et suppressions, le texte d'une conférence faite le 6 mars 1935 à l'Institut National Agronomique et publiée déjà, avec les autres conférences de la même série, dans le volume *L'Économie dirigée et l'Agriculture*, Librairie de l'Institut National Agronomique, 1935.



mais en même temps elle emprunte à l'une et à l'autre certains éléments et c'est dans l'amalgame de ces éléments divers que réside son originalité propre.

*L'économie libre*, c'est le système qui confie aux individus et aux groupes privés la tâche d'organiser spontanément la production et les échanges. Les défenseurs de ce système comptent que se réalisera automatiquement, par l'entrecroisement spontané des activités économiques, l'adaptation de l'offre à la demande, l'équilibre entre la production et le besoin social. Aux origines de la science économique, cet optimisme avait un fondement métaphysique et religieux. La première grande école économique, celle des *physiocrates*, fondait son libéralisme sur la croyance à un ordre naturel des choses que la divinité avait voulu, qui donc valait mieux pour le bonheur des hommes qu'une intervention arbitraire des pouvoirs publics si bien intentionnée qu'elle fut. Par la suite, le libéralisme, s'est, en quelque sorte, laïcisé. Chez ses grands interprètes du XIX<sup>e</sup> siècle, il se donne comme la résultante de l'observation et de la science. C'est par le jeu des prix en régime de libre concurrence qu'est assurée, déclare-t-on alors, l'harmonisation spontanée de la production aux besoins.

Supposons qu'à un moment donné du temps, par suite d'une erreur de prévision des producteurs ou par l'effet d'un changement dans les goûts des consommateurs, l'équilibre soit rompu entre l'offre et la demande. L'offre est-elle en excédent sur les besoins? Il s'ensuivra une chute de prix. Mais cette chute découragera une partie des producteurs qui se détourneront donc d'une branche d'activité qui ne leur laisse plus de bénéfices. Ils chercheront pour leur initiative et leurs capitaux une direction plus rému-

néralrice et la trouveront dans les secteurs de production où le besoin social n'est pas complètement satisfait. Ainsi le déséquilibre, quand il se produit sur un point donné, déclanche un mécanisme auto-correcteur et, sous l'impulsion de leur simple intérêt personnel, les producteurs sont contraints de s'adapter aux fluctuations des goûts et des besoins.

La mode vient-elle à induire les jeunes gens à circuler dans les rues sans chapeau ? Un certain nombre de chapeliers seront amenés par là à cesser leur industrie ou leur commerce. Les capitaux et la main-d'œuvre se détourneront de cette branche de production d'où le désir social s'est écarté et se porteront vers la fabrication et la vente des appareils de T. S. F. qui correspondent à un besoin nouveau et d'une amplitude croissante.

A l'opposé de l'économie libre se place l'*économie socialisée*. Celle-ci, qui a perdu confiance dans le jeu des activités individuelles et des initiatives privées, entend retirer aux individus et aux groupements libres la propriété des moyens de production. Cette propriété, elle la transfère à l'Etat ou plutôt aux collectivités publiques (qui peuvent être les autorités locales, le département, la commune, la ville, ou des groupements *publics* spécialisés, syndicats, coopératives, corporations). L'essentiel du système est donc l'abolition de la propriété individuelle, tout au moins en ce qui concerne les usines et les outillages.

Bien entendu, dans un tel régime, il n'y a plus à compter sur le mécanisme des prix pour l'adaptation de la production aux besoins, puisque ce mécanisme, tel que nous l'avons esquissé tout à l'heure, supposait implicitement la libre concurrence et la possi-

bilité pour chaque individu de transporter son activité et ses capitaux là où il en pouvait tirer les plus substantiels profits. C'est donc la collectivité qui va elle-même, par une action réfléchie et concertée, calculer les diverses formes du besoin social et y adapter l'orientation des capitaux et des hommes. D'où l'importance que prend nécessairement dans ce système l'idée de *plan*. Ses partisans d'ailleurs proclament que la supériorité du régime qu'ils proposent sur l'individualisme libéral vient précisément de ce qu'il substitue l'*ordre* à l'*anarchie*, la *raison* à l'*empirisme*, le *conscient* à l'*inconscient*.

J'ai annoncé tout à l'heure que l'économie dirigée se place entre ces deux extrêmes et il va m'être facile maintenant, par comparaison, de dessiner sa physiologie. L'économie dirigée conserve de l'individualisme le principe de la *propriété privée* des capitaux et des moyens de production. Mais elle retient de l'économie socialisée l'idée du *plan*. Ces deux notions, elle entend les amalgamer en un ensemble. L'Etat ne se proposera pas (sauf dans quelques secteurs particuliers où interviennent des raisons spéciales) de gérer lui-même les usines et les magasins ; il laissera aux individus le soin de le faire à leurs risques et périls, mais il soumettra ces entreprises individuelles et privées à un contrôle et à des règles qui traduiront sa volonté de canaliser et d'orienter les activités économiques en une direction que, d'elles-mêmes, elles n'auraient sans doute pas prise.

\*  
\* \*

Entendue en ce sens, l'économie dirigée n'est pas une nouveauté. Un grand homme d'Etat comme

Colbert en était déjà l'apôtre. Quand il fut au pouvoir Colbert prit un ensemble de mesures très variées qui s'inspiraient d'un plan systématique et concouraient à une même fin : développer la prospérité de l'industrie nationale pour accroître grâce à elle le stock de métaux précieux du pays. Colbert ne se bornait pas à élever des barrières douanières aux frontières ; son programme comportait aussi un contrôle et un regard sur les procédés mêmes de fabrication, l'emploi des matières premières, etc. Cette industrie à laquelle allaient tous ses soins, il n'entendait sans doute pas en retirer la gestion aux individus, mais il estimait que l'Etat avait le droit et le devoir de surveiller leur activité et de tenir la main à ce qu'elle soit exercée conformément à l'intérêt national.

Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, le système de l'économie libre l'a emporté dans les grandes nations de l'Europe occidentale, et en particulier en France. La Révolution Française a, dans l'ordre économique, fait disparaître les entraves que, sous l'Ancien Régime, les corporations et les pouvoirs publics avaient mises à la libre activité et à la libre initiative des chefs d'entreprises. L'Assemblée Constituante, où dominait l'influence des Physiocrates, entendit réaliser la formule du « laissez-faire, laissez-passer ». Et toute l'évolution économique qui correspond à ce mot de « capitalisme » dont nous évoquions tout à l'heure le contenu complexe fut précisément le résultat de la conjonction entre les grandes transformations techniques qui aboutirent à la production mécanique et concentrée et la vaste émancipation juridique qui permit le règne de la concurrence et du libre contrat. Assurément, même dans cette période où triomphe le libéralisme économique, l'Etat conserve certains droits.

Il contrecarre les courants naturels d'échange par des mesures douanières dont il ne se départit qu'à de rares intervalles et pour peu de temps. Dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle se multiplient les lois sociales qui, dans une pensée de protection de la main-d'œuvre, limitent sur de nombreux points la liberté des chefs d'entreprises. Mais du moins, pour l'essentiel de leur gestion économique : achat des matières premières, choix des procédés de fabrication, fixation des quantités à produire, établissement des prix de vente, l'industriel, le commerçant, l'agriculteur prennent les décisions librement à leur risques et périls. Les conventions qu'ils passent avec leurs fournisseurs, avec leur personnel, avec leurs clients échappent au contrôle des pouvoirs publics quand elles ne sont pas entachées d'erreur, de dol, de violence.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même et l'économie libérale est en complet déclin : déclin dans les *esprits*, car il reste peu d'hommes à notre époque, sauf certains spécialistes de l'analyse économique, pour croire que l'harmonie sociale peut résulter automatiquement du libre jeu des activités individuelles ; déclin dans les *faits*, puisque toutes les grandes nations, quels que soient leur régime politique et leur structure économique, se sont engagées sur la route de l'économie dirigée. Cette attitude très générale a certainement des causes profondes. C'est à les découvrir que nous devons maintenant nous appliquer.

### I. LES CAUSES ET LES FORMES DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Si l'on voulait indiquer les origines les plus lointaines du mouvement contemporain d'économie di-

rigée, il faudrait, je crois, décrire dans son ensemble l'évolution économique qui se poursuit depuis un demi-siècle et dont les deux caractères essentiels sont : 1° la concentration croissante des entreprises et 2° les ententes, publiques ou occultes, qui se sont nouées entre ces grandes entreprises concentrées.

Ce double mouvement a mis fin, en fait, dans un large secteur de la vie économique, à la libre concurrence, et rendu inéluctable un contrôle des pouvoirs publics sur la production et sur les échanges.

Toutefois le courant d'économie dirigée n'aurait pas pris le développement auquel nous assistons aujourd'hui s'il n'avait été servi par les deux grands événements qui ont commandé l'histoire de ces vingt dernières années : la *guerre* et la *crise*.

A. — Les bouleversements brusques amenés dans le mécanisme économique par le déclenchement d'une grande guerre détraquent l'équilibre entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande. S'il fallait attendre que cet équilibre se rétablisse de lui-même sur de nouvelles bases, grâce au jeu des prix, et par le transfert des hommes et des capitaux d'un secteur à un autre, cette adaptation demanderait un temps dont la nation ne dispose pas et une plasticité qui fait défaut à l'économie de guerre ; elle impliquerait, pendant la période de transition, des souffrances et des heurts auxquels on ne peut soumettre le moral fragile de l'opinion publique. D'où la nécessité, pour l'Etat, de prendre en mains les leviers de commande et de veiller, par une action directe, à l'établissement prompt d'un équilibre nouveau. Chez tous les pays belligérants, cette intervention de l'Etat est apparue indispensable dans trois domaines : 1° pour ce qui est d'abord des *fabrications*

de guerre, où il a fallu inciter la métallurgie privée à adapter ses installations et ses outillages à des productions nouvelles et où il a été nécessaire aussi de monter de toutes pièces des usines d'Etat qui servaient de modèles et de champ d'expériences.

2° L'Etat a été contraint également de prendre en mains l'*importation* et la *répartition* des *matières premières* et il est caractéristique de signaler à cet égard que le pays-type de l'individualisme économique, l'Angleterre, a fait pression sur nous en ce sens. L'aboutissant, ce fut le *consortium* : groupement obligatoire des chefs d'entreprises par spécialités professionnelles. L'Etat en était l'instigateur : c'est lui qui négociait avec les fournisseurs étrangers l'achat des matières premières, qui fixait le prix de revente de ces matières premières par le consortium à ses membres, qui déterminait quel emploi le consortium ferait de ses bénéfices. Il me suffit d'avoir évoqué ces quelques traits pour qu'on aperçoive dans le consortium une réalisation typique de ce que nous avons appelé tout à l'heure l'économie dirigée, en même temps que l'ébauche de certaines formes plus récentes sur lesquelles nous aurons à revenir. Le consortium réalise d'autorité une discipline de la profession sous le regard et sous l'égide de l'Etat afin d'éviter le gaspillage ou une répartition trop injuste des matières premières que les circonstances obligent impérieusement à économiser.

3° L'intervention des pouvoirs publics devait s'exercer aussi, en tous les pays belligérants, sur le prix d'un certain nombre de *consommations qui tiennent une place de choix dans les budgets populaires*. Qu'il s'agisse des *denrées alimentaires* ou des *loyers*, les pouvoirs publics n'ont accepté nulle part

que le déséquilibre entre l'offre et la demande entraîne une hausse des prix qui eût risqué de susciter des mouvements de foule et l'on a pris alors des mesures, variées suivant les pays, mais qui tendaient toutes au même but : dispositions légales impératives, telle que la taxation des loyers ; contrôle judiciaire fondé sur la notion de spéculation illicite ; création de magasins publics vendant au juste prix ; restriction autoritaire de la consommation au moyen de cartes alimentaires. Par ces divers moyens l'Etat a entendu mettre un frein aux mouvements naturels que n'eût pas manqué d'entraîner le déséquilibre entre l'offre et la demande causé par la guerre et qui se fussent traduit par une hausse excessive des prix et l'accaparement des marchandises rares par les privilégiés de la fortune.

\*  
\* \*

B. — Sitôt la guerre finie, la plupart de ces mesures furent abolies, à la demande des industriels et des commerçants désireux de reconquérir leur pleine liberté et avec le consentement de l'opinion publique qui estimaient que des restrictions nées de la guerre n'avaient pas de raison de survivre à celle-ci. Mais le retour au libéralisme devait être de courte durée. A partir de 1929-1930 le déclenchement de la crise vient à nouveau bloquer le mécanisme économique et entraîne les pouvoirs publics dans une politique d'économie dirigée d'une ampleur sans précédent.

A la vérité, les mesures qui ont été prises en ces dernières années ont eu bien souvent un caractère empirique et circonstanciel et il serait un peu naïf d'y voir l'application d'une doctrine réfléchie. Les



pouvoirs publics bien souvent se sont bornés à aveugler les voies d'eau qui se produisaient sur le navire en détresse lorsqu'il leur semblait qu'elles mettaient en danger un contingent important de passagers. Les renflouements de telles ou telles banques, de telle ou telle grande entreprise de transports se rattachent à ce type. Il n'en est pas moins vrai qu'ils apportent de l'eau au moulin de l'économie dirigée d'autant que généralement l'Etat, pour prix de son concours financier, exige qu'on lui fasse une place dans les rouages directeurs de l'entreprise renflouée, laquelle passe, du coup, dans le secteur de l'*économie mixte*. Elle ne devient pas une entreprise publique mais elle cesse d'être une affaire purement privée, et nous retrouvons donc ici l'amalgame entre les deux systèmes de l'économie *libre* et de l'économie *socialisée* qui nous a paru être le propre de l'économie *dirigée*.

Plus typiques encore sont les interventions par lesquelles l'Etat s'est appliqué à corriger les *déséquilibres entre l'offre et la demande* que la crise révélait. Ici il ne s'agissait plus, comme durant les années de guerre d'*insuffisance de l'offre*, mais, à l'inverse, d'un *excès de production*.

Le danger n'était plus celui d'une hausse excessive des prix, avec une impossibilité d'approvisionnement pour certains consommateurs ; il était au contraire d'une baisse excessive des prix, avec une impossibilité d'écoulement de leurs stocks pour certains producteurs. Pour faire frein à la baisse, on a tout naturellement songé à édicter d'autorité un prix minimum. C'est ce que fit par exemple chez nous, pour le blé, la loi du 10 juillet 1933. L'expérience n'a pas tardé à montrer qu'une mesure de ce genre ne saurait

suffire à rétablir l'équilibre rompu. Le prix est une résultante. Vouloir le modifier sans toucher aux conditions de l'offre et de la demande, c'est s'attaquer à un symptôme du mal, et non au mal lui-même.

Puisque l'avalissement des prix provient d'une production excédentaire, en face de laquelle se place une demande insuffisante, l'action d'assainissement ne sera efficace et durable que si elle s'étend aux éléments de l'offre et de la demande pour les réajuster l'un à l'autre. On est donc tout naturellement amené à une politique à deux branches : d'une part les pouvoirs publics entreprennent d'agir sur l'offre pour la *discipliner* et la *réduire* : on contraint les producteurs à stocker une partie de leur récolte pour éviter qu'elle ne pèse sur les cours — avec l'espoir que ces stocks pourront s'écouler plus aisément dans les années suivantes. — On interdit l'extension des cultures, ou, s'il s'agit d'industrie, l'ouverture de nouvelles usines. On va même parfois jusqu'à édicter l'arrachage des plants, comme cela a été proposé pour la vigne, ou la fermeture des usines les moins bien placées et les moins bien outillées.

D'autre part, dans cet effort de réadaptation forcée entre la production et la consommation, les pouvoirs publics s'appliquent parallèlement à trouver des débouchés nouveaux aux produits dont le marché est déséquilibré. Mille efforts ingénieux, parfois un peu factices, sont déployés en ce sens. Par exemple, on décide d'intensifier la consommation du vin ou de la viande dans les casernes ; on oblige les automobilistes à substituer à l'essence un carburant national où s'incorpore une forte dose d'alcool ; on entreprend de vastes travaux publics pour assurer à la

main-d'œuvre un emploi que les affaires privées ne lui offrent plus.

Quand on est engagé dans cette voie, la tentation est forte d'aller jusqu'à la mesure extrême, qui paraît susceptible de revigorer une consommation anémiée et de redonner aux affaires leur activité d'antan. Pour une part (sur l'étendue de laquelle les économistes ne sont pas tout à fait d'accord mais dont aucun ne conteste l'existence), la crise est causée, ou au moins aggravée, par l'*insuffisance du pouvoir d'achat* dont disposent les masses. Les pouvoirs publics n'ont-ils pas les moyens d'accroître ce pouvoir d'achat en faisant une plus large distribution de moyens monétaires? Par là nous sommes conduits, de l'économie dirigée à la *monnaie dirigée*. Sujet qui à lui seul demanderait tout un exposé et que je ne retiens ici que dans la mesure où il est nécessairement lié à l'ensemble du système de l'économie dirigée. De tous temps, même aux époques où fleurissait le libéralisme économique, le droit de battre monnaie a été considéré comme un privilège de l'Etat. Mais avant guerre, on pensait généralement que le rôle de l'Etat à cet égard consiste simplement à mettre à la disposition de la nation une monnaie *saine*, entendez par là, ayant une valeur intrinsèque immuable s'il s'agit de monnaie métallique, ou, en ce qui concerne la monnaie de papier, convertible aisément en métal.

La doctrine de la monnaie dirigée a des ambitions beaucoup plus hautes. Elle entend que l'Etat agisse sur l'appareil monétaire pour conférer à la monnaie un *pouvoir d'achat stable au cours du temps*. L'Etat augmentera donc ou diminuera les quantités de billets en circulation, il modifiera éventuellement la teneur en métal de la monnaie pour assurer cette

stabilité du pouvoir d'achat. En période de crise, on aperçoit de quelle manière l'Etat usera de ce pouvoir nouveau. Si la baisse des prix rend insupportable aux débiteurs la charge des emprunts qu'ils ont contractés aux temps de la prospérité, on allégera d'autorité cette charge en modifiant la définition de l'unité monétaire. Si le fléchissement général des revenus enlève aux masses leur ancien pouvoir d'achat, on lancera dans la circulation des quantités nouvelles de monnaie pour compenser ce fléchissement.

\*  
\*\*

Le tableau général et schématique des moyens par lesquels se développe la politique d'économie dirigée appellerait bien des nuances et des retouches si nous voulions y englober toutes les applications concrètes qui en ont été faites dans les principaux pays. En chacun d'eux, la pratique de l'économie dirigée revêt des modalités particulières où se reflète la diversité des structures économiques et des tempéraments nationaux. En France, elle est demeurée jusqu'ici assez empirique et fragmentaire. En Allemagne, elle a pris un caractère d'autoritarisme très marqué et les raisons proprement politiques ont le pas sur les considérations économiques. En Italie, l'économie dirigée se recouvre d'un voile corporatif qui jusqu'à présent n'a guère été qu'une apparence, mais qui peut-être demain deviendra une réalité. Aux Etats-Unis, l'expérience Roosevelt a aussi sa physionomie propre : deux traits essentiellement la définissent : les préoccupations sociales très hardies de ses promoteurs qui visent à une redistribution du revenu national entre les classes et l'importance parti-

culière donnée, parmi les moyens d'action, à la politique monétaire.

Ces diversités nationales vous seront exposées avec plus de détail dans les conférences qui suivront celle-ci<sup>1</sup>. Mais par delà ces diversités, l'économie dirigée présente en tous pays une unité profonde du fait que, toujours, elle se traduit par une intervention autoritaire des pouvoirs publics visant à établir un équilibre qui, de lui-même, ne se réaliserait pas dans des conditions de rapidité suffisante, ou qui s'établirait à un niveau jugé inacceptable.

## II. LES RÉSULTATS ET L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Les pratiques d'économie dirigée auxquelles se sont livrés les Etats, pendant la guerre et depuis la crise, ont été assez nombreuses pour qu'il soit, d'ores et déjà, possible de dégager les résultats qu'elles ont donnés. Les économistes libéraux les ont jugées très sévèrement et ils ont parlé d'une véritable « faillite » de l'économie dirigée qui, d'après eux, serait responsable, beaucoup plus que le capitalisme, des maux dont actuellement nous souffrons. Si nous voulons, en dehors de tout esprit de parti ou de polémique, tirer à cet égard les leçons de l'expérience, il me paraît indéniable qu'en effet, l'économie dirigée a causé, dans son application, de graves déceptions. Je m'efforcerai de vous indiquer brièvement les motifs de cet échec au moins partiel et nous nous demanderons ensuite s'il en faut tirer un verdict de condamnation sans appel.

<sup>1</sup> On en trouvera le texte dans le volume précité, *L'Economie dirigée et l'Agriculture*, Librairie de l'Institut National Agronomique, 1935.

Tout d'abord, il est hors de doute que les gouvernements et les parlements ont usé souvent avec beaucoup de maladresse de l'arme nouvelle qui leur était confiée. Les rouages gouvernementaux n'étaient nullement préparés à cette tâche. Le personnel des services de l'Etat était accoutumé à des besognes administratives ou politiques qu'il remplissait généralement d'une manière très correcte et conformément à des traditions solidement établies. Jetés brusquement dans la mêlée économique, les fonctionnaires ont été naturellement assez désemparés et l'interpénétration brusque entre l'administration et les affaires a donné à certains agents de l'Etat, devenus grands maîtres des licences d'importation, des autorisations de production, de la surveillance des marchés, de l'octroi des crédits, des tentations auxquelles tous n'ont pas résisté. Quant aux Parlements, ils se sont montrés eux aussi souvent inférieurs à la tâche, parce qu'ils ont obéi trop souvent à la pression d'intérêts particuliers et qu'ils manquaient des connaissances techniques qui leur auraient permis de dominer les problèmes.

Mais il y a plus. Les pratiques d'économie dirigée ont parfois entraîné une aggravation de la crise qu'elles prétendaient combattre, parce que, au lieu de corriger le déséquilibre, elles aboutissaient à l'accroître. Nous abordons ici un point crucial de l'analyse car il ne s'agit plus de simples erreurs ou maladresses inhérentes au début d'une expérience, mais d'un vice intime du système, qui donc semble plus difficilement corrigible. Prenons l'exemple de la législation inaugurée pendant la guerre sur les loyers : elle fut la conséquence d'une insuffisance du nombre des logements par rapport aux demandes. Mais cette

législation même, n'a-t-elle pas contribué à prolonger la crise, d'une part, en décourageant la construction, d'autre part, en maintenant dans des locaux devenus trop grands pour eux des locataires qui, en l'absence de cette législation, les eussent quittés, bref en empêchant le déclenchement de ce mécanisme auto-correcteur qui, par le canal de la hausse des prix, rend possible un nouvel équilibre en accroissant l'offre et en restreignant la demande?

L'effondrement des cours du blé provenait d'une production excédentaire en fonction des besoins. En édictant un prix minimum, n'a-t-on pas induit les agriculteurs à intensifier une production déjà excessive voire à transformer en terres à blé des surfaces qui, auparavant, étaient affectées à d'autres cultures?

Pour donner un dernier exemple pris en dehors de la France, il est avéré que la réglementation du prix du caoutchouc par le plan Stevenson incita les producteurs des Indes Néerlandaises à accroître leurs plantations, et par là à encombrer davantage encore un marché déjà sursaturé et que l'on prétendait assainir. Les économistes individualistes se sont très habilement emparés de ces faits pour en conclure qu'il y a une sorte d'incompatibilité essentielle entre l'économie dirigée et la science économique et une tragique contradiction entre les intentions et les résultats du dirigisme : on aggrave le mal que l'on voulait guérir parce qu'on contrecarre le mécanisme naturel qui seul pouvait — au prix de sacrifices temporaires et d'éliminations inévitables, — réadapter aux niveaux nouveaux commandés par la crise le montant des productions, le courant des échanges, le niveau des prix?

Pour une autre raison encore, l'économie dirigée

risque d'accentuer, de prolonger le déséquilibre économique mondial. Les mesures d'économie dirigée sont toujours prises dans le cadre d'une nation particulière puisqu'elles émanent des pouvoirs publics et que ceux-ci n'ont autorité qu'à l'intérieur des frontières d'un pays. Par suite il est fatal que cette politique vise beaucoup plutôt à organiser la production et les échanges *à l'intérieur du pays* qu'à promouvoir et à intensifier les courants économiques *internationaux*.

Cette orientation est fatale surtout à une époque comme la nôtre, où le nationalisme économique a pris, sous le double signe de la guerre puis de la crise, une acuité exceptionnelle. De fait, à mesure que la politique d'économie dirigée s'installait dans les grands Etats de l'Europe occidentale et aux Etats-Unis, elle devenait l'agent et l'instrument de tendances autarchiques qui, suivant les pays, ont des intensités très variables, mais qui sont visibles, au degré près, partout, même dans cette Angleterre qui était avant la guerre la terre d'élection du libre échange. Or, tout observateur impartial doit reconnaître que le développement du nationalisme économique, loin d'apporter un remède véritable à la crise, est un facteur de sa prolongation.

Si l'on constate en effet dans le monde une surproduction et une sous-consommation générales, une des raisons de ce déséquilibre ne doit-elle pas être cherchée dans la volonté qu'ont eue tous les Etats, au lendemain de la guerre, de maintenir et de développer les outillages et les usines que, pour les besoins de la guerre, ils avaient improvisés, et d'y ajouter toutes les industries qui leur paraissaient nécessaires à la sauvegarde de leur indépendance.



Par l'addition de ces efforts nationaux, le monde s'est trouvé suréquipé, cependant que l'élévation de barrières douanières aux frontières, anciennes et nouvelles, multipliait les obstacles à l'écoulement d'une production surabondante. Si cette analyse est exacte, on aperçoit que demander l'atténuation de la crise à une politique d'économie dirigée, qui a nécessairement une tendance autarchique, c'est peut-être espérer le remède de ce qui est une des principales causes du mal lui-même.

Ce tableau des dangers de l'économie dirigée serait incomplet si je ne mentionnais enfin les critiques qu'à l'application soulève un des aspects particuliers, mais non le moins important, de cette politique, celui qui a trait à la monnaie. Là encore ne peut-on pas dire qu'il existe une sorte d'antinomie entre l'objectif poursuivi et les résultats obtenus? Le dirigisme monétaire entend, nous l'avons vu, poursuivre la stabilité du pouvoir d'achat dans le temps, mais n'est-il pas clair que du jour où l'Etat s'arroe le droit de manipuler et comme on l'a dit, de *tripoter* la monnaie, il introduit dans la vie économique un facteur grave d'instabilité et d'incertitude. Quand l'Etat prend en mains l'appareil monétaire, on ne sait pas à l'avance quelles pressions seront sur lui les plus fortes : pression des *débiteurs* qui souhaitent un affaiblissement de la monnaie, ou pression des *créanciers* qui veulent le maintien des anciennes parités, pression des *spéculateurs* à qui l'instabilité monétaire apporte des sources nouvelles de gain, ou pression des *rentiers* qui demandent une exécution correcte des engagements de l'Etat. Dès lors une incertitude générale plane sur l'avenir et interdit les longs espoirs et les vastes pensées, faute desquels les com-

binaisons économiques de grande envergure ne seront pas entreprises. En outre, la monnaie dirigée recèle un danger qui est devenu manifeste en ces deux ou trois dernières années.

A l'origine, les manipulations monétaires ont été le plus souvent l'effet de pures nécessités bien plutôt que l'application d'une politique réfléchie. Par exemple, l'Angleterre, en 1931, a suspendu la convertibilité de sa livre, parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement et pour éviter une hémorragie d'or qui eut été catastrophique. Mais ensuite elle s'est aperçue que cette politique, que les circonstances lui avaient imposée, avait eu pour effet d'atténuer chez elle la crise : d'où l'idée, partagée aujourd'hui par beaucoup d'esprits, en Angleterre et ailleurs, qu'une manipulation monétaire judicieusement effectuée est susceptible de servir les intérêts de l'économie nationale. Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a là un très grave danger. Non pas que cette thèse soit absolument fausse. Parfois, en détraquant sa monnaie, une nation peut servir ses intérêts propres, mais elle le fait au détriment du reste du monde, et le trouble qu'elle jette, les manipulations monétaires que, par cascade, elle déclanche chez autrui, contribuent à généraliser cet état d'esprit d'inquiétude et de défiance qu'il faudrait au contraire dissiper pour permettre à l'optimisme de prendre le dessus.

\*  
\* \*

J'ai essayé de résumer, sans les affaiblir, les critiques que mérite la politique d'économie dirigée, en insistant moins sur les objections que l'on peut adresser à telle ou telle modalité rectifiable de cette poli-

tique que sur les considérations de principe qui portent contre le système lui-même. Faut-il donc conclure par un verdict de condamnation ? La majorité des économistes, en France tout au moins, n'hésitent pas à aller jusque-là. J'avoue que, personnellement, je suis d'un avis différent. Sans doute l'économie dirigée comporte des inconvénients, des risques, des dangers. Mais, pour la bien juger, il faudrait la mettre en parallèle avec l'autre solution, celle qui se traduirait par l'abstention de toute action de la part des pouvoirs publics. Or, je crois que, souvent, cette abstention comporterait des inconvénients, des risques, des dangers beaucoup plus graves encore. Si les économistes libéraux ne les voient point, c'est qu'ils commettent généralement une double erreur.

D'une part, ils ont une confiance excessive dans les mécanismes naturels de réadaptation ; ils n'aperçoivent pas que leur jeu demande souvent beaucoup de temps, que durant la période de transition, il suppose des souffrances intolérables, qu'enfin il implique l'existence effective d'une libre concurrence que les chefs d'entreprises eux-mêmes, par le moyen des ententes, ont souvent écartée de la vie économique d'aujourd'hui. D'autre part et surtout, les libéraux limitent trop exclusivement leur vision aux données *purement économiques* des problèmes, alors qu'il est souvent nécessaire de tenir compte, pour résoudre ces problèmes, de considérations extra-économiques. A cet égard, mention doit être faite de deux ordres de facteurs dont aucun homme d'Etat réaliste ne peut faire abstraction.

1° En premier lieu le souci de l'intérêt et de l'*indépendance nationale*. Je n'ai pas caché tout à l'heure que lorsque ce souci conduit à pratiquer les formes

extrêmes du nationalisme autarchique il entraîne les pouvoirs publics sur une pente dangereuse ; on ne saurait nier pourtant que les nations existent comme unités politiques, que chacune d'elles a le devoir de défendre ses intérêts et que ses dirigeants responsables sont tenus de sauvegarder le niveau de vie, l'étiage de civilisation que cette nation a atteint contre la concurrence de pays moins avancés, moralement et socialement ;

2° Des considérations de *justice sociale* viennent souvent aussi contraindre les pouvoirs publics à sortir d'un abstentionnisme qui serait vraiment inhumain. Par exemple, le jeu strict de l'automatisme économique conduirait à refuser aux chômeurs toute allocation, afin de permettre la chute des salaires sans frein et sans limite. A notre époque, aucun gouvernement, dans aucun pays, ne saurait aller jusque-là, parce qu'il risquerait de déclencher, chez ces chômeurs réduits à la misère, des mouvements violents, et, de la part de l'opinion publique, un sursaut de révolte.

Ces raisons d'ordre national et social, qui font que l'économie dirigée est souvent le moindre mal, s'appliquent avec une force particulière en matière agricole, et elles expliquent que tous les grands pays, comme le montreront les conférences qui suivront celle-ci, aient été amenés, en ces dernières années, à diriger l'agriculture. Aucun Etat ne saurait se résigner à voir disparaître ses classes rurales. L'agriculture, comme l'a montré à maintes reprises, en des discours significatifs, en Allemagne M. Walter Darré, est la source vive où se retrempe les énergies nationales. Un pays qui, pour obéir aux courants économiques naturels, sacrifierait son agriculture à son

industrie, ses campagnes à ses villes, verrait sa vitalité s'amoinrir, et sa santé morale s'affaiblir. Aussi bien l'Angleterre elle-même qui, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, paraissait résignée à la décadence de ses activités rurales, a-t-elle compris aujourd'hui le danger que comporterait pour elle une industrialisation trop poussée.

Pour aller jusqu'au bout de ma pensée, je n'hésiterai pas à dire que les manipulations monétaires elles-mêmes, formes extrêmes de l'économie dirigée, représentent parfois, elles aussi, le moindre mal. On ne doit jamais s'y résigner de gaieté de cœur, parce qu'elles sont injustes et cruelles, et qu'elles infligent à des intérêts respectables un préjudice immérité. Mais quand la réadaptation des prix nationaux aux prix mondiaux ne peut être obtenue par un effort direct de compression, quand certains éléments trop rigides (les impôts, les salaires), opposent à cette compression des barrières infranchissables, quand, en d'autres termes, le choix est entre le tripotage monétaire et l'asphyxie économique de la nation, qui pourrait dire que celle-là ne soit pas encore le moindre mal ?

Finalement, vous voyez que l'économie dirigée est souvent l'expression de nécessités dont les hommes d'Etat ne peuvent faire abstraction. Et c'est pourquoi, malgré les déboires qu'elle a donnés, on n'aperçoit aucun symptôme de son prochain recul. Les démocraties ou les monarchies de type parlementaire, comme la France ou l'Angleterre, la pratiquent à la demande des masses qui font entendre leurs voix par l'intermédiaire des assemblées législatives. Les régimes de dictature, comme l'Italie ou l'Allemagne, s'y

enfoncent plus encore, parce que une dictature, de nos jours, ne saurait durer si elle ne tenait compte des revendications matérielles des milieux populaires. Il existe même une affinité certaine entre l'économie dirigée et la dictature, du fait qu'un pouvoir politique très puissant paraît mieux armé que le gouvernement d'une démocratie parlementaire pour imposer à l'activité économique du pays une orientation et un rythme autoritaires. Mais au total, l'expérience montre que l'économie dirigée des dictatures connaît à peu près le même pourcentage de réussites fragmentaires et d'échecs partiels que l'économie dirigée des démocraties parlementaires.

\*  
\* \*

Toutefois, si notre analyse nous conduit à cette conclusion que l'économie dirigée a chance de durer, elle nous indique aussi en quelle voie il conviendrait de l'orienter pour la corriger, dans la mesure du possible, des inconvénients et des dangers qu'elle comporte.

Tout d'abord, les modalités de l'intervention de l'Etat doivent être agencées de telle manière qu'elles respectent les enseignements de l'expérience économique. Celle-ci n'impose pas, comme les libéraux le prétendent, un impératif catégorique d'abstention ; elle nous indique du moins certaines liaisons, certaines régularités, dont il n'est au pouvoir d'aucune autorité publique d'écarter l'existence. Ainsi, fixer pour une denrée un prix légal sans agir sur les éléments de l'offre et de la demande qui conditionnent ce prix, c'est vouer la loi à un échec qui est assurément la pire des politiques.

En second lieu, l'économie dirigée, qui représente une volonté d'*ordre* et d'*organisation*, doit laisser une sphère d'action à l'*initiative individuelle* et à la *responsabilité personnelle*, faute de quoi elle aboutit à la tyrannie de prescriptions uniformes qui tuent toute originalité et tout effort créateur ; elle devient, au reste, en ce cas, infidèle à sa notion première, qui, je le rappelle, implique un amalgame entre la notion de responsabilité individuelle et celle de cadre imposé par l'Etat. Si une société où les activités privées se développent sans ordre et sans discipline risque d'aboutir au chaos, un Etat dont tous les éléments devraient se plier servilement à une contrainte bureaucratique perdrait toute énergie créatrice et s'étiolerait rapidement.

Enfin, à mesure que les progrès de l'économie dirigée entraînent pour l'Etat l'obligation d'exercer, en matière économique, des fonctions singulièrement délicates, apparaît l'utilité de s'appuyer, pour l'exécution de cette tâche, sur le groupement des intéressés eux-mêmes. Si j'en avais eu le loisir, je vous aurais montré comment, dans tous les pays qui pratiquent l'économie dirigée, on est conduit à la technique de la *cartellisation obligatoire*. Nous la trouvons en Angleterre pour les marchés de certains produits agricoles ; en Pologne, pour les houillères et les exploitations pétrolifères ; aux Etats-Unis, dans toutes les branches d'industrie soumises au système des codes ; en Allemagne où depuis longtemps s'applique la formule du cartel constituée à l'instigation des pouvoirs publics, avec obligation pour les réfractaires de se soumettre à sa loi.

Le projet gouvernemental en instance actuellement devant le Parlement ne fait que suivre à cet égard, et

pour le temps de crise, l'exemple des grands pays étrangers. Ainsi s'ébauche une économie nouvelle qui n'est conforme à aucun des systèmes simples que nous proposent les grandes doctrines sociales. Ce n'est plus l'*individualisme*, puisque les activités privées sont encadrées dans un réseau minutieux de prescriptions qui touchent à la vie même des entreprises. Ce n'est pas le *socialisme*, puisque la propriété individuelle et la gestion privée subsistent en principe. Ce n'est pas l'*étatisme* du type traditionnel puisque l'Etat confie autant qu'il le peut aux groupements économiques le soin de diversifier, suivant les professions et les situations particulières, les directives générales qu'il pose. Ce n'est pas non plus le *corporatisme* puisque les groupes n'ont pouvoir et action que par une sorte de délégation de la puissance publique et demeurent soumis à sa surveillance et à son contrôle.

Une sorte de synthèse empirique s'établit en somme entre l'action *individuelle*, l'action *collective*, l'action *publique*. Je ne crois pas qu'il faille tenter de résister à cette évolution qui correspond à certaines nécessités économiques et politiques du monde moderne. Je ne pense pas qu'il convienne non plus de vouloir en cliquer, en cristalliser dès maintenant les formes, qui manifestement n'ont pas atteint encore un degré suffisant de maturité. La meilleure attitude, la plus scientifique et la plus rationnelle, consiste à observer sans parti pris, avec une sympathie compréhensive, les transformations de l'économie contemporaine, en se gardant, à la fois, d'un attachement puéril à des notions économiques périmées, et d'une volonté de réglementation générale qui méconnaîtrait la variété de la vie économique.



L'économie dirigée traduit, dans notre monde d'aujourd'hui, l'effort souvent maladroit vers une organisation souvent nécessaire. Les gouvernements qui s'y engagent ne doivent pas se dissimuler qu'ils entreprennent une œuvre difficile où les attendent beaucoup de déboires ; qu'ils s'aventurent sur un terrain garni de pièges où il leur faut ne s'avancer que très prudemment. Mais ces difficultés ne sont pas une raison suffisante pour renoncer à l'action, s'il est vrai que l'économie dirigée est parfois indispensable pour la défense de valeurs *nationales* et de valeurs *humaines* qui, en définitive, sont souvent plus respectables et plus hautes que les valeurs purement *économiques*.

## Table des matières

PRÉFACE DE LA SECONDE ÉDITION. . . . .	7
AVANT-PROPOS . . . . .	29
INTRODUCTION . . . . .	31
I. La critique du capitalisme . . . . .	35
II. Vers l'économie dirigée . . . . .	53
III. Les dangers de l'économie dirigée. . . . .	73
IV. La défense du capitalisme . . . . .	89
V. Le bilan de la controverse . . . . .	99
VI. Capitalisme et néo-socialisme . . . . .	111
VII. Nationalisme et capitalisme . . . . .	127
VIII. Perspectives d'avenir . . . . .	143
APPENDICE I. Capital et capitalisme . . . . .	163
APPENDICE II. Les causes et les résultats de l'économie dirigée . . . . .	175